

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE

# Conseil particulier des Finances

A L'ÉPOQUE DE LA POLYSYNODIE (1713-1718)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 6 Novembre 1908, à 10 h.*

PAR

Albert ESSLINGER

---

*Président : M. CHIÉNON, professeur*

*Suffragants* { MM. LESEUR, professeur  
GARÇON, professeur

---

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

---

1908



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE

# Conseil particulier des Finances

A L'ÉPOQUE DE LA POLYSYNODIE (1715-1718)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 6 Novembre 1908, à 10 h.*

PAR

Albert ESSLINGER

---



*Président : M. CHÉNON, professeur*

*Suffragants* { *MM. LESEUR, professeur*  
*GARÇON, professeur*

---

PARIS.

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

---

1908



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41551801\\_0038](https://archive.org/details/IA41551801_0038)

# Le Conseil particulier des Finances à l'époque de la Polysynodie (1715-1718)

---

## PRÉFACE

Nous nous proposons d'étudier, d'après les documents originaux, le Conseil particulier des Finances à l'époque de la Polysynodie. Indépendamment de sa nouveauté, le sujet est intéressant car son étude nous fait voir de près les procédés employés par le régent et ses collaborateurs pour rétablir les finances françaises.

Il est un autre motif qui nous pousse à étudier ce Conseil plutôt qu'un autre, c'est sa grande importance : tout en étant subordonné au Conseil de régence, il a des attributions plus étendues que les autres conseils et ces conseils doivent souvent en référer à lui lorsqu'il s'agit de sanctionner une affaire, même non financière.

Nous avons mis à profit pour cette étude les documents des Archives Nationales et du ministère des Affaires Etrangères, ainsi qu'un certain nombre de manuscrits de la Bibliothèque Nationale. Parmi ces instruments de travail, l'un surtout est d'une importance considérable, nous voulons parler de l'ensemble des registres des délibérations du Conseil particulier des Finances en 1715 et 1716. Malheureusement, ces registres, conservés aux Archives Nationales, ne s'étendent pas au delà de 1716. Après cette date, nous avons surtout à notre disposition les arrêts, mais les discussions antérieures à ces arrêts ne sont pas souvent parvenues jusqu'à nous.

Nous examinerons d'abord de quelle façon fut établi ce Conseil, puis nous nous demanderons quel a été son rôle pendant les années qui suivent la mort de Louis XIV.

Boulogne-sur-Seine, le 4 septembre 1908.

## CHAPITRE PREMIER

### **Etablissement et organisation du Conseil de Finance**

Louis XIV, en mourant, laisse un testament qui institue un régent, le duc d'Orléans ; ce régent a seulement la présidence d'un Conseil de régence dont les membres désignés d'avance sont choisis parmi les créatures du duc du Maine (1) ; ce dernier est surintendant de l'éducation du roi. Le grand roi ne se fait cependant pas d'illusions : « Je sais bien, dit-il à la reine d'Angleterre, Marie de Modène, ce qu'est devenu le testament du feu roi mon père ».

Les appréhensions du roi ne tardent pas à être justifiées lorsque le régent s'empare du pouvoir après la mort de Louis XIV.

Saint-Simon, l'ami et le conseiller plus ou moins écouté du régent, a tracé de lui ce portrait : « M. le duc d'Orléans était de taille médiocre au plus, fort plein sans être gros, l'air et le port aisé et fort noble, le visage large, agréable, fort haut en couleur, le

---

1. Le duc du Maine est l'aîné des fils légitimes de Louis XIV et de M<sup>me</sup> de Montespan.

poil noir et la perruque de même..... Il avait dans le visage, dans le geste, dans toutes ses manières, une grâce infinie... Avec beaucoup d'aisance, quand rien ne le contraignait, il était doux, accueillant, ouvert, d'un accès facile et charmant, le son de sa voix agréable, et un don de la parole qui lui était tout particulier..... Son éloquence était naturelle jusque dans les discours les plus communs et les plus journaliers, dont la justesse était égale sur les sciences les plus abstraites, qu'il rendait claires, sur les affaires du gouvernement, de politique, de finance, de justice, de guerre, de cour, de conversation ordinaire, et de toutes sortes d'arts et de mécanique (1). »

L'homme dont nous venons de tracer le portrait, d'après Saint-Simon, ne tarda pas à imiter la conduite d'Anne d'Autriche en 1643 ; comme elle, il s'adresse au Parlement pour obtenir la plénitude du pouvoir.

Dans la séance du 2 septembre 1715, les dernières volontés de Louis XIV sont annulées. Les décisions suivantes sont prises :

1<sup>o</sup> Le duc de Bourbon sera chef du Conseil de régence sous l'autorité de M. le duc d'Orléans et y présidera en son absence ;

---

1. Saint-Simon. *Mémoires*, édition Chéruel, tome VII, chapitre XXVII, p. 339.

2° Les princes du sang royal auront entrée audit Conseil quand ils auront atteint l'âge de vingt-trois ans accomplis ;

3° M. le duc d'Orléans pourra former le Conseil de régence, même tels Conseils inférieurs qu'il jugera à propos, et y admettre les personnes qu'il en estimera les plus dignes ;

4° Le duc du Maine sera surintendant à l'éducation du roi ;

5° L'autorité entière et le commandement des troupes du roi resteront au duc d'Orléans (1). De plus, le régent demande de pouvoir établir différents Conseils ; il promet de ne les remplir que de personnes capables, portées au bien public et agréables à la compagnie. Il ajoute que ces Conseils ne décideront rien souverainement, et qu'ils viendront rendre compte au Conseil suprême de leurs différentes délibérations sur lesquelles le Conseil déciderait à la pluralité des voix.

Les gens du roi répondent qu'il faut remercier M. le régent de son attention pour le bien public, mais en même temps ils croient devoir le supplier au nom de la Cour d'expliquer un peu mieux ses

---

1. Cf. Bibl. Nat., M. S. Nouv. acq. fr., 2518, f° 1. *Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires des finances.* (V. Affaires à Etats.)

intentions au sujet de Conseils. « Afin qu'il ait le temps d'arranger les différents Conseils qu'il propose, ils sont d'avis de remettre cette délibération à un autre jour, tel qu'il souhaiterait, et que la Cour déciderait ».

Le régent ne se tient pas pour battu ; l'après-midi même, il revient à la charge. Il dit : « qu'il ne lui avait pas été possible d'arranger tout d'un coup les Conseils dont il avait parlé à la compagnie, mais qu'il lui promettait de lui faire part de tout ce qu'il projetterait à cet égard avant d'avoir rien arrêté et qu'ainsi il ne s'agissait pas présentement d'opiner sur le détail de ces Conseils mais seulement sur la proposition générale qu'il avait fait d'en établir » (1).

La proposition du régent, relative aux Conseils, est accueillie avec acclamation (2). Peu après le régent écrit une lettre au cardinal de la Trémoille, à Rome :

« Monsieur mon cousin, lui dit-il, le grand mouve-

---

1. *Arch. du Ministère des Affaires Etrangères*. Mém. et doc. vol. 1208 (France), f<sup>o</sup> 149 et 150. « Relation de ce qui s'est passé au Parlement dans les deux séances du lundi 2 septembre 1175 ».

2. *Arch. du Ministère des Affaires Etrangères*. Mém. et doc., vol. 1208, f<sup>o</sup> 152 (France). « Relation de ce qui s'est passé au Parlement dans les deux séances du lundi 2 septembre 1715 ».

ment de toutes sortes d'affaires qui sont tombées sur moi dans le moment de la mort du feu roi, ne me permit que de m'acquitter d'un premier devoir à l'égard du Pape par la lettre que j'eus l'honneur de lui écrire la semaine dernière pour lui faire part de la régence qui m'a été déférée suivant le droit de ma naissance et les lois du royaume. Le lit de justice qui fut tenu hier, et où ce droit fut confirmé solennellement en présence du roi, me met en état d'entrer avec vous dans un plus grand détail de ce qui s'est passé dans cette affaire, et dont il est nécessaire que vous soyez pleinement instruit pour en faire l'usage convenable aux intérêts du roi et de l'Etat dans la Cour où vous êtes.

« Tous les suffrages, comme je viens de vous le dire, se sont réunis en ma faveur. Je déclarai au Parlement que j'en serai chargé, rien ne me paraissait plus avantageux que l'établissement de plusieurs Conseils particuliers où chaque matière d'affaires serait discutée avant que d'être portée au Conseil de régence que je pourrais former, ainsi que je le jugerais à propos. La situation présente de ce royaume, la disposition des esprits, lassés de voir chaque partie du gouvernement entre les mains d'un seul homme pendant tout le règne précédent, la nécessité de rétablir la confiance en donnant une nouvelle forme à l'administration des affaires publiques,

firent recevoir cette proposition avec un applaudissement universel » (1).

Fort de l'approbation du Parlement, le régent fait promulguer le 15 septembre une déclaration portant établissement de plusieurs Conseils pour la direction des affaires du royaume (2).

Nous lisons dans le préambule que le régent se déclare peu en mesure de supporter seul le fardeau des affaires. Les principales matières qui méritent l'attention directe et immédiate du souverain seront donc discutées et réglées, « pour recevoir ensuite une dernière décision dans un conseil général, qui, ayant pour objet toute l'étendue du gouvernement, serait en état de réunir et de concilier les vues différentes des conseils particuliers ». Le roi ajoute : « Cette forme de gouvernement a paru d'autant plus convenable à notre très cher oncle le duc d'Orléans, régent du royaume, qu'il sait que le plan en avait déjà été tracé par notre très honoré père, dont nous aurons au moins la satisfaction de suivre les vues,

---

1. *Arch. du Ministère des Affaires Etrangères*. Mém. et doc., vol. 1209 (France) f<sup>os</sup> 337 et 338. « Lettre à M. le Cardinal de la Trémoille, mon cousin, à Rome », 13 septembre 1715.

2. *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXI, publié par Isambert, Decrusif, Taillandier. Paris, Belin-Leprieur, 1830, in-8° pp. 36 et suiv. — *Arch. du Ministère des Affaires Etrangères*. Mém. et doc. Vol. 1208 (France) f<sup>os</sup> 193-198. — Arch. Nat. AD\* 731.

si le ciel nous a privé de l'avantage d'être formé par ses grands exemples. » Suit un exposé de la théorie du duc de Bourgogne : « Il était persuadé que toute l'autorité de chaque partie du ministère étant réunie dans la personne d'un seul, devenait souvent un fardeau trop pesant pour celui qui en était chargé, et pouvait être dangereuse auprès d'un prince qui n'aurait pas la même supériorité de lumières que le roi notre bisaïeul, que la vérité parvenait si difficilement aux oreilles d'un prince, qu'il était nécessaire que plusieurs personnes fussent également à portée de la lui faire entendre, et que si l'on n'intéressait au gouvernement un certain nombre d'hommes aussi fidèles qu'éclairés, il serait presque impossible de trouver toujours des sujets formés et instruits, qui fissent moins regretter la perte des personnes consommées dans la science du gouvernement et qui fussent même en état de les remplacer ».

Les Conseils établis par la régence en 1715, sont en effet l'exécution des plans de réforme combinés dans l'entourage du duc de Bourgogne.

Si nous voulons comprendre la raison pour laquelle ces plans de réforme ont pris naissance, nous devons examiner les traits généraux du gouvernement central à la fin du règne de Louis XIV.

Au commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, le gouvernement est concentré entre les mains d'un nombre de personnes de plus en plus petit. Ces personnes, une

vingtaine, d'après Saint-Simon, sont les ministres et les membres du Conseil du roi.

Si l'on prend la catégorie des ministres, le nombre de ceux qui avaient une autorité politique et contribuaient à la direction de l'action gouvernementale tendait à se réduire ; d'autre part, les conseils s'effaçaient de plus en plus devant les ministres.

C'est ce que nous voyons dans l'ouvrage de Saint-Simon intitulé : *Projets de gouvernement résolus par le duc de Bourgogne*. Il y a là le résumé des idées que Saint-Simon avait développées dans son entourage. Saint-Simon ajoute que le duc de Bourgogne avait accepté ces projets puisqu'il dit « résolus par Monseigneur le duc de Bourgogne dauphin ». L'œuvre de Saint-Simon a été publiée en 1860 par M. Ménard. En somme, le projet émane de Saint-Simon, le duc de Bourgogne a approuvé. Notre auteur prend soin de préciser sa pensée sur ce point : « La formation de ces conseils, dit-il dans ses *Mémoires* (1), fut une des premières choses dont je parlerai à M. le duc d'Orléans. Il n'était pas moins blessé que moi de la tyrannie que ces cinq rois de France exerçaient à leur gré sous le nom du roi véritable, et presque en tout à son insu, et l'insupportable hauteur où ils étaient montés » (2).

---

1. Saint-Simon. *Mémoires*, t. VII, édit. Cheruel, chap. XXX.

2. Comme le remarque très bien M. Esmein (*L'esprit de*

Telle est en effet la véritable raison de la réforme. La modestie du régent n'existe que dans le préambule de la Déclaration du 15 septembre 1715. Il ne se croit pas moins apte que Louis XIV à gouverner, mais il veut le faire avec d'autres gens. Ce qu'il veut, avec Saint-Simon, c'est maintenir les conseils multiples entre lesquels s'était fractionné l'ancien Conseil du roi, en en changeant la composition, en y laissant entrer seulement la haute noblesse et le haut clergé et en leur donnant un rôle prépondérant. Ce qu'il veut encore, c'est supprimer les secrétaires d'Etat, parmi lesquels figurent trois des « rois de France » dont parle Saint-Simon (secrétaire des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine), c'est aussi supprimer le contrôleur général des finances et restreindre les pouvoirs du confesseur du roi, devenu en fait un ministre des Affaires de l'Eglise (1).

---

*Réforme et les réformes opérées ou tentées sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI avant la convocation des Etats généraux*, cours de Doctorat professé à la Faculté de droit de Paris, 1902-1903), il est certain que la condition première des secrétaires d'Etat avait été assez humble. Quand on les voit se dessiner, sortir de positions encore plus subalternes, ils n'étaient que secrétaires des commandements du roi, chargés d'enregistrer et de traduire les ordres directs du roi. Puis ils avaient acquis le droit de signer des actes publics d'autorité et leurs pouvoirs s'étaient de plus en plus développés.

1. *Ibid.*

« Personne, dit Saint-Simon (1), n'ignore que les quatre premiers ne soient souverainement et despotiquement les maîtres de tout ce qui regarde leurs prodigieux départements, dont tout l'important bien préparé par chacun d'eux et à son point, ne se décide que tête-à-tête du roi à eux, et le reste quel qu'il soit et sur lequel ils ont bien prévenu le roi dans ce travail solitaire se voit légèrement et pour la forme de certaines choses au Conseil et y passe comme il a été résolu entre le roi et chacun d'eux seul. »

Voyons par exemple ce qui se passe au Conseil des Finances, à la fin du règne de Louis XIV : « Le chef du Conseil royal des Finances, dit Saint-Simon (2), est un nom et des appointements, l'entrée aux Conseils des Finances et des Dépêches et aux directions où il dit son avis sur des procès de finances et des affaires courantes et de Ferme, quelques signatures d'arrêts en Finance qu'il ne peut ni contredire, ni encore moins refuser et rien davantage ; et les deux conseillers, au même Conseil, n'ont de même que leur avis à dire sur les mêmes choses, et tous trois qu'à baisser la tête aux grandes propositions qu'y fait quelquefois le contrôleur général

---

1. Saint-Simon. *Projets de gouvernement résolus par Monseigneur le duc de Bourgogne dauphin*. Ed. Ménard, 1860, p. 85 (cité par M. Esmein, à son cours).

2. *Ibid.*

pour la forme de choses convenues entre le roi et lui, et qui passent après au Conseil, comme l'établissement de la capitation (1) ou dixième, et autres grandes opérations semblables. Les six intendants des Finances n'approchent jamais du roi ni du Conseil comme tels, et ne sont purement et simplement que des commis renforcés et plus autorisés du contrôleur général, pour voir et examiner les affaires à son soulagement, et lui en rendre compte tête à tête, sur lesquelles il décide, sans que leur avisait autre poids que celui qu'il veut bien leur donner et dont sur le sien à lui il expédient les ordres ou les arrêts du Conseil qui n'en a jamais ouï parler, ni le roi, et que le contrôleur général signe et qui sont exécutés comme les plus contradictoirement et les plus solennellement rendus ».

Pour remédier à cet état de choses, il fallait une polysynodie — le mot fut trouvé plus tard par l'abbé de Saint-Pierre (2) — une pluralité de Conseils où la noblesse recouvrerait son autorité.

---

1. Si ce que dit Saint-Simon est assez exact dans l'ensemble, son assertion relative à la capitation est erronée. Lardé Georges. *Les capitations dans les pays de taille personnelle*. Thèse de Doctorat en Droit Paris, Bonvalot-Jouve, 1906, in-8°, p. 42.

2. Le marquis d'Argenton dit à ce sujet dans ses *Mémoires* : « Lorsque l'on eut senti l'abus des Conseils établis par M. le duc d'Orléans et que l'on s'aperçut enfin qu'il y fallait

Mais si dans l'entourage du duc de Bourgogne l'on s'accordait sur la nécessité de cette réforme, il n'en allait pas de même en ce qui concernait le nombre des nouveaux Conseils.

Dans les projets de Fénelon, arrêtés au château de Chaulnes et connus sous le nom de *Tables de Chaulnes* (1), nous lisons : « Un Conseil d'Etat où le roi est toujours présent. Six autres conseils pour toutes les affaires du royaume. »

Saint-Simon, au contraire, proposait, vers 1711, d'établir huit conseils composés de membres dont le nombre variait entre six et seize. C'étaient les Conseils des Affaires ecclésiastiques, des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, des Finances, du Commerce, des Dépêches, enfin le Conseil d'Ordre. Ce dernier devait avoir pour unique attribution de surveiller les titres de noblesse et dignités ; il était chargé d'assurer l'exacte observation des préséances et des privilèges de la noblesse titrée.

---

renoncer, on leur donna une sorte d'extrême-onction, en chargeant l'abbé de Saint-Pierre, qui les avait approuvés d'en faire l'apologie. Il s'en acquitta en composant un ouvrage qu'il intitula la *Polysynodie*, ou l'*Avantage de la pluralité des Conseils* avec cette épigraphe, tirée des *Proverbes* de Salomon : *Ubi multa consilia, salus* » (cité dans le *Choix de textes pour servir à l'étude des institutions de la France conformément au programme de la classe de Rhétorique* publié par F. Correard. Paris, Delalain, 1882, in-12, p. 285).

1. M. Esmein à son cours.

Au-dessus de ces huit conseils, Saint-Simon, dans les projets dont nous avons parlé, énumère encore un Conseil d'Etat composé du roi et de cinq membres titulaires qui devaient régulariser le Conseil d'en Haut, qui existait comme Conseil de gouvernement par excellence.

Les autres conseils prenaient des décisions provisoires, rapportées devant le Conseil d'Etat par le président de chaque conseil ou à son défaut par un conseiller et la décision définitive n'appartenait qu'au Conseil d'Etat (1).

En 1715, Saint-Simon fait prévaloir son plan, le Conseil suprême n'a pas le nom que lui donnait Saint-Simon quelques années avant ; il s'appelle Conseil de régence. D'autre part, notre auteur ne demande plus que l'on crée un nombre de Conseils aussi grand. Il est écouté : « Je proposai, dit-il (2)..., que les secrétaires d'Etat n'entrassent dans aucun des Conseils... On comprend bien que je proposai en même temps d'éteindre l'emploi de contrôleur général et d'en faire passer l'emploi et l'autorité au Conseil des finances, et substituer la signature du chef de ce conseil à celle du contrôleur général. A ce plan général, il en fallait ajouter de particuliers. Je proposai

---

1. Saint-Simon. *Projets de gouvernement résolus par Monseigneur le duc de Bourgogne dauphin*, p. 61.

2. Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, Ed. Chéruel, chap. XXX.

donc celui de ces conseils que j'avais faits autrefois... mais j'en supprimai qui ne convenait plus ni au moment présent ni au temps d'une régence ».

C'est en conformité de ces vues qu'est rendue la Déclaration du 15 septembre 1715 dont nous avons examiné le préambule. L'article 1<sup>er</sup> décide qu'en outre du Conseil général de régence, il en sera établi six autres particuliers qui seront composés chacun d'un président et d'un nombre convenable de conseillers et de secrétaires, selon la nature des affaires dont chaque Conseil sera chargé ; savoir : le Conseil des Affaires étrangères ; le Conseil de Guerre et de tout ce qui y a rapport ; le Conseil de Finance ; le Conseil de Marine et de tout ce qui en dépend ; le Conseil des Affaires du dedans du royaume qui étaient ci-devant portées au Conseil des dépêches.

Le même article déclare expressément que les affaires dont la connaissance appartient aux Cours et tribunaux ne pourront être « portées dans lesdits Conseils ».

Le soin d'élaborer un règlement est laissé, dans chaque Conseil, aux membres eux-mêmes. Ce projet sera examiné par le Conseil de régence (1) qui, comme nous le savons, a seul le pouvoir absolu et définitif de décision. L'article 5 dispose en effet que le président de chaque Conseil particulier aura

---

1. Déclaration du 15 septembre 1715, art. s.

séance et voix délibérative au Conseil général de régence pour les affaires qui regarderont le Conseil dont il sera président. Ce président, auquel d'autres conseillers pourront être adjoints, fera le rapport des affaires.

Dans le Conseil de régence, les décisions seront prises à la majorité des voix ; en cas d'égalité, l'avis du régent prévaudra (1).

La connaissance des affaires importantes concernant le commerce est dévolue aux Conseils de Finance et de Marine, qui les discuteront conjointement (2). Telles sont les dispositions de la Déclaration du 15 septembre 1715. La réforme qui a été bien accueillie par le Parlement est-elle également bien acceptée par l'opinion publique ? Saint-Simon avait représenté au régent que l'établissement des nouveaux Conseils « flatterait extrêmement les seigneurs et toute la noblesse, éloignée des affaires depuis près d'un siècle, et qui ne voyait point d'espérance de se relever de l'abattement où elle se trouvait plongée ; que ce retour inespéré du néant à l'être toucherait également ceux qui en profiteraient par leurs nouveaux emplois, et ceux encore à qui il n'en serait pas donné, parce qu'ils en espéreraient dans la suite par l'ouverture de cette porte, et

---

1. *Ibid.* art. 4.

2. *Ibid.* art. 2.

qu'en attendant ils s'applaudiraient d'un bien commun et de la jouissance de leurs pareils » (1).

Il lui avait « fait sentir l'utilité et la facilité » du nouveau plan « par l'exemple continuel de la Cour de Vienne, où rien ne s'étrangle ni ne languit parmi tant de différents Conseils qui y sont établis » (2). Le roi, en réalité le régent, avait déclaré « qu'il ne cherchait qu'à connaître et à employer le mérite et la vertu » ; il voulait, disait-il, que les bons sujets de toutes conditions, et surtout ceux de la plus haute naissance, donnassent aux autres l'exemple de travailler continuellement pour le bien de la patrie (3).

L'espoir de Saint-Simon et du régent n'est pas déçu. Nous lisons dans une *Histoire manuscrite des finances pendant la régence* : « Les conseillers furent choisis parmi les gens de condition, le Conseil et quelques membres du Parlement. Ainsi l'administration des affaires de l'Etat qui, sous Louis XIV, avait été confiée aux seuls gens de robe passa, aussitôt après sa mort aux gens de qualité. *Le public en conçut de grandes espérances* » (4).

L'Evêque d'Angoulême écrit au régent, le 27 sep-

---

1. Saint-Simon. *Mémoires*, t. VII, édit. Chérueix, chap. XXX.

2. *Ibid.*

3. Déclaration du 15 septembre 1715, préambule.

4. Bibl. Nat. Nouv. acq. fr., 1431. *Histoire des finances pendant la régence*, fo 8.

tembre 1715 : « Tout le monde, Monseigneur, est charmé de ce plan de gouvernement que Votre Altesse Royale vient de tracer, on se flatte qu'étant porté à sa dernière perfection par une main aussi habile que la vôtre, il deviendra à l'avenir un modèle achevé d'un gouvernement uniforme et immuable... » (1).

Le Conseil particulier des Finances s'assemble le 20 septembre, à 3 heures de l'après-midi. A cette date commence le premier registre des délibérations (2). Assistent à la séance : le duc d'Orléans, régent, le maréchal de Villeroy, chef du Conseil, le duc de Noailles, président, le marquis d'Effiat, vice-président. La haute noblesse est donc à la tête de ce Conseil.

Les huit conseillers sont : Le Pelletier-Desforts, Rouillé du Coudray, Lefebvre d'Ormesson, Fagon, Gilbert de Voysins, de Gaumont, Tachereau de Baudry, Dodun. Deux secrétaires, Lefebvre et de la Bliinière, leur sont adjoints (3). On donne lecture de la Déclaration du 15 septembre ; ensuite, il est établi un Bureau pour les affaires concernant les vivres, les hôpitaux, le quartier d'hiver, les voitures.

---

1. *Arch. du Ministère des Affaires étrangères*, Mém. et doc., vol. 1208 (France), f<sup>o</sup> 221.

2. *Arch. Nat.* G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 1.

Le 23 septembre est publiée une Déclaration (1), portant qu'en attendant la majorité de Sa Majesté tous les états et ordonnances des fonds et dépenses seront signés et arrêtés par le duc d'Orléans, régent, et que toutes les recettes et dépenses qui seront employées dans les états et comptes des officiers comptables, seront admises et passées dans les états et comptes en vertu desdits états et ordonnances qui seront par lui signés et arrêtés.

La Déclaration du 15 septembre 1715 avait décidé (2) que les Conseils particuliers seraient composés chacun d'un président et d'un nombre convenable de conseillers ; il n'était pas question du vice-président. Néanmoins, nous l'avons vu, le marquis d'Effiat avait figuré dès la première séance du Conseil de Finance en qualité de vice-président (3). Mais le 29 septembre tout s'arrange. Le marquis d'Effiat prend sa place de vice-président ; l'un donne lecture de sa commission « qui porte que c'est sans tirer à conséquence et pour lui seulement, ladite place de vice-président devant être éteinte après son décès » (4).

Les autres conseillers reçoivent, le même jour, leurs commissions, à l'exception du maréchal de Vil-

---

1. Arch. Nat., AD<sup>4</sup>731.

2. Art. 1 (Isambert, t. XXI, p. 38).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 1.

4. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 10.

leroy « qui n'en a pas besoin parce qu'il continue sa dignité de chef du pouvoir royal » (1).

Dès le 29 septembre, le règlement fait pour le Conseil de Finance par les membres de cette assemblée, est approuvé au Conseil de régence. Il est décidé ceci : l'on ajoutera que les intendants des provinces feront deux tournées par an dans leur département (2). Quand le Conseil de Finance tiendra-t-il ses séances ? « Je voulais..., dit Saint-Simon, des jours réglés pour tenir les différents Conseils... et des jours marqués à la régence pour y entendre les affaires de chaque Conseil » (3). Le désir de Saint-Simon est entendu. Les séances du Conseil de Finance — cela est décidé le 29 septembre — se tiendront les mardi et vendredi de chaque semaine à 9 heures du matin, et celles du Conseil général de la régence pour les affaires de finance se tiendront le samedi après-midi (4).

Les membres du Conseil ont été installés ; il reste à leur faire prêter serment. Le régent se charge de ce soin. Le 1<sup>er</sup> octobre 1715, il vient au Conseil. Voici la formule du serment du duc de Noailles : « Vous jurez et promettez de bien et fidèlement servir, et conseiller le roi pour le bien, honneur et uti-

---

1. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 10.

2. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 10.

3. Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, éd. Chéruel, chap. XXX.

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 12.

lité de sa personne et de son royaume ; de garder et accomplir les ordonnances par lui faites et à faire ; de tenir les délibérations de ses Conseils secrètes, et en tout vous comporter comme un bon, vertueux et magnanime pair de France, président de son Conseil de Finance le doit faire ». Réponse « Je le jure et le promets ».

Le serment du marquis d'Effiat est à peu près le même : il y a seulement le mot vice-président au lieu de président ; de même pour les conseillers nous trouvons le mot : conseiller (1).

Dans quelle forme seront rendus les arrêts du Conseil de Finance ? Le 29 septembre est rapportée au Conseil la décision du Conseil de régence relative à la forme des arrêts du Conseil de Finance. Voici la formule : Oûi le rapport de M..., chef ou président, après avoir été délibéré au Conseil de Finance au rapport de M... Là-dessus les membres du Conseil s'insurgent. Ils estiment que cette forme n'est ni agréable ni honorable pour le Conseil de Finance, qu'elle est sujette à beaucoup d'inconvénients et susceptible de retarder les affaires. Rouillé est chargé de dresser un Mémoire avec deux de ses collègues et de parler à ce sujet au régent et au Conseil de régence. En attendant, il est décidé que les arrêts seront signés en commandement (2).

---

1. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 12.

2. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 10. Cependant le 8 décembre 1716,

Le 1<sup>er</sup> octobre, les décisions suivantes sont prises :  
Le nom des conseillers du Conseil de Finance ne sera pas exprimé dans les arrêts de finance ni celui du chef ni du président du Conseil qui aura fait le rapport au Conseil de régence, mais l'on mettra seulement : ouï le rapport, et la date sera celle du dernier Conseil de régence.

Les Déclarations qui émaneront du Conseil de Finance seront visées par le chef dudit Conseil (1).

C'est seulement le 14 novembre 1715 qu'est publiée

---

le régent amène le duc de la Force en qualité de vice-président du Conseil des Finances et lui fait prêter serment. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 73.)

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 13'. — La forme des arrêts du Conseil de Finance demeure identique jusqu'à la fin de la *Polysynodie*. Voici, par exemple, plusieurs passages d'un arrêt du 26 février 1718 : (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.)

« Le roi s'étant fait représenter en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 12 du présent mois, par lequel Sa Majesté a ordonné que jusqu'au 1<sup>er</sup> avril prochain toutes les anciennes espèces et matières....

« Ouï le rapport, le roi étant en son conseil, de l'avis de M. le duc d'Orléans régent, a ordonné et ordonne qu'à commencer....

« Enjoint Sa Majesté aux officiers des Cours des Monnaies et aux sieurs intendants commissaires départis pour l'exécution de ses ordres dans les provinces et généralités du royaume de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera et pour l'exécution duquel toutes lettres patentes nécessaires seront expédiées.

l'Ordonnance du roi servant de règlement pour le Conseil de Finance (1).

Le préambule énumère les membres du Conseil. Nous les avons cités. Notons encore cependant, entre autres, le régent, ordonnateur « ainsi que l'était le feu roi » (2), et Rouillé du Coudray, directeur des finances et du Contrôle général.

Le Conseil, lisons-nous dans l'Ordonnance, s'assemblera deux jours par semaine, le mardi et le vendredi depuis 9 heures du matin jusqu'à midi et demi, dans une des salles du Palais du Louvre. Les attributions de chacun des membres sont ensuite indiquées.

Au régent appartient la signature de toutes les ordonnances concernant les dépenses comptables et les comptants, tant pour dépenses secrètes, remises, intérêts, qu'autres dettes de toute nature. Le régent a aussi le Trésor royal et les Parties casuelles. Le régent signera avec le chancelier et le chef du Conseil, après décision du Conseil de régence, les états de distribution de finances relatifs aux recettes générales et aux fermes, bois, domaines et autres deniers de toute nature.

Le chef du Conseil référera au Conseil général de la régence les délibérations prises par le Conseil de

1. Bibl. Nat. M. S. Nouv. acq. fr., 2518, f<sup>o</sup> 3. Arch. Nat., AD\* 732.

2. Cf. la déclaration du 23 septembre 1715 précitée. (Arch. Nat. AD\* 731.)

Finance. Sur son initiative, le Conseil de régence pourra transformer en décision définitive ce qui n'était de la part du Conseil de Finance qu'une décision provisoire.

Le président et le vice-président auront les mêmes fonctions, en l'absence du chef du Conseil.

Vient ensuite une énumération des attributions du Conseil entre les divers membres de cette assemblée.

Sans entrer dans le détail de cette énumération, nous ferons les remarques suivantes :

1° Les attributions du Conseil sont extrêmement complexes. Elles sont financières (impositions, droits divers) domaniales et administratives ;

2° Le chef du Conseil des Finances a exactement la même fonction que celle qu'il avait au Conseil royal.

Les secrétaires du Conseil ont séance, ils dressent les mémoires, font les lettres et tiennent trois registres, l'un pour les délibérations faites au Conseil, l'autre pour les décisions prises par le Conseil de régence en matière financière, et le troisième pour les lettres portant décision.

La compétence du Conseil de Finance est exactement la même que celle de l'ancien Conseil royal de Finance. Ceci est d'une importance considérable. Si les personnes sont changées, si l'esprit du Conseil est rénové, les attributions de l'assemblée — l'or-

donnance est très précise à ce sujet — demeurent les mêmes.

Le contrôle général existe toujours, mais il n'y a plus de contrôleur général. Ce contrôle est exercé par les deux gardes des registres du Contrôle général, sous la direction du sieur Rouillé.

La grande direction s'assemblera tous les quinze jours, le président du Conseil des Finances assistera à ses séances.

Les dispositions suivantes concernent la division en bureaux et l'admission dans certains cas de personnes étrangères au Conseil. Le Conseil, avant l'Ordonnance, avait déjà établi des bureaux particuliers afin de faciliter l'expédition des affaires courantes (1). Après l'Ordonnance, nous lisons souvent dans les délibérations : « le Conseil s'est séparé ». Lorsque le Conseil est divisé en bureaux, il arrive parfois que la décision est remise au Conseil tout entier. « Il en sera parlé, lisons-nous, au conseil assemblé » (2). L'Ordonnance décide que les membres de ces bureaux seront choisis par le régent. Quelles personnes pourront avoir entrée au Conseil ? Le procureur général du Parlement et le procureur général de la Chambre des Comptes de Paris (3), lorsqu'ils

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 15 (1<sup>er</sup> octobre 1715).

2. Cf. par exemple Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 37 (21 janvier 1716).

3. A plusieurs reprises, diverses personnes ont entrée au

l'auront requis ; le lieutenant général de police et le prévôt des marchands ; les gardes du Trésor royal et les trésoriers des Parties casuelles, quand ils seront mandés.

Les intendants adresseront leurs lettres et leurs Mémoires au Conseil qui délibérera à ce sujet. Ils feront deux tournées par an dans leurs généralités et enverront leurs procès-verbaux au Conseil. Les trésoriers de France seront également tenus de rédiger des procès-verbaux et de les faire parvenir au Conseil.

Nous trouvons ensuite une disposition très bien inspirée : « Il sera envoyé tous les ans dans les provinces, à commencer au 1<sup>er</sup> janvier prochain, des personnes de grande probité pour recevoir les plaintes et les Mémoires qui leur seront présentés

---

Conseil ; le 31 janvier 1716, M. Amelot et le procureur général de la Chambre des Comptes (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 46). Le 18 septembre 1716 « Son Altesse Royale est venue au Conseil de Finance avec M. le duc du Maine, M. le Chancelier, M. le Maréchal de Bezons, M. de la Vrillière et M. le Pelletier de Souzy, MM. de Lamoignon, Portail de Fourqueux et Dargenson y ont aussi été appelés et tous MM. du Conseil de Finance se sont trouvés présents. Son Altesse Royale a fait mettre le fauteuil du roi au bout de la table et s'est placée à côté, M. le duc du Maine vis-à-vis, M. le Chancelier après Son Altesse Royale et M. le Maréchal de Villeroy après M. le duc du Maine, au surplus les rangs ont été mêlés ». A un moment donné, tous ceux qui « avaient été appelés extraordinairement » sortent. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> reg., f<sup>os</sup> 2-3.)

contre toutes sortes de personnes sans aucune exception, et pour s'instruire de tout ce qui peut être utile et nécessaire au bien public, et à leur retour ils en rendront compte au régent, qui renverra lesdits Mémoires et plaintes aux Conseils auxquels il conviendra d'en connaître ».

En terminant, le régent se réserve la faculté de changer tous les ans le présent règlement et les départements des membres dudit Conseil de Finance. Il use plusieurs fois de cette faculté.

Le 10 décembre 1717, une Ordonnance du roi établit un nouveau règlement au sujet des départements du Conseil de Finance (1).

Le régent est toujours ordonnateur. Rien n'est changé en ce qui concerne le chef, le président et le vice-président du Conseil. Les dispositions originales de l'ordonnance sont celles qui concernent l'établissement de divers bureaux. L'un de ces bureaux, qui se tiendra chez Rouillé du Coudray et auquel assisteront Fagon, de Baudry, Dodun, et de Fourqueux, dressera un état général divisé par chapitres de toutes les finances des offices et droits supprimés, afin de pourvoir au paiement des intérêts desdites finances et au remboursement des capitaux.

---

1. *Arch. du Ministère des Affaires étrangères*. Mém. et doc., Vol. 1227 (France), f<sup>os</sup> 17-19. — Cf. aussi Bibl. Nat. M. S. Nouv. acq. fr., 2518, f<sup>o</sup> 5.

Lorsqu'il s'agira d'écrire des lettres ou de donner des ordres concernant les affaires générales, lesdites lettres seront écrites, et lesdits ordres signés et envoyés par le chef ou par le président dudit Conseil.

L'Ordonnance se termine ainsi : « Ordonne au surplus Sa Majesté, que ladite Ordonnance en forme de règlement du 14 novembre 1715 sera exécutée selon sa forme et teneur en tout ce qui n'est point contraire au présent règlement ». Une nouvelle Ordonnance est publiée l'année suivante, celle du 13 octobre 1718 (1).

Rien n'est changé aux pouvoirs du régent. Mais, d'Argenson qui est devenu président du Conseil de Finance, au commencement de l'année 1718, en

---

1. Bibl. Nat. M. S. fr., 21. 751, f<sup>o</sup>s 36-36. Ordonnance du roi portant règlement au sujet des départements du Conseil de Finances.

Il n'est pas rare de rencontrer, en 1719, après la Polysynodie, des phrases comme celle-ci en marge des arrêts : « Signé chez M. le Garde des Sceaux ». « Décidé chez M. le Garde des Sceaux ». (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.) — Voir notamment les annotations du 11 août 1719. Le 18 octobre 1718, nous rencontrons la mention suivante : « Arrêts à signer ». En marge du premier nous lisons : « Décidé chez M. le Garde des Sceaux et l'arrêt envoyé au greffe ». Plus bas : « Décidé de même ». En marge d'un autre est écrit : « Décidé au Bureau des Termes chez M. Fagon et ensuite approuvé par M. le Garde des Sceaux ». (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.) L'ordonnance du 13 octobre 1718 se trouve aux Archives Nationales dans le carton AD\* 732.

remplacement du duc de Noailles, se fait donner les pouvoirs suivants par l'Ordonnance du 13 octobre 1718 : « Le garde des Sceaux [c'est de d'Argenson lui-même qu'il s'agit, puisqu'il est à la fois garde des Sceaux et président du Conseil de Finance] aura la direction et principale administration des finances, et pourra distribuer aux membres dudit Conseil ainsi qu'il le jugera à propos, les affaires qui ne sont pas comprises dans les départements ci-après spécifiés ». Qu'est-ce à dire, si ce n'est que d'Argenson est à la fois ministre de la Justice et des Finances ? Si l'on en pouvait douter, le mot *direction* nous le prouverait. Il a maintenant la « direction » des finances. Au contraire, le titre de la Déclaration du 15 septembre 1715 qui est à cet égard tout à fait significatif est ainsi conçu : « Déclaration portant établissement de plusieurs Conseils pour la *direction* des affaires du royaume ». Le pouvoir qui appartenait aux Conseils passe aux ministres.

Le ministre des Finances, un des cinq rois de France, dont parle Saint-Simon, verra son pouvoir grandir et dans un Mémoire postérieur à 1726 (1), l'on parlera des décisions du Conseil qui « seraient toujours plus solides, plus sûres que celles d'un seul homme, c'est-à-dire d'un seul contrôleur général qui n'a d'autre tribunal que son cabinet, d'autre

---

1. Blib. Nat. M. S. fr., 7763, f° 90.

conseil ni d'autre avis que le sien, ce qui produit tous les jours une infinité d'arrêts en interprétation de ceux qu'il rend dans son cabinet aussi bien que des lésions et des abus considérables au préjudice des sujets du roi, et plus souvent même au préjudice des intérêts de Sa Majesté ».

Avant de terminer l'étude de l'organisation du Conseil de Finance et d'étudier ses attributions, nous devons nous demander quels ont été ses rapports avec les autres Conseils.

Les Conseils, dit Saint-Simon (1), « furent, pour leur matière et pour leur nom, tels que M. le duc d'Orléans les établit, mais avec une confusion, un nombre de membres, un désordre que je n'y aurai pas mis... » Certains conseillers figurent à la fois dans plusieurs Conseils.

Il est une autre cause de rapports étroits entre les Conseils.

La déclaration du 15 septembre 1715 (2), décide que la connaissance des affaires importantes concernant le commerce sera dévolue aux Conseils de Finance et de Marine, qui les discuteront conjointement. Il y a là, pendant quelque temps, pour les membres de ces deux Conseils, un assez grand nombre d'occasions de se voir et d'échanger des idées.

---

1. Saint-Simon. *Mémoires*, t. II, éd. Chéruel, chap. XXX.

2. Art. 2.

Au Conseil général de régence, les présidents de chaque Conseil particulier se rencontrent très fréquemment.

Il y a plus. Certaines affaires sont examinées par plusieurs Conseils particuliers avant que le Conseil de régence ne les solutionne.

Parmi ces assemblées, la plus importante après le Conseil de régence est, à coup sûr, celle qui fait l'objet de notre étude. Si nous parcourons, en effet, les Ordonnances établissant les autres Conseils, que voyons-nous ? Dans l'Ordonnance du 1<sup>er</sup> octobre 1515 (1), servant de règlement pour le Conseil du Dedans du royaume, nous lisons ceci :

« ...ledit Conseil du Dedans du royaume se charge de ce qui suit.

Savoir :

« De tout ce qui regardait généralement ci-devant le Conseil des Dépêches. Des ponts et chaussées, turcies et levées et pavé de Paris, suivant les fonds qui en seront faits par le Conseil de Finances ; ... à l'effet de quoi *on communiquera audit Conseil des Finances* tous les devis et marchés, et les comptes *en seront rendus à l'ordinaire audit Conseil des Finances*, accompagnés de certificats donnés par le président du Conseil du dedans du royaume... pour prouver que les ouvrages auront été dûment faits... Il sera pareillement chargé...

---

1. Arch. Nat., 1AD\* 732.

« D'examiner toutes les propositions qu'on pourra faire pour ouvrir de nouveaux canaux, ou autres travaux qu'on pourra faire pour la facilité du commerce de province à province; et lors toutefois que lesdits projets seront approuvés par le Conseil général de la régence, *l'exécution en regardera uniquement le Conseil de Finance.* »

Le 14 décembre 1715 est établi un septième Conseil particulier, le Conseil de Commerce (1). De même que pour les autres Conseils, une Ordonnance servant de règlement est publiée. C'est l'Ordonnance du 4 janvier 1716 (2). Elle est fort intéressante à plusieurs points de vue. Elle nous apprend que le Conseil de Finance et le Conseil de Commerce ont le même chef et le même président. De plus, Rouillé du Coudray, directeur des Finances, fait aussi par-

---

1. Arch. Nat., AD\*732. — Il est intéressant de remarquer le parallélisme entre les différentes Déclarations qui ont établi les Conseils particuliers. D'autre part, il faut signaler ce fait qu'il y a des privilèges communs aux membres des 7 conseils établis : par exemple le droit de *commitimus* au grand sceau qui leur est accordé par l'arrêt du 24 décembre 1716. « Il ne serait pas juste, lisons-nous, qu'ils fussent détournés d'occupations aussi importantes ni que, pour raison de leurs affaires particulières et des procès qu'on pourrait leur susciter ou qu'ils seraient obligés de soutenir, ils fussent dans la nécessité d'aller plaider dans les différentes juridictions où ils pourraient être traduits ». *Arch. du Ministère des Affaires étrangères*. Mém. et doc., Vol. 1218, f<sup>os</sup> 93-94.

2. Arch. Nat., AD. 733.

tie des deux Conseils. Rouillé a un rôle très précis dans le Conseil de Commerce : il est chargé de rapporter dans cette assemblée les affaires de finances qu'on aura jugé devoir être communiquées au Conseil de Commerce. En somme, la division des attributions n'est pas toujours très nette entre les différents Conseils. Certains d'entre eux, notamment celui du Dedans, dont nous venons de parler, avaient pu péniblement se constituer un domaine propre. Il y a eu beaucoup de tiraillements et de marchandages dans la période qui s'écoule entre la Déclaration du 15 septembre 1715 et chacune des Ordonnances réglementant les Conseils particuliers : Rien de plus intéressant à cet égard que ce Mémoire du duc d'Antin, qui se trouve aux Archives du Ministère des Affaires étrangères. Le duc d'Antin, président du Conseil du Dedans, écrit au régent le 23 septembre 1715 (1) : « Quant à ce qui regarde l'article des eaux et forêts, je conviens que tout ce qui appartient au roi doit être dépendant du Conseil de Finance, même ceux sur lesquels on lève des droits. Mais je supplie Son Altesse Royale de me permettre de lui représenter que les bois des communautés ne peuvent point être regardés de même ; que la manière dont ils ont été régis et administrés jusqu'à présent

---

1. *Arch. du Ministère des Affaires étrangères. Mém. et doc.*, Vol. 208 (France), f<sup>os</sup> 209-211.

est connue de tout le monde.... Il est raisonnable que le Conseil du Dedans du royaume instruisse celui des Finances de tout ce qu'il fera au sujet du commerce des denrées de province à province.

Cette harmonie est nécessaire à tout, et particulièrement entre ces deux Conseils, puisque, pour que l'on puisse tirer des peuples, il faut que l'autre les mette en état de fournir, tant par le bon ordre que par l'accroissement de la culture et du débit. Il ne paraît pas possible que le Conseil du Dedans du royaume n'ait aucune connaissance du commerce en général par la grande connexité qu'il y a de l'un à l'autre ». Dans une lettre adressée par le duc d'Antin le 26 septembre (1), quelques jours après le Mémoire dont nous venons de parler, nous lisons : « Quant aux affaires, vous savez la conséquence et l'étendue de celles du Dedans du royaume quand on les laissera dans leur état naturel, *mais si chacun prétend prendre dessus*, il ne nous restera rien où nous puissions servir utilement. Il n'y a presque rien où l'argent n'entre et par conséquent qui n'ait rapport au Conseil des Finances. Cependant, il succombera sous le poids s'il est chargé de tout ».

---

1. *Arch. du Ministère des Affaires étrangères*. Mém. et doc., Vol. 1908 (France), f<sup>es</sup> 219, 220. Le duc d'Antin s'adresse dans sa lettre à un abbé qu'il ne nomme pas, mais qui est peut-être l'abbé de Thézeux, secrétaire des commandements de Son Altesse Royale, Monseigneur le duc d'Orléans à Paris.

Nous avons étudié les préliminaires de l'établissement, puis l'organisation et la composition du Conseil particulier de Finance (1). Il nous reste à dire un mot de ses principaux membres.

Le chef du Conseil, le maréchal de Villeroy, le vaincu de Ramillies, auquel Louis XIV avait dit avec beaucoup d'indulgence : « Monsieur le maréchal, on n'est plus heureux à notre âge » était absolument incapable.

« Écoutons Marmontel juger Villeroy (2) : « Le maréchal de Villeroy avait été chef du Conseil de Finance sous le précédent règne ; il le fut de même sous le régent. Mais, avec son air de grandeur, d'importance et d'autorité, c'était un vide, une frivolité, une incapacité absolue.

« Pour suppléer à ce fantôme, on mit dans ce Conseil, pour président, le duc de Noailles et le marquis d'Effiat pour vice-président ».

Noailles est au contraire un financier. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire son rapport au régent en 1717. Ce rapport, qui est un véritable plaidoyer *pro*

---

1. L'on trouve le plus souvent l'expression Conseil de Finance, parfois : Conseil de Finances ou Conseil des Finances.

2. Marmontel. *Œuvres posthumes de Marmontel, historiographe de France, imprimées sur le manuscrit autographe de l'auteur, Régence du duc d'Orléans*, t. I. Paris, Xhroud, 1805, in-12, pp. 114-115.

*domo*, nous prouve qu'il a des vues saines et solides et un assez bon plan d'administration.

« Avec plus d'esprit que Noailles, et plus de cette adresse qu'on appelle prudence, d'Effiat n'était qu'un courtisan et non pas un homme d'Etat. » (1).

Parmi les membres du Conseil de Finance, l'on peut être étonné de ne pas voir figurer Desmarets. Mais cet homme est détesté au début de la Régence. Beaucoup d'écrits de cette époque conservés aux Archives du Ministère des Affaires étrangères ou à la Bibliothèque Nationale, sont remplis d'imputations calomnieuses à l'égard de Desmarets.

Telle est la raison de son exclusion du Conseil de Finance. Nous avons ainsi terminé l'étude de l'organisation du Conseil. Nous devons nous demander maintenant quelles ont été les attributions de cette assemblée.

---

1. *Œuvres posthumes de Marmontel*, opus.p réc., t.I, p. 115.

## CHAPITRE II

### Etat des Finances en 1715. — Impositions et droits divers

A la mort de Louis XIV, les finances sont dans un état pitoyable. La situation est établie d'une façon très nette dans le préambule d'une Déclaration royale du 7 décembre 1715 (1) : « S'il eût été possible, à notre avènement à la couronne, d'acquitter les dettes immenses qui ont été contractées sur l'Etat pendant les deux dernières guerres, et de supprimer en même temps toutes les impositions extraordinaires dont nos peuples sont surchargés, notre satisfaction aurait été encore plus grande que celle de nos peuples mêmes. Mais il n'y aurait pas le moindre fonds, ni dans notre Trésor royal, ni dans nos recettes, pour satisfaire aux dépenses les plus urgentes ; et nous avons trouvé le domaine de notre couronne aliéné, les revenus de l'Etat presque anéantis par

---

1. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 67.

une infinité de charges et de constitutions, les impositions ordinaires consommées par avance, des ouvrages de toute espèce accumulés depuis plusieurs années, le cours des recettes interverti, une multitude de billets, d'ordonnances et d'assignations anticipées de tant de natures différentes, et qui montent à des sommes si considérables, qu'à peine en peut-on faire la supputation. Au milieu d'une situation si violente, nous n'avons pas laissé de rejeter la proposition qui nous a été faite de ne point reconnaître des engagements (1) que nous n'avions pas contractés. Nous avons aussi évité de suivre le dangereux exemple d'emprunter à des usures énormes ; et nous avons refusé des offres intéressées dont l'odieuse condition était d'abandonner nos peuples à de nouvelles vexations. Ces expédients pernicieux que l'obligation de soutenir la guerre pour parvenir à une paix glorieuse a pu rendre nécessaires, auraient bientôt achevé de précipiter l'Etat dans une ruine totale, et nous auraient fait perdre jusqu'à l'espérance de pouvoir jamais le rétablir ».

---

1. On proposait « de faire banqueroute politique par voie d'autorité, en déclarant le roi futur quitte de toutes dettes, et non obligé à celles du roi son aïeul et son prédécesseur ». Tout en inclinant vers ce parti, Saint-Simon déclare que c'est une « injustice énorme » et qu'il ne veut pas se charger de ce *paquet* devant Dieu ni devant les hommes. (*Mémoires*, t. VII, chap. XXX.)

Ecoutons maintenant le duc de Noailles, président du Conseil de Finance, dénoncer le péril de la situation (1) :

« Outre le dérangement extrême où étaient les affaires, tout se trouvait d'ailleurs dans une disposition très fâcheuse et très difficile, les troupes mal payées et commençant à se mutiner, les pourvoyeurs hors d'état de soutenir le service courant et obligés d'avoir recours à des arrêts de surséance pour se garantir de leurs créanciers, le paiement des rentes sur la ville retardé de plusieurs mois, il n'y avait pour toutes choses que 700.000 à 800.000 livres à la Caisse des Fermes générales pour acquitter les arrérages du passé, et pour soutenir un paiement de 40.000 écus par jour à l'hôtel de ville, il est aisé de juger que dans une pareille situation la confiance était éteinte, aussi bien que le crédit qui était entièrement perdu six mois avant la mort du roi. Voilà l'époque de la Régence ; c'est dans cet état que Son Altesse Royale a pris les rênes du gouvernement et qu'elle s'est vue chargée de l'administration des affaires. »

Pour se tirer d'affaire, le régent fait appel à la bonne volonté de tous. Il sollicite l'envoi de Mémoires. Un assez grand nombre sont envoyés. Dès le 21 septembre 1715, on lit au Conseil de Finance

---

1. Bibl. Nat. M.S. fr., 7769, pp. 141-142. (Rapport fait le 19 juin 1707 par le duc de Noailles au sujet des finances.)

plusieurs Mémoires (1). Le 21 avril 1716, le duc de Noailles lit un arrêt « qui commet Amelot, La Bourdonnaye, Roujault et Ferrand pour examiner les Mémoires, propositions et avis qui se présentent tous les jours par des particuliers zélés pour le bien public, à l'effet de diminuer les droits et frais de régie, de faciliter le commerce et l'agriculture, et qui ordonne qu'Amelot référera au Conseil de Finance les avis dudit bureau, à l'effet de quoi le roi lui donne dès à présent entrée, séance et voix délibérative au Conseil » (2).

Nous ne voyons pas, dans les registres de délibérations du Conseil, trace d'une discussion relative à tel ou tel projet particulier ; néanmoins, nous savons qu'ils ont été examinés. Il eût été intéressant de pouvoir suivre dans les registres les discussions auxquelles ont donné lieu ces Mémoires ; malheureusement, cela n'est pas possible.

Ce que nous savons d'une façon certaine, c'est que dès sa première séance, le Conseil se préoccupe vivement de l'état des finances.

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 2.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 47. — Sur ces *Mémoires*, cf. Clamageran (J.-J.), *Histoire de l'impôt en France* t. III. Paris, 1876, in-8<sup>o</sup>, p. 143. « La plupart [de ces auteurs] dit Clamageran, aboutissaient par des voies diverses, à l'établissement d'un impôt proportionnel ». Cf. également Lardé. *op. cit.*, pp. 108-112.

Nous étudierons, à propos des attributions du Conseil, les différents moyens employés par cette assemblée, afin de se procurer promptement et sûrement des ressources et, d'autre part, de limiter les dépenses.

Nous examinerons d'abord les attributions en matière d'impôts.

### I. — *Taille*

1<sup>o</sup> *Personnel chargé de la levée.* — Le plus ancien impôt direct qui se présente à nous, c'est la taille. Dès le 4 octobre 1715, le régent adresse aux intendants une lettre relative aux tailles (1). « Je suis informé, dit-il, que la liaison qui est souvent entre les officiers des élections et les receveurs, donne lieu à la multiplicité des frais qu'ils regardent comme des revenant bon de leur charge; je sais que plusieurs d'entre eux emploient leur autorité plutôt à protéger les riches qu'à soulager les pauvres, et que les frais qu'on fait toujours payer par préférence à la taille, en empêchent le recouvrement, qui doit présentement se faire avec plus de facilité depuis la cessation des sommes qui s'imposaient pour l'ustensile, pour les fourrages, pour les voitures et pour le remboursement en suppression de beaucoup d'affaires

---

1. Arch Nat. AD. 532.

extraordinaires... Vous aurez soin de me mander les noms des officiers ou receveurs, qui ne rempliront pas leur devoir ». Suit une prescription très humanitaire : « Vous tiendrez la main à ce que les collecteurs, procédant par voie d'exécution contre les tailles, n'enlèvent point leurs chevaux et bœufs servant au labourage, ni leurs lits, habits, ustensiles et outils ».

La lettre du régent se termine ainsi : « La justice dans l'imposition de la taille étant mon principal objet, vous aurez soin de me mettre en état par des connaissances certaines et par des Mémoires bien réfléchis, de faire un règlement pour l'asseoir avec égalité, tant par rapport aux biens afferchés, ou que l'on fait valoir, que par rapport au commerce et aux facultés des artisans et manouvriers ».

Si nous avons là l'expression de la pensée du régent, les membres du Conseil de Finance nous prouvent, par leurs actes, que leurs idées au sujet de la taille sont les mêmes.

C'est au Conseil de Finance que l'on donne lecture du brevet de cette imposition (1). La même assemblée établit les impositions au marc la livre de la taille (2).

Le Conseil surveille le personnel préposé à la

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 52 (26 juin 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 28 (14 janvier 1716).

levée et au recouvrement des tailles. Il ordonne parfois les nominations de collecteurs par les intendants (1). Il peut décider qu'une personne ne sera pas comprise dans le rôle des collecteurs (2).

Il nomme les receveurs généraux des finances (3), les inspecteurs des recettes des finances (4).

Le Conseil de Finance fait plusieurs réformes en ce qui concerne la nomination des collecteurs.

Le 17 juillet 1716, Gilbert lit un projet de déclaration (5) relatif à l'ordre qui doit être observé dans le choix des collecteurs. Ce projet décide qu'il sera fait dans chaque paroisse « différentes colonnes des habitants suivant les différents taux qu'ils portent dans l'année, afin de les unir ensemble, en prenant chaque année une personne de chaque classe pour être collecteur, et que chacun y vienne à son tour, en observant néanmoins qu'il y ait autant de colonnes qu'il y a actuellement de collecteurs ».

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869 (29 janvier 1717). — *Ibid.* G<sup>7</sup> 1870 (12 juillet 1718). — *Ibid.* G<sup>7</sup> 1870 (19 juillet 1718). — *Ibid.* G<sup>7</sup> 1868 (5 octobre 1717).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 44-45 (10 novembre 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 46 (3 avril 1716).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (21 décembre 1717).

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 5-6. — Cf. une délibération du Conseil de Finance du 9 octobre 1716 (*Ibid.* G<sup>7</sup>, 1849), 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 17. Ce projet de déclaration devient la déclaration du 1<sup>er</sup> août 1716. (Cf. Lardé (G.), *op. cit.*, p. 247.)

La même année, l'arrêt du 19 décembre (1) observe que les collecteurs « ne tiennent pas compte des facultés, mais cotisent les taillables selon leur passion, leur caprice, ou leur intérêt ». Pour que ces abus ne se renouvellent plus, les intendants et commissaires départis assembleront les habitants des paroisses où la taille est personnelle « pour, après que les intentions de Sa Majesté leur auront été appliquées, choisir et nommer à la pluralité des suffrages dix au plus d'entre lesdits habitants d'une probité reconnue et les mieux instruits des biens, héritages et facultés de chaque particulier de la paroisse ou collecte ».

Le Conseil surveille étroitement le personnel chargé de la levée des impositions (2). Le 2 août 1718, un arrêt (3) ordonne que tous les officiers des Elections seront tenus de résider dans les lieux où les Elections sont établies et où ils doivent faire leur service actuel. Les intendants sont chargés d'envoyer tous les ans au Conseil l'état des officiers qui n'auront pas résidé. Non seulement les officiers des Elections, mais les intendants doivent faire des tournées (4).

---

1. Bibl. Nat. M. S. Nouv. acq. fr., 2722, f<sup>o</sup> 168. — Arch. Nat. G<sup>7</sup> 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 89.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 5 (21 février 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.

4. Nous avons vu que le Conseil veut absolument qu'il en soit ainsi ; dès le début de son établissement, il fait insérer dans l'arrêt organisant le Conseil, l'obligation pour les

2° *Répartition*. — Le Conseil, s'inspirant en cela de la lettre du régent, enjoint aux intendants, le 2 octobre 1716, de n'avoir aucun égard « aux protections » dans la répartition de la taille dans les paroisses (1).

Le Conseil règle les contestations relatives à la confection des rôles. Ainsi, le 3 février 1716 (2), les receveurs des impositions du comté de Bar-sur-Seine se plaignent de ce que les officiers de l'Election du comté de Bar font les impositions indépendamment des syndics des paroisses ; ils demandent qu'il soit nommé un commissaire du Conseil dont la voix prévaudra pour travailler conjointement avec les élus aux taxes et impositions. Le Conseil arrête que l'on nommera un élu de Bourgogne à cet effet.

Un intendant ayant donné à quelqu'un mission de rédiger un rôle, le Conseil soutient l'intendant contre la Cour des Aides qui veut s'interposer (3).

La réforme essentielle en matière de taille tentée à cette époque, c'est l'établissement de la taille proportionnelle.

Le 7 octobre 1716, Gilbert de Voysins lit une instruction qui doit être envoyée aux intendants. Cette

---

intendants de faire des tournées. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 10, 29 septembre 1715.)

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 9, 2 octobre 1716.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 49-50.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 31.

instruction concerne la taille proportionnelle. « Le Conseil, lisons-nous dans le procès-verbal du 7 octobre 1716 (1), après en avoir discuté tous les articles, a été d'avis de prendre une partie de l'instruction pour en composer une lettre qui doit renfermer les vues particulières du Conseil à cet égard, et d'y joindre une instruction séparée qui servira tant à MM. les intendants qu'aux commissaires qui seront par lui choisis pour travailler à l'établissement de la taille proportionnelle dans les paroisses, afin qu'on voit que l'ouvrage a été commencé et qu'il réussit avant que de rendre public le règlement qui a été arrêté sur cela au Conseil ».

Toute la tactique du Conseil de Finance se trouve dans ces derniers mots : le secret. Comment agit le Conseil ? Il déclare qu'il veut chercher une répartition plus équitable. Tel est le prétexte du projet du 3 novembre 1716 (2), relatif à cette imposition. Nous avons parlé de l'arrêt du 19 décembre 1716, sorti de ce projet à propos des collecteurs, mais les collecteurs une fois nommés, que doivent-ils faire ? Ils dresseront l'état exact de tous les fonds, biens et héritages de quelque nature que ce soit, situés dans

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 16.

2. Cf. Paultre (Christian). *La Taille tarifée de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille*. Thèse de Doctorat en droit. Paris, Rousseau, 1903, in-8<sup>o</sup>, p. 82. — *Sur la façon de faire le tarif*. Cf. Paultre, *op. cit.*, pp. 84-87.

la paroisse ; ils indiqueront le revenu et le propriétaire de chaque bien ; ils noteront la profession de chaque habitant.

La plupart des intendants auxquels le projet de taille a été communiqué, donnent des réponses favorables. Le Conseil rend alors le 19 décembre 1716 un arrêt ordonnant l'établissement de la taille proportionnelle (1). Des essais sont faits ensuite en beaucoup d'endroits.

Le 5 novembre 1717, un arrêt (2) commet le sieur Devouet, contrôleur général des Monnaies de France, pour examiner, avec les habitants de la ville de Lisieux, le projet de l'établissement de la taille proportionnelle dans cette ville. Le 31 décembre suivant, un arrêt (3) ordonne par provision l'établissement de la taille proportionnelle dans la ville de Lisieux à commencer en l'année 1718 (4). La réforme réussit très bien aussi à Evreux ; par contre, elle échoue dans la généralité de Paris.

Un arrêt du Conseil du 31 janvier 1718 remplace la taille et la capitation dans l'Election de Niort pour les paroisses qui le demanderaient par une dîme en nature du dixième des produits de la terre, et par une

---

1. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 2722.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

4. Cf. Paultre, *op. cit.*, pp. 90-91.

redevance en argent sur le bétail et l'industrie. On essaie la même réforme dans la généralité de la Rochelle (arrêt du 20 juin 1718), mais elle réussit moins bien.

En somme, « la dime royale échoua comme la taille proportionnelle » (1). Quelles sont les raisons de l'échec du régent ? « La cause profonde est que les nobles, les privilégiés, les protégés, s'efforcèrent de tout leur pouvoir d'empêcher ces tentatives de réforme » (2).

3° *Recouvrement*. — Nous avons vu que le Conseil de Finance surveillait étroitement les collecteurs et les receveurs de la taille. Malgré tout, les malversations sont fréquentes. Tantôt, c'est un huissier des tailles de Saint-Jean-d'Angély qui retient les deniers des impositions (3). On le défère à la Chambre de justice. Tantôt, ce sont les élus de Bourgogne qui demandent que l'on mette fin à plusieurs abus dans l'Election de Bar-sur-Seine au sujet des taxes d'office (4).

En un seul jour, l'intendant de Nointel demande

---

1. Paultre, *op. cit.*, p. 94.

2. *Ibid.*, p. 94.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 8-9 (8 octobre 1716).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 74-75 (14 juillet 1716).

— Cf. également Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>os</sup> 43 et 59 (22 octobre et 12 novembre 1715).

trois arrêts (1), l'un pour informer contre Boirat, Desmaroux, et Blansac qui ont commis des malversations dans le recouvrement des tailles. Le Conseil décide que cet arrêt sera envoyé; 2<sup>o</sup> il réclame un pareil arrêt contre un consul qui a fait des altérations sur le rôle. L'intendant obtient encore satisfaction; 3<sup>o</sup> il demande un troisième arrêt pour informer contre les officiers des Elections d'Auvergne qui prévariquent dans les vérifications des rôles. Le Conseil arrête que les élus ne pourront assister à la confection des rôles, et qu'ils seront obligés d'exécuter les règlements.

Comme toujours, le Conseil est jaloux de ses prérogatives. Le procureur général de la Cour des Aides de Clermont ayant accusé le sieur Bruyant, receveur des tailles, de concussions, fait informer contre lui (2). L'intendant de Nointel demande que cette affaire soit évoquée au Conseil et à lui renvoyée. Le Conseil admet bien que l'affaire demeurera à la Cour des Aides, mais il décide que Gilbert de Voysins écrira au premier président de ne plus agir contre un receveur des tailles sans avoir écrit au Conseil.

Parfois, des séditions éclatent. Dans une paroisse de l'Election de Brive, la maison d'un collecteur est incendiée (3). Un commis du receveur des tailles

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 42 (22 octobre 1715).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 57 (4 février 1716).

3. Arc. Nat. G<sup>7</sup> 1868, (13 février 1717).

d'Auch est assassiné (1) par le fermier du premier président de Bordeaux. Dans l'intendance de Montauban, un particulier excite des soulèvements pour ne pas payer les impôts (2). Le Conseil arrête que Son Altesse Royale le régent, sera suppliée d'écrire à l'intendant de Montauban « afin qu'il puisse montrer la lettre pour faire voir que les impôts doivent être continués, qu'on donnera audit sieur intendant l'arrêt d'attribution qu'il demande et qu'on suppliera Son Altesse Royale, d'envoyer dans la province deux régiments de dragons ».

Mais le Conseil apprend, quelque temps plus tard (3), qu'il y a eu une sédition au lieu de Bourret, intendance de Montauban, au sujet de plusieurs impositions décrétées par l'intendant. Ce dernier a, de plus, fait vivre les troupes à discrétion. Le Conseil de Finance ne tolère pas de semblables agissements. Il décide qu'il écrira à l'intendant qu'il ne doit pas se servir des troupes pour ruiner le pays, mais pour aider la justice et châtier les coupables.

Lorsqu'il s'agit d'ordonner des contraintes (4), le

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 72 (26 novembre 1715).

2. *Ibid.*, même date.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 68 (11 février 1716).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (27 février 1717 et 31 décembre 1717).

Conseil de Finance est très prudent. Le 10 novembre 1716, il décide d'écrire aux intendants afin qu'ils « ménagent les contraintes » décernées tant pour les tailles que pour les sels, de manière que les communautés ne soient pas troublées par plusieurs poursuites en même temps (1). Si quelqu'un propose une innovation en ces matières, au Conseil, les membres de cette assemblée ne la repoussent pas, mais ils mettent à leur acceptation un certain nombre de conditions. Le 3 décembre 1715 (2), les receveurs généraux de Paris demandent qu'il leur soit permis sous les ordres de l'intendant Bignon d'établir des soldats en garnison chez les redevables de la taille, de même qu'on le fait pour le dixième et la capitation. Bignon sollicite l'avis favorable du Conseil. Il prétend que les frais de garnison sont moins à charge que les exécutions ; il ajoute que « ce ne sera qu'une épreuve sur 7 ou 8 paroisses » et non point un règlement général. Voici maintenant la réponse du Conseil. Avant d'accorder la demande, « on l'expliquera pour que ce ne soit que pour avancer la taille de l'année courante, qu'on ne fasse pas d'autres exécutions, que ce ne soit que pour peu de temps, et pour un petit nombre de paroisses dont

---

1. Arch. Nat. G<sup>r</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 48 (10 novembre 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>r</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 76 (3 décembre 1716).

on donnera le détail et dont on rendra compte à M. Gilbert ».

Le Conseil, malgré la mauvaise situation des finances, doit, en raison de la misère des contribuables accorder beaucoup de diminutions ou d'exemptions de taille. Nous nous rendons bien vite compte de l'étendue des concessions faites par le Conseil en examinant « l'Etat des diminutions de la taille accordées aux différentes généralités en 1717 » (1).

|                                                           |                  |
|-----------------------------------------------------------|------------------|
| A Bordeaux accordé.....                                   | 200.000 livres   |
| A Montauban.....                                          | 200.000          |
| A Auch.....                                               | 250.000          |
| A Riom.....                                               | 700.000          |
| A Poitiers.....                                           | 200.000          |
| A Rouen, pour être appliquées aux<br>endroits grêlés..... | 50.000           |
| A Caen.....                                               | 50.000           |
| A Lyon.....                                               | 500.000          |
| Total des diminutions.....                                | 2.150.000 livres |

Lorsqu'une diminution de taille est accordée par le Conseil, l'intendant réduit les cotes et le Conseil contrôle cette réduction (2).

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> (11 septembre 1716).

2. Le 16 juin 1716, par exemple, est rendu un arrêt qui approuve et confirme la répartition faite par Bignon conseiller d'Etat, intendant de la généralité de Paris de la somme de 100.000 livres de diminution accordée sur la taille des

Les diminutions ou exemptions ne sont accordées qu'à bon escient par le Conseil. Il s'agit par exemple d'un désastre (un incendie, par exemple) qui met les habitants d'un village hors d'état de contribuer (1). Parfois, l'exemption temporaire de taille est une récompense. Ainsi, le 7 août 1716, le syndic du diocèse d'Albi demande (2) que les communautés qui remettront des terres abandonnées en valeur, soient exemptes de la taille pendant trois ans. Le Conseil fait droit à cette requête.

Le Conseil accorde difficilement des diminutions ou des exemptions à ceux qui invoquent des privilèges. Les lieutenants des maréchaux de France en Bretagne demandent que la révocation des privilèges ordonnée par l'Edit du mois d'août 1715 n'ait point lieu à leur égard (3). Le Conseil décide qu'ils sont compris dans la révocation générale.

Lorsqu'il est possible, une réimposition des restes est faite l'année suivante (4). Le 4 décembre 1716,

---

Elections de la généralité de Paris. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 29.) Cf. un arrêt analogue pour la généralité de Grenoble, rendu le 3 décembre 1717. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.)

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (15 juillet 1718).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 35-36.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 16 (28 juillet 1716). — Cf. la *Requête des officiers des bailliages de Normandie*. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>os</sup> 51, 25 octobre 1715.)

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (25 juin 1717. G<sup>7</sup> 1869 (8 juin 1717).

le Conseil arrête (1) « que l'on écrira à M. de la Tour et de Lesseville, intendants de Poitiers et de Limoges, que dans les paroisses dont les restes sont si considérables, qu'on ne peut en espérer le recouvrement, ils en doivent réimposer ce qu'ils pourront en 1717 et qu'à l'égard du surplus on y pourvoira ».

4° *Comptabilité*. — Presser le recouvrement, faire rendre les comptes le plus vite possible, tel est le souci du Conseil de Finance.

Louis XIV s'est endetté beaucoup ; il a « engagé pour un temps considérable » ses revenus généraux, afin que ceux-ci lui procurent des ressources. Dès le 20 septembre 1715 (2), le premier jour de la réunion du Conseil, les conseillers décident unanimement que « le roi doit rentrer dans la jouissance de ses revenus engagés ». Le principe étant posé, le lendemain l'on discute sur son application.

Certains conseillers (3) sont d'avis de s'informer des sommes reçues par les receveurs généraux ; d'autres, au contraire, disent que l'on doit obliger les receveurs généraux à porter directement au Trésor royal le montant de leurs recettes, sauf à leur faire remettre ensuite par les gardes du Trésor royal une somme suffisante pour acquitter en partie et peu à

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1859, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 72.

2. Arch. Nat. G<sup>1</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 1.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 2.

peu leurs billets. Sinon, on propose de les révoquer.

Le Conseil décide que Rouillé, Desforts, Fagon et Gilbert de Voysins s'assembleront le 22 avec le duc de Noailles pour faire un projet de Déclaration et que Son Altesse Royale enverra chercher les receveurs généraux pour leur demander un état des sommes dont ils sont en avance, de ce qui est dû à leur recette, et de ce qu'ils doivent.

Peu de temps après, le 5 novembre 1715 (1), nous apprenons que les receveurs généraux ont fourni au duc de Noailles des bordereaux de leurs recettes, dépenses et billets sur la place. Plusieurs conseillers sont nommés pour vérifier leurs états et bordereaux sur les pièces justificatives. En note, le même jour, nous lisons cette petite note que nous révèle l'état du Trésor royal : l'année 1716 est consommée à 5.700.000 livres près.

Le 3 décembre 1715, tous les receveurs généraux font une demande (2) pour avoir une Déclaration à l'effet de proroger le temps de présenter et de rendre leurs comptes. Le Conseil fait droit à la demande. Le 26 mai 1716, le duc de Noailles rend compte (3) au Conseil du projet qu'il a fait pour mettre les receveurs généraux en règle pour les faire compter, pour

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 51-52.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg. f<sup>o</sup> 76,

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> reg. f<sup>os</sup> 16-17.

assurer le paiement du produit du recouvrement et pour acquitter : 1<sup>o</sup> le contingent du Trésor royal ; 2<sup>o</sup> leurs billets ; 3<sup>o</sup> les secondes parties : A cet effet : il sera donné une Déclaration pour empêcher le divertissement ou la confusion des deniers publics.

Le Conseil a « approuvé et loué ce projet qui assure les recouvrements, qui empêche les divertissements, et qui met une règle sûre dans la recette et dans la dépense » (1).

---

1. Le duc de Noailles dans son rapport présenté au régent en 1717 donne des détails très intéressants sur cette affaire : « La première idée qui se présenta à l'esprit, ce fut de déposséder les receveurs généraux et de rentrer dans la jouissance des revenus dont ils ont le maniement ; ils avaient fait des avances qui paraissaient considérables, mais on leur en avait alloué une grande partie pour des intérêts, et ils s'étaient fait donner des quittances comptables, non seulement des exercices passés, mais même de leurs exercices à venir en sorte qu'ils comptaient que la partie du Trésor royal leur appartenait presque en entier jusqu'à l'année 1718. [Après une discussion au Conseil de Finance] « on prit le parti d'engager les receveurs généraux, après beaucoup de difficultés à signer un résultat par lequel ils s'obligèrent à fournir 2.000.000 pour chacun des quatre derniers mois de l'année 1715 et 2.500.000 livres pour le courant de 1716, mais ce ne fut qu'à condition qu'on leur accorderait une Déclaration qui devait selon eux ranimer leur crédit, que le roi prorogerait leurs emprunts et qu'il se chargerait d'en payer les intérêts aux porteurs de leurs billets. »

Il fallut y consentir, l'essentiel était d'assurer le paiement des troupes. Les officiers ne voyaient depuis longtemps que du

Peu de temps après, le 10 juin 1716, une Déclaration du roi est rendue, « portant règlement pour les receveurs généraux des Finances et les receveurs de tailles » (1).

L'article 1<sup>er</sup> institue pour les receveurs généraux des vingt généralités de pays d'Election, une caisse commune et générale d'administration, qui se trouvera dans leur bureau à Paris, « à laquelle Caisse seront directement portés à leur diligence tous les deniers qui proviendront, tant des impositions courantes de toute nature desdites généralités, que des restes qui en sont dus des années précédentes ».

Là ne se borne pas l'innovation. L'article 5 de la même Déclaration décide que, pour mettre les receveurs généraux administrateurs de la Caisse en état de suivre le produit actuel et effectif des recouvrements, et de connaître ce qui en aura été remis tant aux recettes particulières qu'à la recette générale de la généralité, chaque receveur particulier des tailles seront tenus d'avoir un registre-journal, relié, coté et paraphé ; ils inscriront dans ce registre, de suite, sans aucun blanc ni transposition, toutes les parties des recettes et dépenses.

---

papier qui dépérissait chaque jour entre leurs mains et dont il était absolument nécessaire de bannir l'usage. (Bibl. Nat M. S. fr., 7769, pp. 146, 147, 149, 150.)

1. Arch. Nat. AD\*736.

Un mémoire contemporain attribue aux frères Paris le premier établissement des registres-journaux des recettes générales. Il est bien probable que ce sont eux qui ont donné l'idée de ces registres au Conseil de Finance (1).

En tout cas, le duc de Noailles, dans son rapport au régent en 1714, donne le motif de l'établissement de ces registres.

« Après avoir ordonné l'expédition des commissions de la taille de 1716 qui n'étaient pas encore expédiées, elle [Son Altesse Royale] commença par la tenue des registres du Trésor royal qui regarde son administration personnelle, et quoique par la Déclaration du 23 septembre 1715 qui avait été enregistrée sans difficulté à la Chambre des Comptes,

---

1. Ce sont eux qui ont fait le premier établissement des registres-journaux des recettes générales et ils se tenaient chez eux. (Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 2560, f<sup>o</sup> 7.) Le même manuscrit nous donne de curieux détails sur les quatre frères Paris : « MM. Paris, au nombre de quatre frères, dont l'aîné s'appelle Paris, le second La Montagne, le troisième Marmontel et le dernier du Verney qui avaient commencé leur fortune dans les vivres avaient donné des projets d'administration pour les finances de le temps du feu roi.

Paris l'aîné est celui qui a le plus d'esprit et par conséquent est capable de penser et d'inventer.

« La Montagne est très propre à suivre une affaire et à faire tenir des registres ; Marmontel entend parfaitement les langues étrangères et cette partie du commerce du royaume.

« Et du Verney est bon pour se donner toutes les peines et les soins qu'il faut pour faire réussir une affaire. » (*Ibid*, f<sup>o</sup> 7.)

Son Altesse Royale eût été déclaré ordonnateur, ainsi que l'était le feu roi, elle voulut se mettre en état de se rendre toujours compte à elle-même.

« Le Conseil ne sera pas fâché de voir l'ordre dans lequel on a commencé à tenir les registres. Il a été perfectionné pour l'année 1717 et il le sera encore davantage à l'avenir ; la division qui y a été faite par chapitres des différentes natures de recettes et de dépenses... (1) »

L'arrêt du 22 avril 1718 (2) nous montre encore le Conseil s'efforçant de faire rendre promptement les comptes. Voici les dispositions principales :

a) Les collecteurs porteurs de rôles dans les généralités des pays taillables, sont tenus d'apporter leur rôle à la recette, savoir ceux de l'année courante au moins une fois le mois, et ceux des années échues au premier avertissement, pour être examinés par les receveurs ou celui qui sera préposé par l'intendant, à peine de 10 livres d'amendes ;

b) Les collecteurs, qui seront rétentionnaires des deniers de leurs recouvrements, seront tenus de les rétablir sans délai entre les mains du receveur ;

c) En procédant à l'examen desdits rôles, il sera dressé un état de ceux des redevables qui sont le plus en retard ; cet état sera remis entre les mains des huissiers des tailles.

---

1. Bibl. Nat., M. S. fr., 7769, p. 158-159.

2. Arch. nat., G<sup>7</sup>, 1870.

Telles sont les différentes mesures prises par le Conseil au sujet de la taille.

## II. — *Capitation*

1<sup>re</sup> *Répartition*. — Tout d'abord, une question se présente : Doit-on continuer la levée de cet impôt ?

Dans la Déclaration du 12 mars 1701, Louis XIV avait permis d'établir la capitation à la paix (1). Non seulement, il n'en fait rien, mais encore l'arrêt du 9 juillet 1715 (2) décide que les rachats de capitation sont abolis. Louis XIV avait peut-être été incité à agir ainsi par l'auteur d'un Mémoire daté du 21 février 1715, qui donne au gouvernement les conseils suivants (3) :

« Il ne s'agit pas dans de pareilles circonstances de s'arrêter sur ce que l'on promet par les Édits qui ont établi les impositions de la capitation et du dixième de les faire cesser immédiatement après la paix.

« Il a fallu soutenir les deux dernières guerres, on ne l'a pu faire sans aliéner les revenus ordinaires de l'Etat et contracter des dettes, il faut rentrer dans ces revenus aliénés et payer les dettes, c'est l'Etat

---

1. Dans la déclaration du 12 mars 1701.

2. Lardé (C.), *op. cit.*, p. 102-103.

3. Bibl. Nat. M. S. fr., 7765, f<sup>os</sup> 3, 4, 5.

qui les a contractées, c'est donc à ce même Etat d'y contribuer...

« La capitation et le dixième sont établis, on y est accoutumé ; il n'y a qu'à les continuer si l'on veut en tirer un secours présent et les perfectionner pour en faire monter le produit aux 70.000.000 de livres dont l'on a besoin, en révoquant tous les affranchissements de la capitation et du dixième sans avoir égard aux remontrances dans une affaire de cette importance qui intéresse tout l'Etat, sur la parole donnée par les Edits d'établissement de ces deux impositions de les faire cesser à la paix, et de la finance pour ceux qui sont affranchis dont ils sont indemnisés par les jouissances ; il s'agit d'une imposition pour rentrer dans les revenus ordinaires aliénés, rendre les recettes égales aux dépenses, acquitter les dettes de l'Etat et ne pas les augmenter. »

De même que Louis XIV, en 1715, avait décidé que la capitation serait imposée, malgré les rachats et les promesses, le régent ordonne que l'on continuera le recouvrement « tant pour les restes que pour le courant » (1).

En 1701, la capitation avait été augmentée. Le conseiller Desforts demande si la capitation doit être laissée sur l'ancien pied ou augmentée. Le Conseil de Finance décide qu'elle subsistera comme elle

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 27 (15 octobre 1715).

était, et que le maréchal écrira à cet effet aux intendants (1).

Depuis 1710, le clergé de France ne paie plus la capitation. Il se rachète en cette année moyennant 24 millions. Mais en 1715 tous les rachats sont révoqués. Le Conseil de Finance songe alors à imposer de nouveau le clergé. Nous lisons au procès-verbal du 22 septembre 1715 (2), dès le surlendemain de la réunion du Conseil de Finance : « Pressentir le clergé sur un nouveau don gratuit. Outre la minorité du roi et la situation présente des affaires, on peut leur donner pour raison que ceux qui avaient racheté la capitation étant employés de nouveau sur les rôles, il paraît convenable d'y réimposer pareillement le clergé qui en avait fait le rachat dans le même temps ».

Mais le Conseil se borne à ces velléités d'imposition. Lorsque le clergé lui présente son Cahier (3), en marge de l'article 20, ainsi conçu : « Aucuns ne pourront être compris dans les rôles de la capitation », nous lisons : « En sera usé comme par le passé ».

Quelle est la raison de ce revirement ? Le duc de Noailles nous l'expliquera dans son rapport au régent, en 1717.

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 53 (5 novembre 1715).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1894, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 3.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>or</sup> reg., f<sup>o</sup> 48.

C'est, dit-il, « en considération de ce qu'il [le clergé] a volontairement renoncé à jouir de la rente qui lui était acquise pour les 24 millions qu'il avait payés pour son affranchissement. C'est le Conseil de Finance qui fixe sous le contrôle du Conseil de régence la part de capitation de chaque Election et de chaque pays d'Etats (1), c'est lui qui donne les ordres nécessaires aux intendants pour discuter les abonnements (2). Il approuve les états de répartition faits par les intendants pour les pays d'Elections (3), ordonne la levée des 2 sous pour livre (4), les impositions jointes à la capitation (5), décide s'il y a lieu de remplacer exceptionnellement et d'une façon

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (27 janvier 1718). — *Ibid.* G<sup>7</sup> 1069 (30 avril 1717). — *Ibid.* G<sup>7</sup> 1870 (30 août 1718).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 43 (22 octobre 1715). Le 3 décembre 1715, les élus généraux de Bourgogne représentent qu'ils ne peuvent plus tenir l'abonnement de la capitation de leur province à un million, et qu'il leur est possible de donner seulement 600.000 livres par an. Les conseillers se demandent s'ils feront imposer la capitation par l'intendant ou s'ils recevront la proposition des élus. Finalement ils arrêtent que l'on fera l'abonnement sur le pied de 600.000 livres et néanmoins qu'on priera M. le duc de pousser la chose plus loin. (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, f<sup>o</sup> 78, 3 décembre 1715.)

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (8 mai 1717).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (4 février 1718).

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (13 février 1717).

temporaire la capitation par une autre imposition (1), fixe la capitation du clergé des frontières (2).

Lorsque Desforts écrit aux intendants de presser les rôles de la capitation, de Bernage, intendant, répond qu'il n'est pas possible de presser le rôle de la capitation des taillables ; il propose pour avancer d'imposer la capitation au marc la livre de la taille comme il est d'usage dans la plus grande partie des provinces du royaume (3). La capitation est, en effet, de plus en plus répartie au marc la livre de la taille *dans les pays de taille personnelle*. Cet usage devient général dans ces pays vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et, en 1785, Necker, dans son *Traité de l'Administration des finances*, dira avec raison (4) : « La capitation des roturiers, *dans toutes les provinces où la taille n'est pas réelle*, est répartie au marc la livre de cet impôt ». Ailleurs, le même auteur dira avec autant de raison, chapitre VII : Sur la conversion de tous les tribus dans une capitation personnelle : « Il y a, dans l'exécution d'un pareil plan, des difficultés invincibles : comment tarifier, d'une manière équitable, tous les habitants d'un royaume tel que la France ? comment les distribuer seulement dans un certain nombre de classes, sans

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869 (19 janvier 1717).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869 (13 avril 1717).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 39 (21 janvier 1617).

4. T. I (1785), p. 7.

avoir d'autre règle qu'une estimation confuse des facultés de chaque contribuable ? Il existe déjà une taxe de ce genre : mais dans le plus grand nombre des provinces, la partie de cet impôt qui concerne les roturiers, se répartit au marc la livre de la taille. *On y suit quelques autres règles, mais moins fixes, pour la capitation des nobles, des privilégiés, des habitants des villes franches, et l'on agit de même dans les pays de taille réelle à l'égard des contribuables en général* » (1). D'ailleurs, il est évident que la capitation ne peut pas être imposée dans les pays de taille réelle au marc la livre de la taille.

Si elle était, en effet, répartie au marc la livre de cet impôt, qu'arriverait-il ? Seules, les personnes possédant des terres paieraient la capitation, puisque seules elles paieraient le taille.

Dès lors, les forains, les étrangers non propriétaires seraient exempts de capitation ! C'est, au contraire, sur eux qu'il est utile de lever la capitation, sinon, ne payant pas de taille, ils seraient exonérés de ces impositions si lourdes qui pèsent sur tous les Français. Comme l'a très bien remarqué M. Marion : « Dans les pays de taille réelle, c'étaient tous les habitants et non pas seulement les propriétaires des biens-fonds que la capitation devait atteindre, la capitation fut en réalité un véritable impôt sur le

---

1. *Ibid.*, t. I (1785), p. 152.

revenu global, assis par estimation administrative » (1).

En résumé, dans certains pays de taille personnelle, la capitation, dès le temps de la Régence, est répartie au marc la livre de la taille ; dans aucun pays de taille réelle, la capitation n'est répartie au marc la livre de cette imposition.

Le Conseil de Finance peut nommer les receveurs de la capitation. Le 14 juillet 1716, cette assemblée (2) arrête que le fils de M. Lefèvre, receveur de la capitation de la Cour, signera au lieu et place de son père « qui a la main tremblante » les quittances de ladite capitation. Lorsqu'une personne est tenue de faire le recouvrement de la capitation, elle peut en appeler au Conseil de Finance. Ainsi le sieur Jean de Bellefontaine (3), receveur des octrois de la ville de Vannes, « demande d'être déchargé de la recette de la capitation de Vannes et d'être reçu appelant du jugement rendu par les commissaires du bureau diocésain de Vannes, qui ordonne par jugement en dernier ressort que faute par ledit de Bellefontaine de s'être pourvu audit bureau, et attendu que le premier délai accordé pour payer la capitation de la

---

1. Marion (M.). *L'impôt sur le revenu au XVIII<sup>e</sup> siècle, principalement en Guyenne Toulouse*, 1901, in-8°, p. 24.  
— Sur cette question, cf. Lardé (G.), *op. cit.*, pp. 221-222.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 75.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre f<sup>os</sup> 8-9 (21 juillet 1715).

présente année est expiré, ledit de Bellefontaine sera condamné à faire la levée de la capitation ». Le Conseil, quelque temps après, arrête que le sieur de Bellefontaine, receveur des octrois de Vannes (1), sera reçu appelant du jugement rendu par le bureau diocésain, et que sans avoir égard audit jugement, il sera déchargé de faire la recette de la capitation.

2° *Recouvrement*. — De même qu'il y a des diminutions ou des exemptions de taille, il y a des diminutions de capitation. Mais il faut remarquer que le Conseil préfère accorder une diminution sur le dixième. Les états de Bourgogne demandent dans leurs Cahiers (2) une diminution de 450.000 livres sur la capitation. Que fait le Conseil de Finance ? Il accorde 200.000 livres de diminution sur le dixième.

Lorsque le Conseil accorde une diminution ou une exemption, cela se comprend très bien. Tantôt, il s'agit de communautés provençales obérées (3). Tantôt, il est question de l'Ordre de Malte qui a un abonnement particulier et cependant les syndics des diocèses de Bretagne les comprennent dans les rôles (4). Le Conseil donne tort aux syndics. Par-

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 45 (10 novembre 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 63 (7 février 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (26 juillet 1718).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 58 (20 novembre 1716).

fois, le Conseil accorde une diminution, tout en décidant que la capitation de l'ensemble de la province ne sera pas changée (1).

Le plus souvent, les requêtes sont repoussées. Le 10 juillet 1716 (2), le Conseil arrête, sur la représentation des états de Languedoc que, quoique le Parlement et le Bureau des finances de Toulouse, ainsi que la ville de Toulouse, se soient, en 1709, affranchis de la capitation à perpétuité, cependant ils ne sont ni les uns ni les autres dans des termes plus avantageux que tous les autres qui se sont affranchis. Par conséquent, ils doivent être imposés de nouveau comme étant compris dans l'édit de 1715 portant révocation générale des affranchissements.

Les habitants de la terre de Languais (3) en Auvergne (qui appartient au comte d'Auvergne) ont une exemption pour toutes les impositions ; ils prétendent que cette exemption concerne également la capitation. Le Conseil ordonne d'expédier un arrêt, attendu que c'est une imposition générale.

---

— Cf. également à la date du 19 juin 1716 : « L'agent général de l'Ordre de Malte demande que les chevaliers de cet Ordre qui ont été imposés à la capitation en soient déchargés et qu'il soit permis à ceux qui justifieront avoir payé de répéter, attendu l'abonnement de l'Ordre à 3.000 livres. Accordé ». (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 40.)

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 74 (11 février 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 69.

3. Arch. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 8.

Les procureurs du pays de Provence (1) demandent, dans le cahier présenté au roi, l'extinction et la suppression de la capitation et du dixième fondée sur l'extrême misère de la Provence, et sur la promesse que le roi avait faite de les supprimer à la paix. La capitation est de 770.000 livres, l'avis de Le Bret, intendant, est de la réduire à 450.000 livres. A l'égard du dixième, l'avis de Le Bret est de le laisser subsister sur le même pied. Le Conseil décide de suivre l'avis de l'intendant.

Le maire et les échevins de la ville d'Orléans demandent que la capitation ne soit pas rétablie dans leur ville. En marge de la requête est mis ce simple mot : « Néant » (2). Néant également sur la requête des maîtres chaircuitiers de Paris, dont le rôle a été augmenté de 400 livres par d'Argenson (3). Néant sur la demande d'exemption des marchands allemands des villes impériales établis à Lyon (4).

Si certains contribuables refusent de payer, le Conseil de Finance sait user de contrainte envers eux. Il mande à l'intendant de Provence, Le Bret (5), d'envoyer les noms de ceux qui refusent de payer quoi

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 78 (14 février 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 15 (3 mars 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> reg., f<sup>os</sup> 33-34 (24 mars 1716).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 13 (24 juillet 1716).

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 78 (14 février 1716. — Cl. également *Ibid.*, G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 24 (10 janvier 1716).

qu'ils soient en état de le faire. Les greffiers du Parlement de Dijon refusent de faire des rôles de capitation sur le pied de l'année 1695 avec une augmentation de moitié. Il est décidé que l'on rendra un arrêt qui ordonnera cela (1).

Le Conseil ne recule pas devant les fanfarons. Un receveur des tailles (2) se plaint « du retardement de la noblesse et de la capitation depuis 1706 et entre autres du sieur Chabat qui a protesté de déférer à la Chambre de Justice les poursuites qui pourraient être faites contre lui » ; le Conseil arrête que le maréchal de Villeroy « écrira au sieur Chabat pour lui marquer que le Conseil lui ordonne de payer, et que ses protestations de se pourvoir à la Chambre de Justice sont contre toutes les règles ».

Le Conseil enjoint aux membres du clergé des frontières de payer leur capitation. Il arrête, le 4 février 1716 (3), que le conseiller Desforts écrira à l'intendant de Bernières pour l'informer que si les ecclésiastiques des diocèses de Cambrai, Arras et Saint-Omer refusent plus longtemps de payer la capitation on procédera sur leurs biens pour les y obliger.

Avant tout, le Conseil ne veut pas laisser dimi-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 22 (9 juin 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1843, 5<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 2 (17 juillet 1716).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>os</sup> 53-54 (4 février 1716).

nuer, autant que possible, le produit de la capitation. L'intendant Méliand (1) ayant retranché dans la ville de Lyon les rôles au-dessous de 10 livres de capitation, le Conseil trouve la conduite de Méliand fort mauvaise et arrête que Desforts lui écrira de voir s'il n'y a pas moyen de la réparer en se contentant de diminuer ceux qu'il a déchargés.

Divers arrêts servent à accélérer le recouvrement des restes de la capitation. L'arrêt du 22 mars 1718 (2) ordonne que les particuliers imposés en Provence pour la capitation de 1718 qui paieront la moitié de « leurs taxes dans le premier septembre prochain et le surplus dans le dernier décembre suivant jouiront de la remise des 2 sous pour livre, et que ceux qui n'y auront pas satisfait dans ce délai seront tenus à payer l'intérêt du retardement à raison de 10 pour cent ».

Lorsqu'une plainte est portée contre un receveur, le conseil l'examine soigneusement avant de faire droit. Ainsi, le 9 juin 1716 (3), M<sup>me</sup> de Rendon se plaint du receveur des tailles de Fontenay-le-Comte qui a fait saisir et vendre son carosse et ses chevaux en pleine foire et à vil prix pour le paiement du dixième et de la capitation de feu son mari à la communauté

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 73 (14 juillet 1716).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870. Cf. également les arrêts des 2 et 6 mars 1717 (Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869 et G<sup>7</sup> 1868).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 19 (9 juin 1716).

duquel elle a renoncé. Le Conseil décide avant de faire droit qu'il sera écrit à M. de la Tour pour communiquer la requête au receveur des tailles et donner ensuite son avis.

Quand les plaintes sont justifiées, notamment contre Gruet, la répression est terrible (1).

Enfin, le Conseil presse la reddition des comptes, parfois extrêmement arriérés, ou décide que certains receveurs qui ne comptaient pas de la capitation au Conseil compteront désormais. Ainsi, un arrêt accorde (2) au sieur de la Chapelle six mois de délai pour la reddition des comptes de la capitation de la Généralité de La Rochelle (exercices 1702 et 1704 !). D'autre part, le Conseil (3), apprenant que le receveur général de Provence ne compte pas de la capitation au Conseil, arrête qu'il comptera.

### III. — *Dixième*

Le dixième avait été établi en 1710 (4). A cette époque, Louis XIV avait promis de faire cesser cette imposition à la paix. Lorsque la paix est conclue,

---

1. Nous parlerons du procès de Gruet lorsque nous traiterons de la Chambre de Justice.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (12 avril 1718).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 74 (11 février 1716).

4. Déclaration du 14 oct. 1710.

l'arrêt du 9 juillet 1715 (1) décide que l'on lèvera, comme par le passé, la capitation et le dixième. Le roi dit qu'il a supprimé certaines impositions militaires, entre autres l'ustensile ; il avait projeté d'abolir la capitation et le dixième, « mais, dit-il, après l'examen des dettes immenses que Nous avons été forcé de contracter pendant deux guerres consécutives, dont la durée a été de vingt-cinq ans, presque sans interruption, Nous avons vu avec douleur que Nous ne pouvions encore remplir, selon Nos souhaits, la juste attente de Nos peuples, ni la promesse que Nous avons faite par notre Déclaration du 12 mars 1701, concernant le rétablissement de la capitation, et par celle du 14 octobre 1710, pour la levée du dixième, sans tomber dans un plus grand mal, puisqu'en faisant cesser ces deux impositions, Nous ne pouvions éviter de manquer en même temps à tous les engagements que Nous avons pris avec ceux qui ont fourni leurs biens pour les dépenses de la guerre ».

Sous la régence, l'on continue d'abord la levée de cet impôt. Le 15 octobre 1715, le conseiller Gilbert de Voisins propose d'écrire aux intendants (2) « qu'ils doivent donner des ordres en conséquence des ordres de Son Altesse Royale contenant qu'on doit conti-

1. Arch. Nat. AD. IX, 81, n° 166.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f° 27.

nuer le recouvrement du dixième et de la capitation tant pour les restes que pour les courants ». Cette proposition est adoptée.

Le dixième est un impôt sur le revenu proprement dit : il porte sur « tous les revenus et produits des habitants du royaume, sans aucune exception » ; mais là, comme pour la taille, on distingue les diverses sources de revenus, pour en faire des impositions distinctes. Les impositions se ramènent à deux groupes principaux : d'un côté, le produit des biens fonds et droits réels immobiliers et des biens mobiliers, c'est-à-dire les revenus provenant des offices, du commerce et de l'industrie. La partie la plus importante est la première (1).

Le dixième est supprimé au mois d'août 1717.

Dans cet espace de moins de deux ans qui s'étend entre le commencement de la régence et l'abolition du dixième, le Conseil montre son désir d'assurer le prompt recouvrement de cette imposition. Le 23 janvier 1717 (2), l'on rend un arrêt spécial, ordonnant que les redevables compris au rôle du dixième de Bretagne des années 1715 et 1716 paieront les sommes qu'ils doivent. Le Conseil s'efforce de faire le recouvrement au moindre prix. Ainsi, le 1<sup>er</sup> octobre

---

1. Esmein (A). *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*, 4<sup>e</sup> édit. (Paris, Larose, 1901, in-8°), p. 566.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

1715 (1), il arrête que quatre receveurs particuliers auxquels on a donné des remises de deux sols ou environ pour livre pour faire le recouvrement du dixième sur les gages et appointements des officiers, cesseront de faire ce recouvrement après que l'on aura chargé les receveurs généraux au meilleur prix qu'il sera possible de tout ce qui sera de nature à être reçu par eux avec facilité.

D'Ormesson rend compte, le même jour (2), des offres d'un particulier nommé Nouveau de porter pendant l'année 1716 six millions au Trésor royal provenant du dixième qui n'a pas été payé et qu'on a omis « d'employer » dans les Etats, et ce pour un sol de remise du montant des sommes qu'il recouvrera. Le Conseil de Finance décide qu'on lui accordera ce recouvrement à un sol de remise et, en conséquence que l'on rendra un arrêt « contenant qu'à sa poursuite et diligence il sera arrêté des rôles au Conseil pour faire ledit recouvrement ».

Le Conseil accorde difficilement des diminutions ou des exemptions de dixième. Le 21 janvier 1716 l'intendant de Beauharnais demande que sa Généralité soit exempte du dixième d'industrie (3). Le Conseil arrête qu'on lui mandera d'arrêter un rôle, et de le modérer beaucoup par rapport aux années

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 13.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre f<sup>o</sup> 13.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 36.

précédentes, mais non pas de l'éteindre. Lorsque le clergé de France demande, dans son cahier (art. 21), l'exemption du dixième (1), le Conseil répond : « Accordé pour les biens dépendant des bénéficiers pour le titre clérical, pour les maisons appartenant aux chapitres » et il ajoute : *et pour le surplus comme par le passé*. Aux négociants de la ville de Castres (2) qui demandent l'exemption du dixième d'industrie, le Conseil ne répond pas directement. Il déclare qu'il s'en rapportera à la prudence de l'intendant de Basville ; cet intendant accordera telle diminution qu'il jugera à propos.

Le 21 mars 1716, les professeurs des collèges (3) de Sorbonne et de Navarre demandent en vain à être déchargés de la retenue du dixième sur les appointements qu'ils touchent au Trésor royal.

Le Conseil s'efforce de briser les résistances. Lorsque l'intendant de Brou (4) mande que les receveurs des tailles de l'Election de Lisieux ne peuvent être payés par plusieurs gentilshommes de cette Election du dixième de leur revenu, le Conseil décide qu'il en sera référé au Conseil de régence.

Le 15 décembre 1716, le Conseil décide qu'il or-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 48 (23<sup>e</sup> octobre 1715).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 68 (5 mai 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 32 (20 mars 1716).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 71 (11 février 1716).

donne aux sieurs Fabien (1), au sujet de leur rébellion contre les huissiers chargés du recouvrement du dixième, de se rendre à la suite du Conseil (2). Une lettre, conservée aux Archives du Ministère des Affaires étrangères, nous renseigne sur les prétentions de la noblesse poitevine au début de la régence. Ne s'avise-t-elle pas de ne pas vouloir payer le dixième ? Le régent n'admet pas qu'il en soit ainsi. Il écrit à l'intendant de Poitiers, de Richebourg, le 4 octobre 1715 (3).

« J'ai lu la lettre, monsieur, que vous avez écrite à M. d'Ormesson le 24 du mois passé, dont les faits m'ont paru assez sérieux pour mériter que j'y répondisse moi-même, en vous marquant que l'intention du roi est que le dixième soit perçu en Poitou comme dans le reste du royaume sans distinction des sujets. Je ne saurais croire que la noblesse, qui a toujours si bien marqué son zèle et qui connaît mieux que le peuple les besoins pressants de l'Etat voulût ne pas continuer à donner des marques de bonne volonté dans la conjoncture présente, où il n'est permis de songer à se libérer que par cette imposition extraordinaire, et s'arroger le droit de s'en exempter ; vous pouvez donc donner des ordres pour contraindre

---

1. Arch. Nat. G<sup>1</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 81 .

2. Au-dessous se trouve cette note : N<sup>a</sup>. Depuis a été résolu que M. le duc de Noailles en écrirait à M. de Matignon.

3. *Arch. du Ministère des Affaires étrangères. Mém. et doc.*, Vol. 1209 (France), f<sup>o</sup> 343.

tous les redevables, après cependant leur avoir fait connaître la nécessité de se soumettre à la loi générale. »

En outre, le Conseil de Finance a veillé avec persévérance au recouvrement des trois impôts directs de la monarchie : taille, capitation, dixième. Sans doute, il a accordé d'assez nombreuses diminutions ou exemptions de ces impositions. Mais cela n'est pas étonnant. Le pays est affaibli par vingt-cinq années de guerre, ruiné par les invasions et les intempéries. L'hiver de 1709 a laissé de mauvais souvenirs qui sont encore dans toutes les mémoires. L'on comprend que beaucoup de personnes demandent une diminution des charges si lourdes qui pèsent sur elles, l'on comprend également que le recouvrement soit très difficile.

#### IV. — *Impôts indirects*

Nous avons examiné les impôts directs, il nous reste à parler des impôts indirects, ensuite nous traiterons de divers droits.

Les principaux impôts indirects sont les aides, la gabelle et les traites.

1<sup>o</sup> *Aides*. — « Ce qui varia beaucoup dans le cours du temps (1), c'est la liste des objets de con-

---

1. Esmein, *op. cit.* 4<sup>e</sup> éd., p. 568.

sommation soumis aux aides. Le vin et les spiritueux restèrent cependant le principal, et la vente en était sujette à deux droits distincts : le droit de gros, atteignant les ventes faites par le producteur ou les marchands en gros, le droit de détail visant le débit dans les auberges ou cabarets. »

Quelques délibérations relatives aux aides ont été prises par le Conseil de Finance à l'époque de la Polysynodie.

Le 29 décembre 1716, on lit un projet de Déclaration (1) « concernant les aides pour assujettir ceux qui façonnent de l'eau-de-vie à faire des déclarations aux fermiers avant de mettre le feu à leurs chaudières, et de payer le droit annuel pour chaque commerce qu'ils en feront soit en gros ou en détail, et pour chaque maison ou atelier où ils feront chacun desdits commerces et sans aucune distinction si le vin converti en eau-de-vie provient du cru ou d'achat et qui doit avoir lieu contre toutes sortes de personnes exemptes ou non exemptes ».

Le 18 mars 1718, un curieux arrêt concernant la ville de Paris est rendu (2). Il ordonne qu'à l'avenir les bourgeois de Paris, qui voudront vendre le vin de leur cru en détail, seront tenus avant de commencer la vente de faire leur déclaration au Bureau de la

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 87.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.

Ferme, « s'ils entendent la faire à pot ou à assiette », et dans le cas où ils déclareront la vouloir faire « à assiette », il leur sera permis de fournir table, sièges, pots et verres seulement, et ils seront tenus de payer pour le droit de huitième et augmentation 6 livres 15 sous pour chaque muid de vin, mesure de Paris.

Les personnes qui tirent d'une façon très adroite sont récompensées par l'exemption de droits sur le vin. Le 5 novembre 1717 (1), un arrêt décide que Guillaume Guinois, qui a abattu le papegault de la ville de Vitré au mois de mai 1716, jouira de l'exemption des droits d'impôt et de billets sur la quantité de 30 pipes de vin, qu'il débitera pendant un an lui-même ou fera débiter par tel cabaretier qu'il voudra choisir.

Parfois, des séditions se produisent contre les commis des Aides. Le Conseil les réprime énergiquement. Il commet de Bauville (2), intendant d'Orléans, pour faire le procès aux coupables « de l'émotion et sédition » arrivée le 30 décembre 1716 en la ville d'Au-  
than contre les commis des Aides.

Le 2 octobre 1716 nous apprenons qu'il y a eu une rébellion, à Mortagne, contre les commis aux

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869. (Arrêt du 22 janvier 1717.)

aides (1) ; dans la chaleur de la rixe, les commis ont tué un bourgeois ; une information est faite à la requête des commis, à l'Election ; une autre information est faite à la requête des parents du mort devant les juges ordinaires. Il y a un conflit. Il y a eu un arrêt au Conseil qui fait défense aux juges ordinaires d'en connaître. Le chancelier n'a pas voulu signer l'arrêt, « il prétend que cela est de grande Direction ». Le Conseil décide que Rouillé, de Gaumont et Amelot verront le chancelier.

Le Conseil n'est pas toujours très satisfait des juges qui connaissent des rébellions. Charles Maréchal (2), sous-fermier des aides de l'Election des Sables-d'Olonne, demande que l'on ôte pendant une année entière aux officiers de cette Election la connaissance des rébellions qui se produiront au sujet des droits d'aides. Tout en ne faisant pas droit à la requête, le Conseil de Finance décide que de Gaumont écrira une lettre à ces officiers qui sera signée par le duc de Noailles et par laquelle il leur mandera que s'ils ne prennent pas soin d'empêcher les rébellions et de soutenir les droits du roi, le Conseil y pourvoira d'une manière qui leur sera désagréable (3).

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 8.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 75.

3. Voici comment le duc de Noailles apprécie, dans son rapport au régent, en 1717, le travail accompli par le Conseil, en ce qui concerne les droits d'aide qui se lèvent à Paris : « J'ajouterai

2° *Gabelle*. — Le Conseil supprime un assez grand nombre d'offices qui avaient été créés dans les greniers à sel. Un arrêt du Conseil du 9 janvier 1717 (1) nomme les commissaires ci-après pour liquider les offices créés dans les greniers à sel et autres supprimés par édit de décembre 1716,

Savoir :

Les sieurs Rouillé du Coudray, conseiller d'Etat,

D'Ormesson, maître des requêtes ;

De Baudry, maître des requêtes.

S'agit-il d'établir un grenier à sel ? de régler le prix du sel de ce grenier ? C'est le Conseil qui décide (2).

---

en cet endroit, dit-il, le travail qui a été fait et qui continue tous les jours pour parvenir à la suppression de cette multitude de droits qui se lèvent à Paris sur toutes les espèces de consommations, sans qu'il en revienne rien dans le coffre du roi, et qui malgré le bas prix des denrées, rendent la vie si difficile au peuple et aux artisans et augmentent si fort la dépense de ceux qui ne subsistent que de leurs revenus. » (Bibl. Nat., M. S. fr. 7769, p. 205.)

1. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 2518, f° 250 (*Recueil par extrait en forme de dictionnaire, des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* Premier volume). — En décembre 1716, un Edit avait été promulgué portant suppression de plusieurs offices et droits dans les gabelles, de diverses provinces (Lyonnais, Dauphiné, Provence, etc.) *Ibid.*, f° 247.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (17 décembre 1717): Arrêt qui ordonne qu'il sera établi un grenier à sel dans la ville d'Embrun et règle le prix du sel à 23 livres le minot.

Le faux saunage est pratiqué d'une façon active à la fois sur les côtes et dans l'intérieur du pays. Le 27 mars 1716 (1), une barque napolitaine faisant le faux saunage chargée de dix hommes, portant pavillon de l'empereur, est saisie près de la Ciotat. Le Conseil décide que l'on suivra la procédure ordinaire.

L'on connaît l'extraordinaire division des provinces de France au point de vue de la gabelle. Il y a, sous l'ancien régime, ce que nous appellerions aujourd'hui des « zones » où l'on vend le sel à bon compte et d'autres, au contraire, où le sel est frappé d'une taxe très lourde. De là, une contrebande incessante à l'intérieur même du pays. La Ferme, le 30 juin 1716 (2), se plaint de ce que les faux sauniers viennent aux portes de Melun et de Provins. Le 8 décembre de la même année (3), le fermier général demande qu'il soit fait défense aux habitants de Provence d'aller prendre du sel à Barcelonnette où il se vend à meilleur marché, et aux habitants de Barcelonnette de leur en vendre. Le Conseil fait droit à cette requête. Le 2 octobre 1716 (4), le Conseil apprend que l'on a fait « une quantité de sel » dans une maison où les jésuites d'Amiens font des retrai-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 38.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 56.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 73-74.

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 10.

tes. Il arrête que Rouillé parlera au régent à ce sujet.

Jusqu'à présent, nous avons eu affaire à des faux sauniers « civils ». Mais les militaires font aussi la contrebande.

Le Conseil apprend, le 12 novembre 1715, que le régiment du roi (1) fait publiquement, à Amiens, « à force ouverte et à main armée » le faux saunage. Il prend sur-le-champ deux mesures :

a) Il décide qu'on en parlera au régent afin d'envoyer ce régiment dans quelque garnison ;

b) Le duc de Noailles soumettra, dès aujourd'hui, l'affaire au Conseil de Guerre.

Bien plus, trois jours après, une Ordonnance du roi (2) est publiée pour renouveler les défenses faites auparavant aux troupes de Sa Majesté qui sont en garnison dans les villes et places de son royaume — de pratiquer le faux saunage. Dans le préambule de cette Ordonnance, nous voyons que les soldats commettent des actes de faux saunage à main armée et si ouvertement « qu'il paraît que les officiers n'ont pas l'attention qu'ils doivent avoir à les en empêcher ».

Cette ordonnance n'est pas observée partout, puisque, le 30 juin 1716 (3), nous apprenons que le faux saunage est fait ouvertement par les dragons

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 58.

2. Arch. Nat. AD\* 732.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 56.

aux environs d'Abbeville. La Ferme supplie le Conseil de faire éloigner ces dragons.

Pour enrayer la contrebande, des visites sont faites. Mais certaines personnes ne veulent pas tolérer ces visites. La résistance la plus opiniâtre vient de la noblesse. Le 14 juillet 1716 (1) le sieur de Brion ayant refusé de recevoir la visite des officiers du grenier à sel dans son château près de Compiègne, le Conseil arrête que le maréchal de Villeroiy lui écrira qu'il doit recevoir la visite. Le 15 décembre de la même année (2) le Conseil décide que l'on adressera une lettre au duc de Chaulnes au sujet des défenses qu'il a faites de faire des visites chez les habitants, relativement au faux saunage, sinon en présence de ses gens.

Des émeutes se produisent souvent. La gabelle est, comme on le sait, le plus impopulaire des impôts. Le 31 décembre 1717 (3), un arrêt commet le sieur Chauvelin, commissaire départi en la Généralité de Tours, pour « informer de la rébellion commise par les habitants de Richelieu, le 6 décembre dernier, contre les employés des gabelles à Chinon, faire le procès aux coupables » et les juger en dernier ressort avec tel présidial qu'il voudra choisir.

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 75 .

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 82 .

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

Il arrive souvent que la foule prend parti pour les faux sauniers. Un garde au département de Gournay est tué en 1716 par quatre faux sauniers « qu'on a peine à arrêter » (1). Le Conseil décide que Rouillé écrira à l'intendant de Bernage de les faire arrêter.

Il y a plus. Une fois arrêtés et emprisonnés, l'on s'efforce parfois de les faire évader. Le 13 avril 1717 est rendu un arrêt (2) qui renvoie à Lescalopier, intendant de Châlons, l'instance criminelle à l'occasion de l'attroupement fait pour enlever des faux sauniers dans les prisons de Château-Porcien.

Le Conseil accorde des diminutions de gabelle.

L'intendant de Martangis (3) demande, le 8 novembre 1715, « une diminution sur les sels pour sa généralité ». Le Conseil arrête que la diminution sera de 20 muids. La demande pourrait paraître singulière, si nous ne savions que dans certaines provinces la gabelle était devenue un impôt de répartition, la consommation n'étant pas libre (4). De même que

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 11 (21 juillet).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> reg., f<sup>o</sup> 58.

4. [Dans les pays de grande gabelle], « au lieu de fixer directement la quantité de sel que chaque chef de famille devait prendre au grenier, on déterminait en bloc et par paroisse la quantité de sel qui devait être consommée par les habitants, puis on la répartissait entre les taillables ; ce sel d'impôt bien entendu ne pouvait être employé que pour l'alimentation. On faisait ainsi de la gabelle, au lieu d'un

pour la taille et la capitation, il y a des réimpositions. Ainsi, le 3 mars 1716 (1) le Conseil arrête que l'on fera la réimposition de plusieurs sommes dues de reste pour l'impôt du sel dans les greniers de Gannat et de Vichy.

Le Conseil, nous l'avons vu pour les autres impôts, s'efforce autant que possible de ne pas laisser diminuer le produit. Il en est de même pour la gabelle. Mais ici le Conseil se trouve en présence de concessions parfois fort anciennes que l'on appelle les franc-salés. Les établissements charitables et un certain nombre de fonctionnaires royaux ont le franc-salé, c'est-à-dire qu'ils prennent le sel aux greniers du roi, mais au prix marchand.

Le Conseil confirme parfois les concessions de franc-salé (2). Mais il le fait avec circonspection. Ainsi, lorsque, le 22 juin 1716 (3), les religieux de l'abbaye de Saint-Vincent-du-Mans demandent la confirmation d'un franc-salé de dix minots à eux accordé par lettres patentes, depuis réduit à six minots, une discussion a lieu au sein du Conseil, au cours de laquelle « plusieurs de ces messieurs ont été

---

impôt de quotité, un impôt de répartition ». (Esmein (A.). *Cours élémentaire d'Histoire du Droit Français*, 4<sup>e</sup> Ed., p. 572.)

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 19.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> reg., f<sup>o</sup> 26 (20 mars 1716).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> reg., f<sup>es</sup> 49-50.

d'avis qu'il faut examiner avant d'accorder ces sortes de confirmations si les communautés ne se sont pas considérablement enrichies depuis la concession du franc-salé qui, n'étant qu'une aumône, ne devrait plus avoir lieu ».

A l'hôpital général de Lyon, qui, le 18 août 1716 (1), demande que les trente minots de franc-salé soient continués, le Conseil répond favorablement. Mais, à cette autre demande du même hôpital : « une augmentation de trente autres minots de sel », le Conseil répond : « Néant ».

Le 10 novembre 1716 (2), un arrêt du Conseil défend aux officiers du grenier à sel de Reims et à tous autres d'adjuger aucun franc-salé à qui que ce soit, s'il n'est compris dans l'état des francs-salés arrêté au conseil de Sa Majesté.

En 1717, les francs-salés sont supprimés par un édit du mois d'août (3). Certaines communautés religieuses n'en persistent pas moins à demander un franc-salé et le Conseil doit céder parfois à leurs instances. Le 3 mai 1718 (4), un arrêt maintient l'abbesse

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>ss</sup> 54-55.

2. Bibl. Nat., M. S. nouv. acq. fr. 2518, f<sup>o</sup> 247. (*Recueil par extraits et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires des finances...* 1<sup>er</sup> volume).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870.

et les religieuses de la Sainte-Trinité de Caen dans la possession et puissance du franc-salé de quinze minots; en conséquence, le Conseil « ordonne qu'elles seront employées dans l'état de ceux que Sa Majesté n'a pas entendu comprendre dans la révocation portée par l'édit du mois d'août (1717) ».

3<sup>o</sup> *Traites*. — Les traites ou droits de douane jouent dans l'ancien régime un rôle économique et fiscal. Ces droits ne sont pas seulement perçus à la frontière, mais à l'intérieur du royaume.

Le 15 octobre 1715 (1) le Conseil arrête de permettre le transport des sucres bruts sans payer des droits, et décide que la permission sera accordée en rapportant le consentement des fermiers généraux qui renonceront à leur indemnité.

Parfois, lorsqu'une foire franche est accordée par un arrêt, l'on ajoute à cette concession la franchise des marchandises qui y sont débitées au sortir du royaume (2).

Parmi les droits de douane dont il fait parfois mention, citons les droits sur la marée (3), sur les cuirs (4), sur la marque des fers (5), sur les huîtres (6), etc.

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 29.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 78-79 (14 février 1716).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 39 (21 janvier 1716).

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868. (Arrêt du 20 mars 1717.)

5. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 76 (1<sup>er</sup> septembre 1716).

6. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870. (Arrêt du 18 janvier 1718.)

V. — *Droits divers*

Ces droits sont très nombreux. Nous en énumérerons seulement un certain nombre.

1° *Le centième denier.* — Le 15 janvier 1717 (1) un arrêt condamne le sieur de Montesson au triple droit de centième denier faute d'avoir fait insinuer dans les trois mois le contrat d'acquisition par lui fait de la terre de Courtoussaint. Il est également condamné à payer 300 livres d'amende.

Le 12 juillet 1718 (2) un arrêt déboute les sieurs Bellier frères de l'opposition par eux formée à l'ordonnance de l'intendant d'Alençon ; de Courteille, qui les condamne au paiement du droit de centième denier à cause de la donation à eux faite d'héritages et bien-fonds de la valeur de 22.500 livres avec rétention d'usufruit pendant la vie du donateur.

Lorsque le clergé de France demande, le 25 octobre 1715, la décharge complète du droit de centième denier (3), le Conseil fait droit à la requête pour les maisons canoniales dont la propriété appartient aux chapitres.

2° *Droit de franc-fief.* — Le 11 janvier 1716, un arrêt du Conseil (4) ordonne le recouvrement des

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 49.

4. Arch. Nat., AD\* 733.

droits de franc-fief dûs par les roturiers possédant fiefs et autres bien nobles, dont les anoblissements, privilèges et exemptions ont été supprimés par les édits des mois de juin et août 1715.

Le droit est dû par les seuls roturiers. En conséquence, le 12 juillet 1718 (1), un arrêt « décharge le sieur Brunet de la Socelière, en qualité de noble d'extraction, du droit de franc-fief pour lequel il a été compris au rôle du 6 mars 1716 ».

3° *Impositions militaires (ustensiles, quartier d'hiver, etc.)*. — Le Conseil de Finance délibère sur les impositions militaires. Le 12 février 1717, des arrêts sont rendus « pour l'imposition du quartier d'hiver de 1716 à 1717 et du logement des troupes pendant six mois à commencer du 1<sup>er</sup> octobre 1716 sur les vingt généralités des pays d'Elections » (2).

Le Conseil fait respecter ses droits et ne tolère aucun empiétement de la part du Conseil de Guerre. Le 28 février 1716 (3), il arrête que de La Houssaye dressera un projet de règlement ou même de déclaration conjointement avec de Saint-Contest et Le Blanc « pour ordonner que MM. du Conseil de Guerre communiqueront au Conseil de Finance un état des quartiers d'hiver qu'ils donneront aux troupes, afin

---

1. Arch. N., G<sup>7</sup> 1870.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869. — Les impositions militaires sont souvent réparties au marc la livre de la taille.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 12.

que le Conseil de Finance ordonne les impositions qui seront nécessaires pour les fourrages ; *le même règlement portera qu'il ne sera fait à l'avenir aucune imposition de quelque nature qu'elle puisse être si ce n'est de l'autorité du Conseil de Finance* ».

Au sujet de ces impositions, le duc de Noailles fait les remarques suivantes (1) : « Son Altesse Royale jugea aussi qu'il était du bon ordre d'empêcher qu'il ne fût fait aucune imposition dans le Royaume si elle n'était ordonnée par arrêt et en connaissance de cause, au lieu que par le passé les intendants sur de simples lettres des ministres faisaient la plupart des impositions militaires, comme fourrages, quartier d'hiver, etc. abus qui s'étaient introduits successivement sous le ministère de M. Louvois et qui sont contraires aux anciennes ordonnances du royaume et même à l'autorité royale à qui seule il appartient d'ordonner les impositions. Aujourd'hui, tout est apprécié, fixé et déterminé au Conseil qui rend en conformité des arrêts pour ordonner les impositions qui sont destinées à acquitter cette nature de dépense en quoi le roi et ses peuples trouveront également leur avantage. »

4° *Droit sur le tabac.* — Le Conseil sauvegarde bien les intérêts de la ferme générale. Le 21 février 1716 (2), Rouillé lit un Mémoire contenant une offre

1. Bibl. Nat., SM, f° 5769, pp. 170-171.

2. Arch. Nat., 1849, 2<sup>e</sup> registre, f° 5.

de 200.000 livres par an au profit du roi pour avoir le droit de vendre et de débiter le tabac en détail dans les boutiques particulières et au coin des rues de Paris à l'exclusion de tous ceux auxquels les fermiers généraux du tabac donnent des commissions pour vendre en détail. La proposition est rejetée « comme étant capable de donner atteinte à la Ferme générale ».

A plusieurs reprises, des rébellions éclatent dans des villages contre les employés de la Ferme du tabac (1). Des arrêts commettent les intendants pour enquêter à ce sujet.

5° *Impositions du Clergé*. — Le Conseil surveille aussi parfois le recouvrement de ces impositions.

Ainsi, le 28 avril 1716 (2), le syndic du diocèse de Paris demande que les ecclésiastiques demeurant à Paris soient tenus de payer les impositions du clergé au diocèse de Paris pour leur patrimoine, quoiqu'ils aient des bénéfices situés en d'autres diocèses, lorsqu'ils ont obtenu des dispenses de résidence. Le Conseil fait droit à la requête et décide qu'il en sera référé au Conseil de régence.

## VI. — *Fermes*

Il nous reste, pour terminer ce chapitre, à exami-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (Arrêts des 17 mai et 27 septembre 1718).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 62.

ner les différents actes du Conseil à l'égard des fermes.

Tandis que le recouvrement des impôts directs est établi sur le principe de la régie, pour les impôts indirects, au contraire, c'est le système de la ferme qui est en vigueur.

Le Conseil prépare le bail de la Ferme générale. Le 5 octobre 1715 (1), un arrêt du Conseil d'Etat ordonne que Paul Manis sera substitué au lieu et place d'Edme de Bonne pour jouir du bail des fermes générales, pendant six années consécutives, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1715 moyennant la somme de 48.500.000 livres pour la première année, 49 millions pour chacune des deux suivantes, et 50 millions pour chacune des trois dernières, « aux mêmes clauses et conditions qu'en devait jouir ledit Edme de Bonne ».

Le Conseil prépare les adjudications des fermes particulières. Prenons pour exemple la ferme des cartes à jouer. Cette Ferme avait été établie en 1701. Elle ne dura que dix-huit mois à 2 sols par jeu de cartes, en 1707, le droit est réduit à 1 sol; en 1714 il y a de nouvelles offres, plus considérables, faites par Sauvage « qui a joui par bail sans publication ». Mais les anciens fermiers viennent et offrent 95.000 livres au lieu de 70.000. Les maîtres cartiers se pré-

---

1. Arch. Nat., AD\* 732.

sentent pour demander la suppression du droit. Le Conseil arrête, le 17 novembre 1715 (1), que « la ferme sera adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur sur l'enchère de 95.000 livres et ce à la grande Direction ». Le 21 avril 1716 (2), l'on arrête que la ferme des cartes sera adjugée au nommé Avril moyennant la somme de 104.000 livres. Lorsque les fermiers ont maille à partir avec quelqu'un, le Conseil leur prête souvent main forte. Le 27 février 1717 (3), un arrêt termine le procès pendant entre Nicolas Delagarde, fermier général des cartes, et la communauté des maîtres cartiers de la ville et de la généralité de Rouen. Cet arrêt ordonne que tous les cartiers et ouvriers de la ville seront tenus de remettre au bureau de la ferme du droit des cartes à Rouen tous les moules à portraits français tant anciens que nouveaux qu'ils peuvent avoir en leur possession, avec toutes les cartes qu'ils ont tirées sur les moules. Ces moules seront brisés *en présence de l'intendant* qui dressera procès-verbal. Le même arrêt permet seulement aux cartiers de continuer la fabrication de toutes autres cartes en usage chez les étrangers et non en France.

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 63.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 48.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

Le 7 octobre 1715 (1) Dodun présente au Conseil une lettre imprimée adressée par les notaires de Lyon à tous les notaires des villes principales, les invitant à se joindre à eux pour obtenir la suppression de la ferme du contrôle et des insinuations. Le Conseil arrête que Dodun transmettra la pièce au procureur général, afin de « faire informer contre ces gens-là comme perturbateurs du repos public ».

Le Conseil apprend, le 3 juillet 1716 (2), que le Parlement de Bretagne « a décrété de prise de corps contre 19 fermiers du contrôle des actes dont il y en a 12 d'arrêtés ». Il décide « que l'arrêt sera cassé, sauf aux parties à se pourvoir à la Chambre de justice, et qu'il en sera parlé à la Régence. » Un autre jour, le Conseil est informé que le sieur Pillavoyne, receveur des fermes, a été emprisonné avec scandale à Morlaix par l'ordre du sieur Achary, substitut du procureur général de la Chambre de justice, « qui a exercé sa passion particulière » (3) ; le subdélégué de la Chambre l'a fait sortir de prison attendu qu'il n'y avait eu aucune raison de l'emprisonner. Pillavoyne demande une réparation et les fermiers

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 21. ,

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 61-62.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 76 (14 juillet 1716.)

généraux se joignent à lui. L'on « informe » contre Achary, qui est interdit pendant un mois (1).

Le 17 mars 1717, une déclaration (2) dispose que les fermiers généraux demeureront exempts à l'avenir de toutes taxes et recherches de la Chambre de justice. Cette Chambre est établie en mars 1716 contre les traitants qui avaient profité des embarras du Trésor pour lui prêter à un taux usuraire, et contre les concussionnaires. Dans la déclaration de 1717, nous voyons que les fermiers doivent « s'attacher désormais uniquement à remplir les devoirs de leur profession ». « Afin qu'il ne puisse y avoir à l'avenir aucun prétexte de les comprendre dans des rôles de taxes, ni dans quelques autres recherches que ce puisse être, notre intention est de leur défendre de prendre aucun emploi, ni de se mêler d'aucune affaire qui puisse les y assujettir, et d'ordonner qu'en cas qu'aucun d'eux entre dans quelque marché, fourniture ou entreprise extraordinaire, il ne pourra jouir de ladite expection et sera exclu de la compagnie desdits fermiers généraux sans pouvoir y être admis dans la suite (3). »

Aux notaires qui refusent systématiquement de communiquer leurs inventaires et leurs répertoires

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre f<sup>o</sup> 49, (14 août 1716).

2. Bibl. Nat., M.S. Joly de Fleury, 1467, f<sup>o</sup> 82.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 84.

aux commis du contrôle des actes, le Conseil inflige diverses peines.

Le 3 avril (1) 1716, le Conseil apprend que les notaires de Bordeaux se sont réunis pour refuser au commis du contrôle la communication de leurs répertoires et de leurs liasses ; cinq seulement ont obéi. L'intendant, de Courson, a rendu une ordonnance condamnant les deux syndics à 200 livres d'amende. Ils ont été emprisonnés. Les notaires ont nommé d'autres syndics qui ont pareillement refusé, ont été condamnés et emprisonnés ; tous les autres ont fermé leur étude. Le Conseil décide que Dodun écrira au premier président et à l'intendant de se concerter pour soumettre ces notaires. Le 12 juin (2), les notaires résistent encore. Le Conseil enjoint à l'intendant de procéder contre eux. Le 7 août (3), la lutte continuant, le Conseil déclare qu'il sera expédié des lettres de cachet pour envoyer les trois plus séditieux notaires hors de la province. Les notaires d'Amboise sont également condamnés (4). A Lyon, l'on procède contre les notaires qui avaient écrit une lettre séditieuse (5) « pour empêcher le droit de contrôle ».

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 42-43. — Voir auparavant : même registre, f<sup>os</sup> 39-40.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 23.

3. Arch. Nat. N<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 38.

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (17 septembre 1718).

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 25 (10 janvier 1716).

L'arrêt du Conseil de régence du 3 septembre 1718 établit un Bureau pour l'administration des fermes générales. Une ordonnance dont nous avons parlé, celle du 13 octobre 1718, déclare que Fagon, conseiller au Conseil royal de régence pour les finances (1), présidera en cette qualité audit Bureau et qu'il rapportera au Conseil de régence les affaires qui concerneront cette administration.

Le Conseil exige que les receveurs des fermes rendent leurs comptes dans le délai qu'il leur fixe. Sinon, il n'hésite pas à user de rigueur. Le 28 mai 1718, un arrêt (2) ordonne que tous les receveurs des fermes seront tenus de rendre leurs comptes, s'ils ne l'ont fait et d'en payer les débets avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain, faute de quoi ils demeureront déchus du remboursement de la finance de leurs offices et des intérêts. Le 10 septembre de la même année (3), un arrêt ordonne que le sieur Bataille, ci-devant directeur de la ferme du contrôle des actes à Bordeaux, sera contraint par toutes voies, et par corps, faute par lui d'avoir obéi à l'arrêt du Conseil du 28 juillet dernier qui le condamnait à venir à Paris, rendre

---

1. Bibl. Nat. M. S. fr. 21, 751, f<sup>o</sup> 38.

2. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr. 2519, f<sup>o</sup> 127 (*Recueil par extrait... (...sur les affaires de finances... Second volume V<sup>o</sup> Offices supprimés)*).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.

et voir arrêter ses comptes conformément à sa soumission.

Telles sont les principales décisions qui ont été prises en ce qui concerne les fermes par le Conseil de Finance ou à son instigation.

## CHAPITRE III

### Réformes financières de la Régence

#### I. — *Suppressions d'offices*

Le Conseil de Finance a supprimé avec persévérance un certain nombre d'offices inutiles créés sous le règne de Louis XIV. Si nous parcourons les registres des délibérations de cette assemblée, nous trouvons, à chaque instant, l'indication d'offices supprimés. Fait bien significatif : dans un Recueil des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances pendant la régence — recueil manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale, — nous trouvons une rubrique intitulée : *Offices supprimés* (1). Un grand nombre d'Edits sont promulgués

---

1. Bibl. Nat., M. S. nouv. acq. fr. 2519 (C'est le second volume du Recueil).

Le duc de Noailles, dans son Rapport, dit au sujet de la suppression d'un certain nombre d'offices : « Le Conseil se souvient aussi du profit qu'a fait le roi par la suppression des

de 1715 à 1718 supprimant des offices. Citons, notamment, les Edits d'octobre 1715 (1), octobre (2) et mai (3) 1716. L'intitulé de ce dernier montre toute l'importance de ces suppressions. C'est un Edit portant règlement sur les amendes eaux et forêts et quelques suppressions d'officiers. Voici la liste : suppression des offices de contrôleurs anciens, alternatifs et triennaux, de receveurs des amendes des Tables de marbre et maîtrises des Eaux et Forêts créés par Edit de juillet 1697, de contrôleurs alternatifs et mi-triennaux desdites amendes créés par l'Edit de janvier 1708 et réunis aux anciens par la déclaration du 22 décembre 1711, et ceux d'inspecteurs et véri-

---

trésoriers qui, de 47 titulaires de 71 offices ayant été réduits à 19. S. M. a été dégagée de la somme de 11.968.288 livres de finance, et d'une dépense de 840.812 livres par an à quoi j'ajouterai que les suppressions des privilèges de tous les officiers ont produit un résultat de 500.000 livres sur les francs-fiefs indépendamment de la ferme qui se trouvera encore augmentée considérablement dans la suite. » (Bibl. Nat., M.S., fr., 7769, pp. 203.204.)

1. *Ibid.*, second volume, f<sup>o</sup> 103 (Edit supprimant des offices d'intendants des Finances et d'intendants du Commerce).

2. *Ibid.*, second volume, f<sup>o</sup> 109 (Edit portant suppression des offices de maîtres particuliers, lieutenants particuliers du roi, garde-marteaux, et greffiers alternatifs créés dans les maîtrises des Eaux et Forêts...). — Cf. également (f<sup>o</sup> 110) un Edit de décembre 1716, portant suppression de différents offices de trésoriers et un Edit de février 1717 supprimant des offices créés dans les Monnaies (f<sup>o</sup> 113).

3. *Ibid.*, premier volume, f<sup>os</sup> 176-176.

ficateurs desdites amendes créés par l'Edit du mois d'août 1708.

Aussi comprend-on que le Conseil de Finance fasse droit à la requête du sieur de la Guibourgère (1), procureur général et syndic des Etats de Bretagne. Ce dernier demande que la Déclaration de 1714 créant des inspecteurs, des commissaires aux saisies réelles n'ait pas lieu en Bretagne. Toutefois, par habileté, le Conseil décide de tenir sa réponse secrète « pour s'en faire un mérite lorsqu'on réglera le don gratuit ».

Qu'advient-il lorsqu'un office est supprimé? Le propriétaire de l'office est remboursé après la liquidation qui est faite par les commissaires nommés par le Conseil de régence.

La plupart des commissaires nommés par arrêt du Conseil de régence sont des conseillers du Conseil de Finance. Cela se comprend aisément. Ainsi, l'arrêt du 20 février 1717 (2) nomme les commissaires ci-après pour la liquidation de différents offices de trésoriers supprimés par l'Edit de décembre 1716.

Le Pelletier Desforts, Conseiller d'Etat.

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 22 (7 octobre 1715).

2. Bibl. Nat., M.S. nouv. acq. fr., 2519, f<sup>o</sup> 113 (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux Arrêts rendus sur les affaires de finances...* second volume, V<sup>o</sup> Offices supprimés). Cf. *ibid.*, f<sup>os</sup> 119, 115, 109. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869 (Arrêts du 16 mars 1717).

D'Ormesson, Maître des requêtes.

Dodun, Président.

Le Blanc, Conseiller au Conseil de Guerre.

Il arrive fréquemment que *tous* les commissaires nommés appartiennent au Conseil de Finance.

Une fois la liquidation faite par les commissaires, un arrêt du Conseil de régence homologue cette liquidation (1).

Lorsqu'il s'agit de rembourser les titulaires des offices, l'on obtient souvent les fonds en établissant une imposition sur la province (2).

Le Conseil crée parfois des offices, mais il s'efforce de les vendre au prix le plus élevé. Parfois cette sorte de mise aux enchères, cette vente est assez disputée. Ainsi, le 7 octobre 1715 (3), les offices de procureur dans le bailliage ducal de Vendôme sont achetés moyennant 8.000 livres par les avocats du siège. Puis intervient un arrêt qui autorise les procureurs du siège à réunir lesdits offices en payant 9.000 livres au lieu de 8.000. Mais les avocats reviennent à la charge. Aujourd'hui, ils offrent 4.000 livres de plus. Le Conseil de Finance s'empresse d'accepter leurs offres.

---

1. Par exemple, les arrêts du 4 mai 1717 liquidant la finance des offices d'inspecteur des fermes des gabelles dans l'étendue de la Direction d'Orléans, de Marseille, de Châlons, de Tours, de Caen et de Laval (Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (Arrêt du 19 juillet 1718).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 22.

Comment s'expliquer cette ardeur à se disputer les offices, sinon parce que le fait d'être « officier » comporte certaines prérogatives ?

Les payeurs et contrôleurs des rentes, qui demandent l'exemption du ban et de l'arrière-ban, voient leur requête bien accueillie (1).

Ces prérogatives sont parfois bien mesquines, mais elles flattent la vanité. Ainsi, le 28 septembre 1717 (2), un arrêt maintient et confirme les huissiers ordinaires des Conseils du roi dans le droit de porter seuls, dans l'exercice de leur charge, des chaînes et médailles d'or, à l'exception des huissiers de la grande Chancellerie qui porteront une chaîne sans médaille.

## II. — *Réduction des pensions*

Le gouvernement de la régence ne supprime pas seulement un certain nombre d'offices ; il réduit le montant de la plupart des pensions.

La Déclaration du 30 janvier 1717 (3) porte réduction d'une partie des pensions, savoir :

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 62 (7 février 1716).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

3. Bibl. Nat., MS. nouv. acq. fr. 2518, f<sup>o</sup>s 3, 4. (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* Premier volume).

Celles de 10.000 livres et au-dessus aux trois cinquièmes ;

Celles de 6.000 jusqu'à 10.000 livres aux deux tiers ;

Celles de 3.000 jusqu'à 6.000 livres aux trois quarts ;

Seules les pensions de 600 livres et au-dessous subsistent entièrement. L'article 10 de la même déclaration montre bien le désir d'économie du Conseil de Finance. Il est ainsi conçu : « Ne sera accordée aucune nouvelle pension à qui ce puisse être jusqu'à ce que toutes celles qui subsistent annuellement se trouvent réduites à la somme de deux millions. »

### III. — *Réduction des rentes au denier 25*

L'un des premiers actes du Conseil de Finance — le surlendemain de la réunion de cette assemblée — est de décider (1) que l'on réduira au denier 25 les rentes établies au denier 12. Les résultats pratiques de cette décision sont les édits d'octobre et de décembre 1715 (2). Le premier (3) réduit au denier 25

---

1. Arch. Nat., G<sup>r</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 3 (22 septembre 1715).

2. Bibl. Nat., MS. nouv. acq. fr. 2519, f<sup>o</sup> 181 (*Recueil par extrait...*, etc.). Second volume.

3. Bibl. Nat., *Ibid.* (Edit qui réduit au denier 25 à commencer au 1<sup>er</sup> janvier 1716 les rentes perpétuelles assignées

les rentes créées au denier 12 sur les tailles par les édits de juin 1712, juillet et décembre 1713 et mars 1714. Lorsque les Etats de Bourgogne veulent imiter la conduite du Conseil de Finance, ce Conseil refuse de laisser convertir les rentes au denier 25 (1).

Le 20 mars 1617 un arrêt du Conseil de régence (2) ordonne que les propriétaires des rentes et autres charges, employées dans les États de Sa Majesté, qui prétendent que lesdites rentes ne sont point sujettes à la réduction au denier 25 seront tenus de représenter les titres de propriété desdites charges par devant les commissaires, savoir, Le Pelletier Desforts, Dormesson, Dodun et de Lorne, greffier.

L'Edit d'août 1717 crée 1.200.000-livres de rentes viagères au denier 16 pour parvenir à l'extinction des billets de l'Etat et de la Caisse commune des recettes générales (3).

#### IV. — *Le Visa*

Une autre opération fort importante faite sous la

---

pour les recettes générales des finances et domaines créés par édit de juillet 1869).

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 62 (7 février 1816).

2. Bibl. Nat., nouv. acq. fr. 2519 (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des Edits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires des finances...* Second volume) f<sup>o</sup> 191 (V<sup>o</sup> Rentes).

3. Bibl. Nat., MS, Joly de Fleury, 1467, f<sup>o</sup> 92.

Régence est le visa. Elle consiste, d'après la Déclaration du 7 décembre 1715 (1), dans « la vérification et la liquidation de tous les différents papiers dont la possession est devenue presque inutile par le décri où ils sont tombés, pour les convertir dans une seule espèce de billets, qui ne seront plus sujets à aucune variation jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement retirés ».

Le duc de Noailles, président du Conseil de finance, en réalité le véritable ministre des Finances de ce temps, nous indique, dans le rapport qu'il présente au régent en 1717, les raisons de cette opération, « une des plus nécessaires et des plus importantes qui aient été faites ». « Inutilement, dit-il, aurait-on travaillé à retrancher les dépenses, à diminuer les charges de l'Etat et à répartir les impositions sur un plus grand nombre de personnes par l'extinction des privilèges, si on ne s'était pas mis en état de prendre un parti sur cette prodigieuse quantité de papiers royaux et de dettes exigibles de tant d'espèces différentes dont on ignorait le nombre et le montant, et dont l'excès est si nuisible au commerce et à la circulation. »

« Dès les premiers jours de la Régence, il fut présenté de toutes parts des Mémoires, où chacun proposait les moyens et les expédients qu'il avait ima-

---

1. Isambert. *Anciennes Loix françaises*, t. XXI, p. 67.

giné, les uns pour acquitter par préférence une nature de papier, les autres pour faire des banques, ou des impositions, et où l'on reconnaissait toujours que l'intérêt personnel avait plus de part que le bien commun. »

On jugea « qu'il était nécessaire de prendre toutes les mesures possibles pour rendre à chacun des porteurs de billets une justice proportionnée à leur bonne foi » (1).

La Déclaration du 7 décembre 1715 (2), dont le préambule cité par nous résume si bien la malheureuse situation financière au commencement de la Régence, ordonne que tous les papiers royaux qui subsistent seront rapportés aux commissaires nommés à cet effet, et visés par eux après avoir été certifiés par les propriétaires.

Les frères Paris sont chargés de diriger cette opération. Pendant six semaines, 26 commissaires visent au Louvre les billets royaux. A la fin de chaque jour, le chef de chaque Bureau se fait rapporter un état de tous les visa qui y ont été faits et d'autres personnes sont employées à porter ces états sur des registres suivant les différentes notes qui ont été faites par les commissaires.

Le résultat de cette opération est la réduction des

---

1. Bibl. Nat., MS. fr. 7769, pp. 208-210-212.

2. Isambert, *Anciennes Lois...*, t. XXI, p. 67.

billets d'Etat en circulation. Les billets d'Etat, qui représentaient les divers emprunts, souscrits au profit du Trésor, coûtaient à leurs détenteurs actuels à peine le quart de leur valeur. Le visa remplace 652 millions de billets anciens avec 250 millions de nouveaux billets d'Etat portant 4 o/o d'intérêt et remboursables à des échéances déterminées. On range, dit le duc de Noailles, chaque espèce dans une classe particulière, et on distingue dans chaque classe les différentes qualités et professions des personnes et le taux de chaque réduction.

Non seulement le visa réduit les billets d'Etat, mais il produit le résultat suivant. Les trésoriers avaient des ordonnances et des assignations s'élevant à 218 millions qui paraissaient leur être dûs, et dont ils demandaient le remplacement. Or, dit le duc de Noailles (1), « ils ont été obligés de les rapporter, on a compté avec eux et après les avoir discutés par l'examen et le dépouillement de leurs registres, par ceux de leurs commis et des trésoriers particuliers par la comparaison de leur recette et de leur dépense effective, cette somme énorme s'est trouvée réduite de près de cent millions ».

L'opération du Visa est vivement attaquée dans un Mémoire de 1719, conservé aux Archives du Ministère des Affaires étrangères. L'auteur déclare

---

1. Bibl. Nat., MS. fr. 7769, p. 218.

que les opérations financières de la régence « se sont faites sans aucun rapport avec le montant des dettes et des dépenses de l'Etat ». Et, prenant pour exemple le Visa, il dit : « Lorsqu'on a réduit les papiers royaux, que pour cet effet on en a fait des classes différentes, on ne savait pas à quelle somme on voulait que ces dettes fussent réduites. On a fixé à 250 millions les billets de l'Etat sans connaître si cette somme excédait ou était au-dessous du montant des dettes liquides » (1).

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que la partie des dettes conservées et reconnues par l'Etat après le Visa, les 250 millions de billets perdirent autant sur la place après le retranchement que le tout perdait auparavant. Il est bien certain que la valeur de ces billets baissa au moins de 70 0/0 (2).

Si l'Etat parvient à diminuer ses dettes, d'un autre côté, il perd son crédit. Il importe de citer encore parmi les réformes financières de la Régence l'établissement d'une Chambre de Justice et la refonte des monnaies. Nous examinerons enfin la proposition faite par Law, en 1715, d'établir une banque.

---

1. *Archives du Ministère des Affaires étrangères. Mém. et doc.* 1235 (France), f° 211.

2. *Bibl. Nat., M. S., nouv. acq. fr.*, 1431, f° 49. (*Histoire des Finances pendant la régence de 1715.*)

V. — *La Chambre de Justice*

Les derniers emprunts du règne précédent avaient été conclus à des taux usuraires. Louis XIV avait dû, vu la pénurie du Trésor, se procurer de l'argent comme il l'avait pu. Le dernier emprunt de Louis XIV avait été conclu à 400 o/o, Pour rechercher les traitants et leur faire rendre gorge, le régent et le duc de Noailles songent à établir une Chambre de Justice (1).

Le 6 mars 1716 (2), le régent rentre au Conseil de Finance et après avoir proposé la nécessité de l'établissement d'une Chambre de Justice, il engage Rouillé à s'expliquer sur ce sujet.

Le procès-verbal de la délibération dit simplement ceci : « M. Rouillé a pris la parole, il a montré tous les avantages d'une Chambre de Justice, et a répondu à tous les inconvénients. Tous ces messieurs ont été

---

1. Ce n'était pas une nouveauté ; Colbert en avait déjà établi une. « La recherche des gens d'affaire était toujours proposée ; le peuple demandait vengeance ; la robe désirait passionnément qu'on lui livrât des fortunes à abaisser qui avaient tant excité son envie. Les courtisans ne le désiraient pas moins dans l'espérance de rendre cher leur crédit, et le Conseil promettait au Régent une ressource infailible ». Bibl. Nat., M. S, nouv. acq. fr., 1431, f<sup>os</sup> 16-17. (*Histoire des Finances pendant la régence de 1715.*)

2. Arch. Nat., G<sup>1</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 22.

de son avis et il a fait lecture de l'édit qui a été généralement approuvé. « Son Altesse Royale est sortie. »

Le 17 mars 1716 (1), Rouillé fait le rapport des motifs qui ont déterminé à donner la déclaration contre les gens d'affaires et autres justiciables de la Chambre de Justice ; il fait voir « par l'autorité du droit romain et par les exemples anciens, mais plus encore par la nécessité de finir bientôt les opérations de cette Chambre » que tous les articles en sont indispensables. Puis, la déclaration est lue et approuvée d'une commune voix après que l'on a eu opiné sur chaque article.

L'édit de mars 1716 (2) porte établissement d'une Chambre de Justice, « composée, dit le roi, des officiers de plusieurs de nos Cours avec pouvoir de connaître des crimes, délits et abus qui ont été commis dans les finances de l'Etat, et à l'occasion des deniers publics, par quelques personnes et de quelque qualité ou condition qu'elles soient, et de prononcer à cet égard les peines capitales, afflictives et pécuniaires qu'il appartiendra. Les restitutions qui seront ordonnées à notre profit serviront uniquement

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 29-30.

2. Bibl. Nat., M. S. nouv. acq. fr. 2518. (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* Premier volume) f<sup>o</sup> 77.

à acquitter les dettes légitimes de notre royaume ». Le préambule de l'édit flétrit les traitants et gens d'affaires, les munitionnaires, et cette espèce de gens « auparavant inconnus, qui ont exercé des usures énormes en faisant un commerce continuel des assignations, billets rescriptions des trésoriers, receveurs et fermiers généraux », dont les richesses sont les dépouilles de nos provinces, la substance de nos peuples et le patrimoine de l'Etat ».

La Chambre de Justice devait sévir, en effet, contre tous ceux qui avaient pratiqué l'usure à l'occasion et au détriment des finances tant sur le papier que sur les espèces depuis 1689. Pourquoi cette dernière date ? Parce que l'on voulait rechercher les abus des financiers pendant les deux dernières guerres.

La Chambre taxe d'autorité un certain nombre de financiers usuriers. Mais les princes de la finance se tirent d'affaire en se taxant eux-mêmes. Samuel Bernard offre, pour échapper à toute poursuite, 9 millions de livres ; Crozat 6 millions et demi ; d'autres à proportion. D'autres échappent en achetant la recommandation des favoris et des grands seigneurs.

La Chambre est plus sévère à l'égard des concussionnaires. Le procès de Gruet a un énorme retentissement. Gruet faisait « porter en toutes les maisons des commandements de payer plusieurs années de capitation en deniers ou quittances, sans

vouloir examiner les registres de recette », et il « obligeait un chacun du petit peuple à payer deux fois leur capitation par mille mauvaises chicanes ». L'arrêt de la Chambre de Justice (1), rendu contre Jean-François Gruet, huissier à cheval au Châtelet de Paris, inspecteur de police, préposé au recouvrement des débits de la capitation des communautés d'Arts et Métiers de la ville de Paris, le condamne « à faire amende honorable, à être mis au pilori par trois jours de marché consécutifs, aux galères à perpétuité, avec confiscation de ses biens, sur la valeur desquels 20.000 livres devaient être distribuées aux pauvres de ces communautés ». Le 3 juillet 1716 (2), le Conseil, ayant appris que le Parlement de Bretagne fait arrêter 12 fermiers du contrôle des actes, casse l'arrêt du Parlement et les renvoie devant la Chambre de Justice. A plusieurs reprises, le Conseil décharge les receveurs de toutes « recherches » de la Chambre de Justice. Ainsi, le 19 mars 1717, elle accorde cette faveur aux trésoriers des Etats de Bretagne, aux fermiers et sous-fermiers des devoirs de la province de Bretagne (3). Deux jours

---

1. Arrêt du 7 décembre 1716. (Arch. Nat., AD., 1881, n° 174.)

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 61-62.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869 (Arrêts du 19 mars 1717).

auparavant, une Déclaration (1) avait disposé que les fermiers généraux demeureraient exempts à l'avenir de toutes taxes et recherches de la Chambre de Justice. Mais les fermiers, de leur côté, devaient « s'attacher désormais uniquement à remplir les devoirs de leur profession ».

Lorsque la Chambre de Justice est supprimée, le Conseil rend des arrêts renvoyant devant diverses juridictions les procès commencés devant cette Chambre contre des particuliers (2).

La Chambre de Justice avait prononcé 4.410 condamnations ; elle avait confisqué 219 millions ; mais le Trésor ne recouvra pas la totalité de cette somme.

Les contemporains jugent diversement son œuvre.

Marmontel, historiographe de France, porte le jugement suivant (3) : « Au mois de mars 1716 parut l'édit qui établissait une Chambre de Justice semblable à celle de Colbert, pour la recherche des traitants, dure et triste ressource d'un gouvernement dérégulé qui, après avoir amorcé l'avarice, lui arra-

---

1. Bibl. Nat. M. S. Joly de Fleury, 1467, f<sup>o</sup> 82.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868. Arrêt du 25 juin 1717, « qui renvoie en la Cour des Aides de Montpellier six procès commencés en la Chambre de Justice contre différents particuliers ».

3. [Marmontel]. *Œuvres posthumes de Marmontel, historiographe de France, imprimées sur le manuscrit autographe de l'auteur. Régence du duc d'Orléans*, t. I. Paris, Xhrouet, 1805, in-12°.

che l'appât qu'il lui a présenté. Mais s'il y avait trop de rigueur à rechercher les bénéfices usuraires que l'on avait rendus licites, il n'en était pas de même des concussions et des déprédations que les traitants avaient commises ; et les fortunes scandaleuses de ceux qui s'étaient enrichis par ces moyens honteux et criminels, l'excès de leur luxe impudent qui semblait insulter aux misères publiques, faisaient paraître encore plus légitimes les poursuites et les contraintes dont on usait à leur égard.

« Cette recherche aurait dû produire un capital de 300 millions, si le régent avait pu garder la résolution qu'il avait prise de ne faire grâce à personne ; mais tant de familles considérables se trouvaient impliquées par leurs mésalliances dans les affaires des traitants, que le régent ne put résister à l'importun effort des sollicitations ; on lui fit même entendre qu'il n'était pas de sa politique de se rendre plus inexorable : ainsi les taxes imposées n'allèrent pas ou delà de 219 millions : encore n'en fut-il perçu que 70 millions jusqu'à l'Edit de 1717, qui supprima la Chambre de Justice ; et ce ne fut qu'en 1723 que le restant des taxes fut compris comme dette active, dans la liquidation de celles de l'Etat ».

Dans une *Histoire des Finances pendant la régence de 1715*, conservée à la Bibliothèque Nationale (1),

---

1. Bibl. Nat., M. S. nouv. acq. fr. 1431, f° 46.

il est question de la Chambre de Justice « qui avait prononcé et fait exécuter des supplices injustes, qui avait augmenté la misère et qui n'avait pas produit de quoi payer ses frais ». Cette assertion est évidemment exagérée.

Le duc de Noailles apprécie l'œuvre de la Chambre de Justice en ces termes (1) : « J'ajouterai que pour les frais de la Chambre de Justice il n'en coûte qu'environ 1.200.000 livres... que les taxes contenues dans les rôles arrêtés au Conseil montent à 220 millions, qu'il y en a déjà environ 70 de payés, et que sans rien forcer et en rendant justice nous avons lieu de compter sur 200 millions effectifs. »

#### VI. — *Refonte des monnaies.*

Au commencement de la régence, la valeur numéraire de l'argent est de 27 livres le marc. Les négociants demandent une augmentation d'espèces, pour faciliter le paiement de leurs dettes et afin de ne pas être obligés à payer en monnaie faible ; le Conseil s'oppose d'abord à cela parce qu'il estime que le commerce étranger en souffrira (2). Mais le régent

---

1. Bibl. Nat., M. S. fr. 7769. *Rapport du duc de Noailles au régent en 1717*, p. 256.

2. Le conseil, le 1<sup>er</sup> octobre 1715, déclare que les monnaies ne seront pas augmentées. (Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre. f<sup>o</sup> 14.)

n'est pas du même avis. Il pense que le nom donné par le roi à la monnaie est indifférent au commerce étranger ; il pense également « qu'il ne sort pas plus de matière d'argent pour payer l'étranger quand le marc est nommé 40 livres que quand il est nommé 27 livres, que c'est avec le poids et le titre qu'on acquitte la dette extérieure, et non pas avec le nom (1) ». Tel est le motif de l'Edit de décembre 1715 concernant les monnaies.

Le 22 décembre, le Conseil de Finance se réunit en séance extraordinaire (2). Le duc de Noailles propose de réformer nos monnaies au coin du roi, et de porter les écus à 100 sols « dont il y aura 10 sols de profit pour les particuliers et 20 sols pour le roi, les louis d'or à proportion » et de donner cours en attendant la réformation aux écus sur le pied de 4 livres jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

Comment le Conseil accueille-t-il cette proposition ? « Tous ces messieurs ont été d'avis unanime de donner un édit pour ordonner la réformation suivant qu'elle a été proposée, et le Conseil a chargé M. le maréchal de Villeroy d'aller sur-le-champ au Conseil de régence supplier Son Altesse Royale de suspendre le Conseil des Affaires étrangères pour donner une audience à M. le duc de Noailles en pré-

---

1. Bibl. Nat. M., S. nouv. acq. fr. 1431, f° 16. *Histoire des finances pendant la régence de 1715.*

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f° 16.

sence du Conseil de régence attendu que la conclusion en est pressée (1). »

L'édit de décembre 1715 concernant les monnaies ordonne qu'il soit fabriqué de nouvelles espèces d'or et d'argent. L'article 6 du même édit (2) dispose qu'à commencer du jour de la publication du présent édit jusqu'à la fin de mars prochain, les louis qui ont été fabriqués en conséquence de l'édit de mai 1709, ensemble les écus, etc. seront portés aux hôtels de nos monnaies pour être réformés en nouvelles espèces qui auront cours sur le pied de celles ci-dessus spécifiées. Aux termes de l'article 12, il est défendu à tous les sujets et à tous les étrangers de transporter des espèces ou matières hors du royaume sous peine de la vie. Il est défendu (art. 13) à tous orfèvres, joailliers et autres, de fondre des espèces de monnaie sous peine des galères à perpétuité, même d'acheter ou vendre les matières à plus haut prix que celui des hôtels des monnaies à peine de confiscation.

Par cet édit, « les dettes et les impositions deviennent... plus faciles à payer de près d'un tiers. C'est

---

1. Art. 1 (Bibl. Nat., MS. nouv. acq. fr. 2519, f° 55. — *Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* Second volume.)

2. *Ibid.*, f° 56.

la première opération de la régence qui a été favorable au commerce » (1).

Le 12 octobre 1715 (2), un arrêt du Conseil de régence avait diminué la valeur des espèces de billon à partir du 25 du présent mois d'octobre.

L'arrêt du 18 juillet 1716 (3) ordonne pour la dernière fois et sans espérance d'aucun autre délai, que pendant les mois d'août et septembre de la présente année toutes les anciennes espèces et matières d'or et d'argent continueront d'être reçues dans les hôtels des monnaies par les changeurs et les receveurs des deniers royaux « sur le pied porté par l'Edit de décembre dernier ».

L'Edit de décembre 1715 avait décidé qu'il serait fabriqué de nouvelles espèces d'or et d'argent. En 1716, l'Edit de novembre (4) dispose qu'il sera fabriqué dans l'Hôtel de la Monnaie de Paris de nouveaux louis d'or.

Les arrêts des 31 août, 27 novembre 1717 et 22 jan-

---

1. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 1431, f° 16. (*Histoire des finances pendant la régence de 1715.*)

2. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 2519, f° 55. (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...*)

3. *Ibid.*, f° 57.

4. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 2519, f° 61. (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* Second volume.)

vier 1718 prorogent la « diminution indiquée... sur les anciennes espèces d'or et d'argent (1).

L'Edit de mai 1718 (2) décide encore qu'il sera fabriqué de nouvelles espèces d'or et d'argent. Le Parlement présente des remontrances. L'arrêt du Conseil du 20 juin 1718 (3) déclare que l'on n'aura pas égard à l'arrêt du Parlement dudit jour 20 du présent mois ordonnant que des remontrances seront faites à Sa Majesté au sujet de l'Edit de mai dernier pour la refonte des monnaies et fait par provision défense à toute personne de l'exécuter et de recevoir les espèces de ladite refonte. Bien plus, le lendemain, un nouvel arrêt (4) du Conseil est rendu, par lequel le roi évoque « à soi et à son Conseil » tous les procès mus et à mouvoir audit Parlement et dans son ressort pour l'exécution dudit Edit concernant la refonte des monnaies. Le même arrêt fait défense aux parties de se pourvoir ailleurs qu'au Conseil et au Parlement de connaître desdits procès à peine de nullité.

Le 26 août 1718 (5), le Conseil ordonne que les

---

1. *Ibid.*, f° 65.

2. *Ibid.*, f° 66.

3. Bibl. Nat., M. S. nouv. acq. fr., 2518, f° 6. (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* Premier volume.)

4. *Ibid.*, f° 65.

5. Bibl. Nat., M. S. nouv. acq. fr. 2519, f° 70. (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations*

anciennes espèces d'or « demeureront décriées » au premier jour de septembre prochain et que celles d'argent continueront encore d'avoir cours pendant ledit mois de septembre.

L'on recherche très activement les anciennes espèces d'or et d'argent. Un arrêt décide, le 28 mai 1717 (1) que le scellé apposé sur les effets de la succession de défunte Catherine Raimbault sera incessamment levé, et que les anciennes espèces d'or et d'argent hors de cours mentionnés au procès-verbal de l'apposition de scellé seront portées en la Monnaie de Paris et remises au directeur d'icelle qui en délivrera la valeur en nouvelles espèces, sauf à être ordonné ce qu'il conviendra pour la confiscation au profit de Sa Majesté de la valeur desdites anciennes espèces sur la succession de ladite Raimbault.

Le 28 septembre 1717 (2), un arrêt dispose que les matières d'or et d'argent qui sont en la possession des particuliers, communautés, dépositaires et de toutes sortes de personnes de quelque état, qualité et condition qu'elles soient, même parmi les effets des parties saisies ou des personnes décidées seront portées incessamment et au plus tard le 31 décembre prochain aux Hôtels des monnaies où la valeur en

---

*et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...*  
Second volume).

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

sera payée... ; à peine, passé ledit temps d'être lesdites matières confisquées au profit de Sa Majesté. Ceux qui feront entrer des espèces ou matières dans le royaume seront tenus d'en faire la déclaration aux Bureaux les plus prochains, et une soumission de les porter au plus tard dans deux mois à la Monnaie, faute de quoi elles seront confisquées. Le commerce des lingots marqués des poinçons des juges, gardes, essayeurs et allieurs des Monnaies de Paris et Lyon continuera d'être libre. Toutes les matières d'or et d'argent dont les ouvriers auront besoin leur seront fournies aux Hôtels des monnaies. Dans le cas de dénonciation contre les officiers qui n'auront pas donné avis aux procureurs généraux des Cours des monnaies des matières et espèces décriées par eux trouvées, la moitié des confiscation et amende sera donnée aux dénonciateurs.

Relativement aux espèces étrangères, les principales dispositions prises par le Conseil sont les suivantes :

Il arrête le 25 septembre 1715 (1) que l'on fera une Déclaration qui ordonne la peine de mort contre ceux qui fabriqueront en France des espèces étrangères. Le même jour, il décide (2) que l'on ne donnera pas cours aux piastres et aux pistoles d'Espagne, et

---

1. Arch. nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, fo 6.

2. *Ibid*, fo 6.

que nos monnaies auront seules cours dans le royaume. Puis, le 1<sup>er</sup> octobre suivant, le Conseil se ravise (1), il arrête que l'on donnera cours aux pistoles d'Espagne et aux piastres « attendu qu'il y en a beaucoup en France et qu'il en reviendra tous les jours » et « qu'on aura grande attention à examiner quels en peuvent être les abus pour les arrêter aussitôt ». Le 8 mai 1716, le Conseil arrête qu'à partir du 15 juin les espèces étrangères ou d'ancienne fabrication qui seront saisies seront confisquées au profit du roi (2).

L'exportation des espèces ou matières d'or et d'argent, prohibée par l'article 12 de l'Édit de 1515, est interdite par d'autres arrêts ou déclarations (Déclaration du 29 août 1716 (3), arrêt du 17 décembre 1715 (4). Il faut, pour emporter de l'argent hors de France, la permission du roi. Ainsi, le 26 mai 1716, le sieur Béguin, lieutenant général de Reims (5), demande la permission d'emporter une somme de 600 livres pour le voyage d'Aix-la-Chapelle où il va

---

1. Arch. nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 14.

2. Arch. nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 75.

3. Bibl. nat., M. S. nouv. acq. fr. 2519 (*Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances...* second volume), f<sup>o</sup> 58.

4. Arch. nat., A D\* 732.

5. Arch. nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 12.

prendre les eaux. L'on en réfère au Conseil de Finance qui accorde l'autorisation.

Aux termes de la Déclaration du 29 août 1716 précitée, pendant toute la durée de la réformation ordonnée par l'Edit de décembre 1715, aucune personne ne pourra faire entrer dans le royaume des espèces réformées ou fabriquées aux empreintes désignées par ledit Edit, à peine de confiscation, d'amende et de peine afflictive suivant l'exigence des cas.

Les faux-monnayeurs sont fort nombreux. Le Conseil de Finance est impitoyable à leur égard. Le 3 octobre 1715, la peine de mort est édictée contre eux (1).

Les faux-monnayeurs qui fabriquent en France des monnaies étrangères sont punis. Le préambule de la Déclaration du 5 octobre (2), est tout à fait significatif à cet égard. « Nous avons été informés que dans plusieurs de nos provinces et principalement sur nos frontières il s'est introduit un grand nombre de personnes qui fabriquent presque publiquement des monnaies étrangères qu'ils introduisent ensuite dans les Etats voisins où elles sont reçues,

---

1. Bibl. Nat., M. S, nouv. acq. fr. 2519 (*Recueil par extrait... sur les affaires de finances...* second volume), f<sup>o</sup> 55.

2. Arch. Nat., AD\* 732 (« Déclaration du roi portant que les ordonnances rendues contre les faux-monnayeurs seront exécutées »).

et qui se croient à l'abri des supplices, parce que les monnaies étrangères n'ont point cours dans notre royaume; comme si tout ce qui est crime en soi, tout ce qui tend à troubler le commerce et la société, à violer la foi publique, et à usurper les droits sacrés des souverains pouvait rencontrer quelque part l'impunité.

« Nous sommes persuadés d'ailleurs que quand même la paix ne serait pas aussi affermie qu'elle l'est entre nous et les puissances voisines, les égards que les princes se doivent les uns aux autres exigent toujours qu'ils s'aident mutuellement à arrêter le cours des entreprises injurieuses à leur caractère et pernicieuses au bien commun. »

Parfois, le peuple prend fait et cause pour les faux-monnayeurs. Le 10 novembre 1716 (1), l'intendant d'Auvergne, de Nointel, est commis par le Conseil pour informer et faire le procès aux coupables d'une sédition et de l'enlèvement du nommé Chanteloube, faux-monnayeur, qui avait été arrêté à Azenières, paroisse de Baurat près Langeac (2).

Le Conseil est au contraire parfois aidé dans sa tâche par les particuliers. Le 25 octobre 1715, l'on annonce au Conseil que le sieur Doachim, orfèvre à

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 42.

2. Cf. l'arrêt du 22 janvier 1717 relatif à la même affaire (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869).

Toulouse, a trouvé un secret « pour empêcher qu'on ne falsifie la monnaie » (1). L'Assemblée déclare qu'il en peut faire l'essai, pourvu qu'il n'en coûte rien au roi. Rouillé écrira à cet effet aux officiers de la Monnaie.

Le Conseil fait diverses nominations. Ainsi, le 27 juillet 1717 (2), il ordonne que le nommé Caignart, ci-devant pourvu des offices de prévôt et de lieutenant de prévôt des monnayeurs de la Monnaie d'Amiens, jouira du titre et fera les fonctions de monnayeur en ladite Monnaie. Il transmettra ce droit à sa postérité ainsi que s'il était d'estoc et ligne des anciens monnayeurs et il sera maintenu sa vie durant dans lesdites places de prévôt et de lieutenant de prévôt comme s'il y avait été élu par les autres monnayeurs, pourvu qu'il renonce au remboursement de la somme de 2.000 livres mentionnée sur la quittance de finance desdits offices de prévôt et de lieutenant de prévôt des monnayeurs.

D'autres arrêts commettent différentes personnes « pour exercer l'office de juge garde » de la Monnaie (3).

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 51.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

3. Par exemple, l'arrêt qui commet Gesbron de la Villette pour exercer l'office de juge garde de la Monnaie de Rennes, vacant par le décès du sieur Rousselet (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870, 19 août 1718). — Cf. également l'arrêt du 3 avril 1716 (Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 41).

Lorsqu'il faut établir un Hôtel des monnaies dans un endroit, c'est le Conseil qui le décide (1).

VII. — *Proposition de Law relative à  
l'établissement d'une banque*

Le 24 octobre 1715 (2), un « Conseil extraordinaire » est tenu par le régent « pour la banque proposée par le sieur Law ». En outre des conseillers du Conseil de Finance, Pelletier, D'aguesseau, Amelot, Bignon, prévôt des marchands, conseillers d'Etat, Le Blanc et de Saint-Contest, maitres des requêtes, et le procureur général sont « extraordinairement appelés ».

Fagon, rapporteur, expose le projet du sieur Law (*sic*) consistant à établir une banque à Paris. Il fait voir, dit le procès-verbal, tous les avantages et les inconvénients.

« L'idée de cette banque est de faire porter tous les revenus du roi à la Banque, d'y donner aux receveurs généraux et fermiers des billets de 10 écus, 100 écus et 1.000 écus, poids et titres de ce jour qui seront nommés billets de banque. » Ces billets de

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, fo 18 (9 octobre 1716).  
« Arrêté qu'il sera établi un Hôtel des Monnaies à Orléans. »

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>os</sup> 45 et suiv.

banque seront portés ensuite par les receveurs et les fermiers au Trésor royal qui leur expédiera des quittances comptables. Tous les créanciers du roi ne recevront au Trésor royal que des billets de banque dont ils pourront aller sur-le-champ recevoir la valeur à la banque « sans que personne soit tenu ni de les garder ni de les recevoir dans le commerce, mais le sieur Law prétend que l'utilité en sera telle que tout le monde sera charmé d'avoir des billets de banque plutôt que de l'argent par la facilité qu'on aura à faire les paiements en papier, et par l'assurance d'en recevoir le paiement toutes les fois que l'on voudra. » Mais, pourrait-on dire, s'il arrive qu'il y a plus de billets que d'argent ? « On ne fera des billets, répond Law, qu'au prorata de l'argent qui entrera, et par ce moyen, on évitera les frais de remise, le danger des voitures, la multiplicité des commis, etc. »

Tel est l'exposé du système de Law. Le régent juge à propos d'entendre sur ce sujet des négociants et des banquiers qu'il fait entrer pour avoir leur avis. « Ces négociants étant entrés au nombre de treize avec le sieur Law, ils se sont expliqués et ont proposé trois avis.

« Le premier, que l'établissement de la banque était utile dès à présent. Fénelon, Tourlon, Guyguer et Piou.

« Le second, que cet établissement pouvait être

utile dans un autre temps que celui-ci, mais qu'il serait nuisible dans la conjoncture présente. Anisson.

Le troisième, que cela devait être entièrement rejeté, Bernard, Heusch, Mouras, Le Couteux et quatre autres ».

Les négociants s'en vont. Le régent prend les voix.

Le Pelletier est d'avis d'établir la banque « en donnant quelque profit sur les billets » pour les accréditer, mais il ajoute qu'il faut attendre, le moment n'étant pas propice.

Dodun croit la banque bonne « sans donner un profit aux billets », parce que cela augmenterait les charges de l'Etat, mais il déclare qu'il faut attendre que la confiance dans le gouvernement soit rétablie.

De Saint-Contest ne pense pas qu'une banque puisse jamais « avoir de solidité dans le royaume, parce que l'autorité y règne toujours et que le besoin y est souvent ».

Gilbert est persuadé que l'établissement d'une banque est avantageux en soi par la circulation et la multiplication des espèces, mais il ne croit pas qu'on puisse présentement l'établir sans de grands inconvénients, il ajoute qu'il serait fâcheux de hasarder un projet qui pourrait ne pas réussir.

De Gaumont pense que l'on ne doit pas risquer cet

établissement dans le temps présent et que cela influerait sur le gouvernement.

De Baudry croit cet établissement bon, mais il ne pense pas que dans les circonstances présentes « le public y puisse donner sa confiance, que c'est cependant ce qui doit l'accréditer, sans quoi la banque tomberait d'elle-même, ainsi il juge qu'il faut attendre pour ne pas donner comme un remède ce qui serait visiblement un mal ».

D'Argenson ne regarde la banque que comme la caisse des revenus du roi, il ne trouve aucun inconvénient à l'établir « en supposant que la fidélité en sera toujours exacte, et croit qu'on doit tenter cette voie innocente pour rattraper la confiance ».

D'Effiat croit l'établissement utile, mais non à présent, car « cela ferait présentement resserrer l'argent encore plus qu'il ne l'est ».

Le duc de Noailles est persuadé de l'utilité d'une banque, mais, dit-il, le temps ne convient pas. La défiance est générale. De plus, l'opposition des négociants « dont la confiance est essentielle pour l'accréditement de la banque la ferait échouer ». Il faut la leur faire désirer avant de l'établir « et commencer par supprimer toutes les dépenses inutiles pour payer les dettes de l'Etat ». Il pense « que rien ne sera plus propre à regagner la confiance par l'attention qu'on verra à Son Altesse Royale pour le bien public dont on est déjà très persuadé par les pre-

miers arrangements qu'elle a faits ; et afin que l'on ne soit pas plus longtemps dans l'incertitude qu'on doit déclarer dès aujourd'hui que la banque n'aura point lieu ».

Fagon est du même avis. Il ajoute que le papier répandu dans le public est ce qui cause le discrédit et qu'en « arrangeant » le papier on regagnera la confiance.

D'Aguesseau est aussi du même avis. Il pense que pour rétablir la confiance « Son Altesse Royale n'a qu'à continuer à travailler comme elle fait pour le bien public ».

Le procureur général se pose deux questions auxquelles il répond :

1° La banque est-elle utile en soi ? Il est prouvé que non ;

2° L'est-elle dans le temps présent ? Tout le monde est persuadé du contraire.

Amelot, Desforts, Le Blanc et d'Ormesson sont de l'avis du duc de Noailles.

Rouillé pense que l'on doit prendre l'avis du public et que le public y est opposé. Il n'y a donc qu'à persévérer dans le bien pour faire revenir la confiance.

Le maréchal de Villeroy déclare qu'on ne pourrait tirer présentement aucun profit de la banque et que l'arrangement des rentes et des troupes suivi de celui des billets ramènera la confiance. Au reste, il est de l'avis du duc de Noailles.

La déclaration que fait le régent est intéressante. Il dit qu'il est entré persuadé que la banque devait avoir lieu. Toutefois, après ce qu'il vient d'entendre, il est de l'avis du duc de Noailles. Il déclare « qu'il aut annoncer à tout le monde dès aujourd'hui que la banque est manquée ».

Le 22 novembre 1715 (1), le duc de Noailles lit un mémoire qu'il a fait concernant les papiers royaux. Dans ce mémoire, il écarte : 1<sup>o</sup> la proposition d'établir une banque pour le temps ; 2<sup>o</sup> celle de les faire recevoir forcément dans le commerce ; 3<sup>o</sup> celle de les convertir en rentes, et il adopte la proposition de réduire tous les papiers en un seul, et d'y attacher un modique intérêt, au moyen de quoi on sera toujours en état d'en retirer, et à mesure qu'on en retirera on bonifiera ce papier.

Gilbert de Voysins, d'Effiat, le maréchal de Villeroi sont du même avis que le duc de Noailles. Il en est de même de Fagon et de la Houssaye (2).

Le régent, nous l'avons vu, avait pris en main la cause de Law. Ce dernier, battu, ne se décourage pas. Il établit d'abord une banque en son propre nom, en 1716. Les lettres patentes portant privilège au sieur Law

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>os</sup> 70-71.

2. En adoptant cette dernière proposition, le Conseil admet en somme le principe du Visa qui fait l'objet de la déclaration du 7 décembre 1715 (Isambert, *Anciennes Loïs françaises*, t. XXI, p. 67).

et à sa Compagnie d'établir une banque générale et de stipuler en écus de banque du poids et titre de ce jour sont du 2 mai 1716 (1). Par le moyen de cette banque, ajoutent les lettres, il se propose d'augmenter la circulation de l'argent, faire cesser l'usure, suppléer « aux voitures des espèces entre Paris et les provinces, donner aux étrangers le moyen de faire des fonds avec sûreté dans le royaume, et faciliter au peuple le débit de ses denrées et le paiement de ses impositions. La banque devient bientôt un bureau général des recettes du royaume. On y joint une Compagnie du Mississippi. Le public s'empresse d'acheter « avec fureur », dit Voltaire, les actions de cette Compagnie et de cette banque réunies. Les richesses, auparavant resserrées par la défiance, circulent avec profusion. Les billets doublent, quadruplent ces richesses.

Le succès de Law est rapide. Les billets de sa banque sont reçus en paiement des impôts (10 avril 1717). En décembre, chacun des actionnaires reçoit un dividende de 7 1/2 0/0 pour un seul semestre. Le crédit est rétabli.

Mais le triomphe de Law est aussi l'abaissement du Conseil de Finance.

Dans l'*Histoire des Finances pendant la Régence de 1715* (2), nous lisons : « Il y avait [pour Law]

1. Isambert. *Anciennes Lois françaises*, t. XXI, p. 100.

2. Bibl. Nat. M. S. nouv. acq. fr., 1431, f° 44.

bien des obstacles à surmonter, le Conseil ne comprenait rien à ces nouveaux principes de finances ; ils blessaient les anciens usages, les prérogatives des charges, l'autorité des ministres, les préférences par lesquelles ils se font des créatures. Ils simplifiaient la manière de percevoir les revenus du roi et on entrevoyait que cette simplification rendrait inutiles beaucoup d'employés qui s'étaient établi des droits aussi utiles à eux-mêmes que préjudiciables aux affaires. Voilà ce que l'intérêt personnel faisait très bien entendre. » Ces obstacles une fois surmontés, Law s'efforce de se venger de l'homme qui, en 1715, a fait rejeter sa proposition d'établir une banque.

Le Conseil a un autre ennemi : d'Argenson. Au commencement de l'année 1718, un coup de théâtre se produit ; d'Argenson, le 28 janvier, devient à la fois Garde des Sceaux et président du Conseil de Finance (1).

« Le régent, lisons-nous dans l'*Histoire des Finances pendant la Régence de 1715* (2), tint un Conseil particulier le 5 janvier où on discuta la situation présente des affaires. On trouva que le Conseil de Finance avait beaucoup travaillé sans avancer ; il

---

1. Jouvencel (de). *Le contrôleur général des finances sous l'ancien régime*. Thèse de Doctorat en Droit, Paris, 1901, in-8°.

2. Bibl. Nat. MS. nouv. acq. fr., 1431, f° 55.

n'y fut proposé que la reprise des moyens qu'on avait déjà tentés sans aucun fruit. Le régent s'y attendait ; il avait pris intérieurement son parti, et il tenait ce conseil plutôt pour examiner la disposition de l'esprit de ceux qui le composaient, que pour suivre leurs avis. En effet, il les réfuta par des raisons solides confirmées par l'expérience et ordonna à M. Law de faire ses propositions. On y fit quantité d'objections qui ne demeurèrent pas sans réponse, et le régent instruit et décidé sur le parti qu'il voulait prendre ôta le 28 janvier 1718 les sceaux à M. le chancelier (1) et les finances au duc de Noailles, et donna l'un et l'autre à M. d'Argenson. »

L'auteur de cette *Histoire des Finances* (2), visiblement hostile au Conseil de Finance, met en parallèle l'œuvre de Law (établissement d'une banque libre) et l'œuvre du Conseil. Au premier, il décerne les éloges les plus pompeux : « L'établissement d'une banque libre, laquelle avec un fonds de 375.000 livres avait adouci les maux des opérations [du Conseil de Finance], avait tracé la route du crédit, de la circulation et de la confiance, et qui avait réussi dans toutes ses entreprises... »

Voici maintenant comment il apprécie l'œuvre du Conseil : « La dette du roi n'était diminuée que des

---

1. Il s'agit de d'Aguesseau, ami de Noailles.

2. Bibl. Nat., MS. nouv. acq. fr., 1431, f<sup>os</sup> 46-47.

parties dont son Conseil l'avait déclaré quitte sans en faire de paiement. Sa Majesté n'en était pas plus à son aise, et les affaires, à cela près, étaient dans une égale situation lors de la mort de Louis XIV. »

Nous avons parlé de l'hostilité de Law et de d'Argenson à l'égard du Conseil de Finance. Cette hostilité nous est attestée par divers témoignages.

L'avocat Barbier, dans son *Journal* (1), dit en parlant de Law : « Pour s'introduire auprès du régent, il a cherché accès auprès du duc de Noailles... et ensuite, il l'a fait chasser pour être à sa place ».

Voici maintenant, pour d'Argenson, un témoignage de son fils (2) : « Depuis la mort du roi, on le maltraitait dans sa place. Le duc de Noailles et son parti, qui avait ses desseins, toute cette race de petits seigneurs et la clique jansénienne gouvernaient et trompaient le régent ; on le portait à donner des dégoûts à mon père dans sa charge, en prenant ce prince par son faible qui était de prendre tout le contrepied du feu roi. »

Barbier dit, dans son *Journal* (3) : « M. d'Argenson a eu tout d'un coup un matin la place de M. le

---

1. Année 1718.

2. *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, publiés par Rathéry, t. I, p. 40.

3. Année 1718.

duc de Noailles, président du Conseil des Finances, et de M. d'Aguesseau, chancelier et garde des Sceaux, lequel fut relégué à Fresnes, sa terre, à six lieues de Paris, du côté de Meaux (ces deux hommes étaient les plus grands ennemis de M. d'Argenson) le Parlement ne douta pas alors qu'il ne se vengeât de lui. » Ainsi donc, dans leur lutte contre le duc de Noailles, Law et d'Argenson ont agi par vengeance.

Quelques mois après l'élévation de d'Argenson, la banque générale de Law est déclarée royale par une déclaration du 4 décembre 1718 (1). A ce moment, les Conseils sont supprimés ou modifiés de telle sorte qu'ils ont perdu leur véritable caractère. La Polysynodie a vécu.

---

1. Bibl. Nat., MS. nouv. acq. fr. 1431 (*Histoire des Finances pendant la Régence de 1715*), f° 67.

## CHAPITRE IV

### **Domaine. — Eaux et Forêts. — Ponts et Chaussées. — Travaux Publics Rapports avec les communautés d'habitants Commerce et Industrie. Affaires diverses**

Nous avons étudié jusqu'à présent les attributions purement financières du Conseil de Finance. Il nous reste, pour terminer, à nous demander quels pouvoirs le Conseil possède en matière administrative. Quelles sont ses attributions en ce qui concerne le Domaine, les Eaux et Forêts, les Ponts et Chaussées, les Travaux publics, quels sont ses rapports avec les communautés d'habitants et d'Arts et Métiers ? Enfin, nous examinerons les affaires diverses excessivement variées qui lui sont soumises.

#### *I. — Attributions domaniales*

Les réunions de biens et d'héritages au domaine sont l'objet d'Edits qui sont préparés au Conseil de

Finance. Le 28 avril 1716 (1), Rouillé fait lecture d'un projet d'Edit qui unit au domaine la terre et la seigneurie de Versailles, les biens et les héritages qui y ont été joints. Le même Edit conserve à Blouin l'intendance du château et du parc avec le titre de gouverneur et de capitaine des chasses.

Les projets d'échange de biens domaniaux avec d'autres qui n'ont pas ce caractère sont également soumis au Conseil. Le 10 juillet 1716 (2), de Grancay demande qu'il lui soit accordé des lettres pour faire l'échange de quelques bois appartenant à Sa Majesté dans la maîtrise d'Alençon avec une maison lui appartenant près de Louvre, valant 1.500 livres de loyer, tandis que les bois ne produisent que 800 livres par an. Le Conseil fait droit à la requête.

Les engagements du Domaine sont également discutés au Conseil de Finance. Le procès-verbal du 25 janvier 1716 (3) nous fournit à ce sujet des détails intéressants. Dans cette séance, on lit un mémoire du comte de Toulouse qui a prêté 900.000 livres au roi, dont une partie seulement a été payée — et qui a « fourni » le buisson d'Yevre près d'Argentan, contenant environ 1.200 arpents, pour y établir le haras du roi. Il demande que, sui-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 62

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 68-69.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 41.

vant la promesse qui lui avait été faite par le feu roi, il lui soit donné des domaines en Bretagne. On lit alors l'avis du procureur général qui porte qu'on peut dans une cause légitime et nécessaire engager le Domaine du roi pendant sa minorité comme pendant sa majorité parce qu'à l'égard de ses domaines il est toujours également mineur.

Le procureur général se détermine aussi par les circonstances du fait en faveur du comte de Toulouse. Le conseil est d'avis d'accorder la demande du comte de Toulouse et en conséquence de faire procéder à l'adjudication des domaines de Bretagne par lui demandés en présence des commissaires nommés à cet effet.

Quatre jours après (1), le duc de Noailles lit un arrêt qui nomme des commissaires du roi pour engager au comte de Toulouse des domaines de Bretagne jusqu'à concurrence des sommes par lui avancées pour le service de l'Etat.

Les commissaires sont Le Pelletier, de Souzy, Daguesseau, de Caumartin, Dargouges, Desforts, Rouillé, de la Houssaye, Fagon et d'Ormesson.

Les domaines sont Lesneven, Auray, Ploërmel, Hennebont, Quimper, Quimperlé, Dinan et Carhaix.

Le Conseil accorde certaines autorisations relati-

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre (28 janvier 1716), f<sup>o</sup> 44.

vement au Domaine. Le 3 juillet 1716 (1), les habitants de la ville de Luzignan et des paroisses circonvoisines de Poitou demandent qu'il leur soit permis de faire paître leurs bestiaux dans les bois du roi, attendu qu'ils périssent par la grande rareté des fourrages. Cette faveur est accordée par le Conseil de finance.

S'agit-il, au contraire, d'employer une mesure de rigueur contre des personnes résidant sur le Domaine ? C'est encore le Conseil de Finance qui indique le parti à prendre.

Le 9 mars 1717 (2), un arrêt est rendu, d'après lequel les maisons des paysans et morceaux de terre en dépendant réunis au domaine de Versailles et Marly faute de paiement des cens et rentes seront de nouveau adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur.

Les engagistes ont-ils quelque demande à adresser relativement au Domaine ? C'est au Conseil de Finance qu'ils doivent présenter leur requête. Le 28 août 1716 (3), le prince de Talmont, engagé du domaine et du duché de Châtellerault et d'une grande partie des bois, demande que les amendes infligées à raison des délits commis dans ce qui lui

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 59.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 68.

est engagé lui soient adjudgées. Le Conseil permet qu'il en soit ainsi. D'autre part, le même engagiste demande à ce qu'on lui laisse la faculté de mettre des gardes dans la forêt de Châtellerault, de les changer et d'en augmenter le nombre quand il le jugera nécessaire. Ceci est également accordé par le Conseil, mais cette assemblée tient à réserver les droits du roi. Elle ajoute : « Sans que cela néanmoins empêche qu'on y mette des gardes à la bandolière du roi pour la conservation des bois qui appartiennent à Sa Majesté. »

Le 22 octobre 1715 (1), les trésoriers de France demandent à être maintenus dans le droit de connaître du domaine et de la voirie, soit que le domaine soit engagé ou non. Le Conseil est d'avis que « les causes qui ne concernent pas le fond » des domaines engagés sont de la compétence des juges ordinaires, mais que la demande des trésoriers de France doit être renvoyée au Parlement.

Lorsqu'il s'agit de vendre des meubles de la Couronne, le Conseil de Finance décide. Le 16 octobre 1715 (2), le sieur de Fontanieux, garde des meubles de la Couronne, demande un arrêt qui lui permette de vendre les meubles qui sont dans les maisons royales et qui se dégradent, sur le pied de

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 44.

2. Arch. Nat. F<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 31.

l'estimation qui sera préalablement faite. Le Conseil déclare que le procureur général de la Chambre des comptes donnera sa réquisition, que l'on fera un inventaire des meubles qui « déperissent » et qu'on procèdera ensuite à la vente devant des commissaires qui seront nommés à cet effet. D'ailleurs, le duc de Noailles en référera au Conseil de régence.

## II.— *Eaux et Forêts*

Nous étudierons d'abord ce qui concerne les bois, puis les cours d'eau et les fossés.

1° *Bois*. — Le Conseil de Régence, à l'instigation du Conseil de Finance, peut casser les jugements des Chambres des Eaux et Forêts (1). Le Conseil de régence rend des arrêts qui commettent certaines personnes « à l'exercice de garde général » en une maîtrise des Eaux et Forêts (2). Le 5 novembre 1715 (3), le Conseil de Finance apprend que Chauvin, maître particulier de Niort, trouble tout dans sa maîtrise ; « c'est un violent et un emporté ». L'Assemblée arrête que sa charge d'alternatif sera « réunie à celle de l'ancien qui y consent ». Le Conseil de Finance oblige les communautés et les ecclésiastiques

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870 (arrêt du 16 août 1718).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868 (arrêt du 13 février 1717).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 53.

tiques « à envoyer les arpentages de leurs bois (1) ».

Les officiers de la maîtrise de Noyon ayant demandé à entrer dans le parc de l'évêque pour faire la visite du bois, celui-ci s'y opposant, le Conseil de Finance arrête qu'on lui écrira au nom du régent pour le prier de faire ouvrir les portes et que les officiers devront s'y transporter (2).

Le Conseil ordonne qu'il soit fait des routes dans les forêts, qu'il s'agisse de forêts engagées (3) ou non. Il indique les limites des maîtrises. Ainsi le 23 octobre 1716 (4), le Conseil doit se prononcer sur la contestation entre les officiers des Eaux et Forêts de Paris et ceux de Saint-Germain pour savoir dans le ressort de laquelle des deux juridictions sont les bois de Marly, Versailles, Meudon et Verrières. Le Conseil décide qu'il sera fait un règlement pour circonscrire la maîtrise de Saint-Germain à laquelle on attribuera les bois de Marly, Versailles, Saint-Cloud. Les bois de Meudon et de Verrières appartiendront à la maîtrise de Paris

Le Conseil fait visiter les bois pour en régler les coupes. Le 3 décembre 1715, le Conseil apprend que de Cany a visité les forêts de Marly et de Versailles. Blouin s'oppose à ce que l'on coupe la plus

---

1. Arch. Nat., G<sup>r</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 7 (2 octobre 1716).

2. Arch. Nat., G<sup>r</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 5 (23 septembre 1715).

3. Arch. Nat., G<sup>r</sup> 1868 (26 janvier 1717).

4. Arch. Nat., G<sup>r</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 31.

grande partie de cette dernière, parce que les arbres servent d'ornement au château. L'on décide que les arbres seront coupés, sauf ceux qui servent d'ornement (1). Le Conseil indique le nombre d'arpents qui devront être coupés (2).

Les grands maîtres des Eaux et Forêts envoient au Conseil l'état des coupes à faire dans leur département (3) et cette assemblée ordonne souvent que les coupes seront ordonnées suivant leur avis.

Les communautés demandent parfois au Conseil la permission de couper leurs bois (4). Le 7 octobre 1715 (5), les officiers de la maîtrise de Rennes sollicitent l'autorisation de faire abattre quarante pieds de chêne pour réparer leur auditoire. Le grand maître des Eaux et Forêts déclare qu'une quinzaine suffisent ; le Conseil permet de les couper.

Le 11 février 1716 (6), le Conseil arrête que le fermier, les marchands et adjudicataires des bois du parc de Meudon représenteront les titres en vertu

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 78 (3 décembre 1715).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 31 (23 octobre 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 79 (3 décembre 1715).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 74 (11 décembre 1716).

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 23 (7 octobre 1715).

6. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 70.

desquels ils ont fait faire des coupes par devant le sieur de Cany, grand maître.

Il est un arrêt fort intéressant relatif aux pins de l'élection de Bordeaux. Cet arrêt, rendu le 13 février 1717 (1) fait défense de mener ni laisser paître aucune chèvre ni bête à corne dans les « pignardas » des forêts de pins de l'élection de Bordeaux, de mettre le feu aux landes voisines desdites forêts ni d'allumer les piles de bois pour faire du charbon « plus près que d'une demi-lieue » et sans avoir averti les consuls ou syndics. L'arrêt défend de couper et d'arracher les jeunes pins. Aujourd'hui encore, l'Etat protège d'une façon toute particulière en raison de leur grande utilité, les forêts de pins de la région bordelaise.

Lorsqu'une personne exerce un droit d'usage dans un bois, elle peut être invitée à produire son titre (2).

Le bois une fois coupé est vendu par adjudication, si le Conseil de Finance l'autorise (3). L'arrêt qui permet la coupe peut indiquer que le parc pourra être replanté de telle ou telle façon. Le 7 décembre 1717 (4), un arrêt ordonne la vente des bois de la

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (13 février 1717).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868 (24 décembre 1717).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup>, 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 70 (11 février 1716).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868. Cf. aussi la délibération du 28 août 1716 : « Arrêté qu'il sera fait recépage de 5 arpents de bois incendiés au mois d'août 1716, dans la forêt de Saint-Forquier,

commune de Saint-Gerniant « pour être « replantée en ormes en quinconges » (*sic*).

Les délits forestiers sont sévèrement réprimés. Le 16 octobre 1715, des particuliers de Francheval (1) sont condamnés à 2.000 livres d'amende par la maîtrise de Sedan « pour avoir coupé des bois ». Le 23 février 1717 (2), un arrêt commet Daubigny, grand maître des Eaux et Forêts de Touraine, pour instruire le procès aux coupables des abus, délits, dégradations et malversations commis dans les bois de Sa Majesté situés dans la maîtrise de Fougères. Bien plus, le Conseil (3) prie le Conseil de Guerre, le 17 juillet 1716, d'ordonner à une compagnie franche qui est dans la ville de Niort de prêter main-forte aux gardes-forêts et de les accompagner afin d'empêcher les abus et les malversations qui se commettent dans la forêt de Niort. Le 27 novembre 1716 (4), les religieux de l'abbaye de Ligny demandent une modération de la somme à laquelle ils ont été condamnés « pour mauvais usage de leur bois ». Le Conseil abaisse cette somme à 30.000 livres.

2° *Eaux*. — Le Conseil s'occupe de tout ce qui con-

---

située dans la maîtrise de Villemur. » (Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup>s 68-69.)

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 32.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 80.

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 65.

cerne la mise en état de navigabilité des rivières. Le 11 août 1716 (1), le duc de Noailles lit un Mémoire pour rendre navigable la rivière de Sées près d'Avranches depuis la mer jusqu'au lieu de Tierpié. Après la lecture, le Conseil, désirant avoir l'avis du Conseil du Dedans, décide de lui communiquer ce Mémoire.

Le 2 octobre 1716 (2), le Conseil de Finance déclare que l'on fera les dépenses nécessaires pour détourner « le canal de la rivière de l'Adour » dont l'impétuosité pourrait détruire la ville d'Aire.

Il ordonne qu'il sera fait une imposition annuelle (3) pour l'entretien des « biez et fossés qui enferment les grandes et petites prairies » de Cinq mars et de Langeais.

Relativement aux bacs, le Conseil décide, le 2 octobre 1716 (4), que l'on accordera comme par le passé la gratification de 60 livres par an à la veuve Bordier, propriétaire d'un bac, pour le passage de la rivière Seine à Fontaine-le-Port près l'abbaye de Barbeau.

Lorsque des marais doivent être desséchés, le Conseil s'efforcera de procurer les fonds nécessaires. Le 13 avril 1717 (5), un arrêt ordonne que sur les

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 42.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 11.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (2 août 1718).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 6.

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869.

12.000 livres qui doivent provenir de l'imposition qui sera faite pendant dix ans dans la généralité de Caen, il en sera employé celle de 18.000 livres pour le dessèchement des marais des Élections de Caen, Carentan et Valogne.

### III. — *Ponts et Chaussées*

1° *Chemins*. — Le Conseil est consulté lorsqu'il s'agit de tracer un chemin. L'arrêt du 19 novembre 1717 (1), préparé au Conseil de Finance, commet le sieur Fornier de Montagny, l'un des trésoriers de France au bureau des Finances à Paris, pour faire, en sa présence, tracer et aligner le nouveau chemin qu'il convient de faire de Paris à Bagnolet, « commençant au bout de la rue de Charonne, faubourg Saint-Antoine, au lieu dit Fontarabie, passant au milieu des terres au-dessous du parc dudit Charonne jusqu'au château de Bagnolet ».

Ledit Fournier dressera « procès-verbal de la quantité de terre qui sera prise à chaque propriétaire par ledit chemin, et en règlera le prix qui sera payé auxdits propriétaires sur les mandements dudit sieur de Montagny » (2).

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1868.

2. Voir aussi : Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 69 (10 juillet 1716) et G<sup>7</sup> 1869 (28 mai 1717).

Tout ce qui concerne les réparations des chemins est de la compétence du Conseil. Le 27 septembre 1715 (1), les syndics généraux du pays de Gex, province de Bresse, demandent que le roi contribue pour moitié à la réparation de leurs chemins, offrant d'en payer l'autre moitié. Il est fait droit à cette requête, suivant l'avis de l'intendant de La Briffe. L'intendant de Rouen, de Gasville, demande l'autorisation d'imposer 158.000 livres pour réparer les chaussées emportées « par les débordements de l'hiver » (2). Le Conseil autorise l'intendant à imposer cette somme.

Le 25 janvier 1718, l'on impose sur les contribuables du département de Metz 20.000 livres pour les ouvrages « imprévus et indispensables des ponts et chaussées » (3).

Lorsqu'il s'agit de paver une rue, le Conseil indique la manière dont le travail sera fait. Le 11 mai 1717 (4), un arrêt, rendu sur la requête des propriétaires de la plupart des maisons et héritages de la rue Meslé, à Paris, située entre la rue Saint-Martin et la rue du Temple, ordonne que ladite rue Meslé sera pavée en pavé neuf dans sa longueur et sa largeur

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 8.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 51 (26 janvier 1716).

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869.

depuis la rue Saint-Martin jusqu'à la rue du Temple, et que le prix dudit pavé sera payé par les propriétaires des maisons et héritages de la rue Meslé chacun en droit soit pour la part et portion dont ils seront tenus par rapport aux devantures et façades de leurs maisons et héritages.

Le Conseil décide, au sujet du pavage d'Angers (1) que le sieur de Bron, ingénieur du roi en la généralité de Tours, fera un devis du travail à faire. Ensuite, l'adjudication sera faite par devant l'intendant.

Les prestations sont réglementées par le Conseil. Il est permis aux rouliers et charretiers d'Orléans et des environs de continuer à voiturier sur le chemin d'Orléans à Paris six poinçons de vin (2), « à condition par chacun desdits voituriers et charretiers retournant à vide de la ville de Paris et des environs de porter les vingt-quatre gros pavés ou deux poinçons de gros sable qu'il leur est enjoint de voiturier par l'arrêt du 11 juillet 1682, non seulement depuis la fausse porte d'Etampes jusqu'à l'orme d'Assas, mais encore depuis ledit orme d'Assas jusqu'à la porte Banière, faubourg d'Orléans ».

Lorsque des malversations se sont produites dans la construction des chemins, le Conseil commet un intendant pour faire l'enquête (3).

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (17 juin 1718).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869 (13 avril 1717).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869 (12 janvier 1717); G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 22 (13 octobre 1716).

2° *Ponts*. — Le Conseil règle les conditions d'adjudication des travaux. Le 5 juillet 1718 (1), un arrêt ordonne ceci : Poullétier, intendant de Lyon, procédera à l'adjudication des ouvrages à faire relativement à la construction d'un pont de bois appelé passerelle à faire sur les culées et ruines des piles du pont de Dorieux sur la rivière de Brenne, et le prix de l'adjudication qui ne pourra excéder 1.300 livres sera imposé en 1718 tant sur les exempts et privilégiés que sur les contribuables aux tailles des paroisses des élections Lyon et de Villefranche, voisines dudit pont.

Le Conseil concède les péages. Le 9 avril 1717 (2), un arrêt reçoit l'offre du sieur Rennequin de construire à ses frais pendant le cours de la présente année un pont à Paris entre l'île du Palais et celle de Notre-Dame sous la condition de percevoir pendant douze ans 3 deniers sur chaque personne qui passera, 12 deniers pour chaque personne à cheval, 12 deniers par cheval ou<sup>o</sup> bourrique chargés y compris le conducteur, 9 deniers par chaise à porteur, 12 deniers par brouette à deux roues, etc.

Le 12 juin 1716, le Conseil (3) arrête que les propriétaires des péages communiqueront leurs titres.

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 24.

Plus tard, il décide (1) que les propriétaires des péages de la rivière de Loire représenteront leurs titres par devant les intendants des généralités et les grands maîtres des Eaux et Forêts des départements où ces droits se perçoivent.

Le Conseil ne se laisse pas intimider par les personnes qui demandent confirmation de leurs péages, même lorsque celui qui adresse la demande est le régent. Le 28 juillet 1719 (2), « Son Altesse Royale, Monseigneur le duc d'Orléans, demande la confirmation des péages qu'il a droit de percevoir sur la rivière de Saône, à cause de la terre et de la seigneurie de Beaujolais ». Quelle est la réponse du Conseil ? Elle est en tout semblable à celle qui pourrait être faite à un particulier. Nous lisons, en effet : « Renvoyé à l'intendant pour avoir son avis ».

3<sup>o</sup> *Mines*. — Lorsqu'un particulier adresse une demande à l'effet d'être autorisé à exploiter une mine, cette demande est examinée par le Conseil qui en réfère au régent.

Ainsi, le 10 janvier 1716 (3), le sieur Dupontpris (ou Dupourpris) demande la permission de fouiller les mines qui se trouvent en Bretagne en dédomma-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869 (27 avril 1717).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 18.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 23.

geant les propriétaires. Le régent accorde l'autorisation sollicitée. En 1718, un arrêt (1), accorde au sieur Blumenstein le privilège de faire exploiter pendant vingt années consécutives la mine de plomb qu'il a découverte dans la province de Forez près de la paroisse de Saint-Julien Molin Molette.

Un exploitant veut-il cesser l'exploitation d'une mine ? C'est également au Conseil qu'il s'adressera. Le 20 décembre 1715 (2), le duc de Mazarin demande qu'il lui soit permis d'abandonner ses mines d'Alsace sauf à Sa Majesté à faire travailler aux mêmes mines en lui rendant le prix des « outils ». Le Conseil décide que de la Houssaye « écrira sur les lieux pour savoir si quelqu'un veut se charger de faire valoir ces mêmes mines, après quoi il sera fait droit sur la demande du duc de Mazarin ». Peu après, le 3 avril 1716 (3), un arrêt permet au duc de Mazarin de faire cesser le travail des mines d'argent, de cuivre et de plomb situées à Giromagny, près Belfort, en Haute-Alsace.

#### IV. — *Travaux publics*

Le Conseil s'occupe des adjudications au rabais. Par exemple, le 22 septembre 1715 (4), il décide que

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869 (8 janvier 1717).
2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 13.
3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 41.
4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 4.

l'on fera l'adjudication au rabais des ouvrages à faire pour la réparation de la maison où le bureau des Finances de Montpellier tient séance.

Il confirme les marchés faits. Le 12 juillet 1718 (1), un arrêt confirme et approuve les marchés faits au sujet des réparations nécessaires au presbytère et pour la refonte des cloches de la paroisse de Livarot en Normandie. Le même arrêt ordonne que le prix en sera imposé sur les habitants de la paroisse à la réserve de la somme de 100 livres que le curé a promis de donner.

Le Conseil peut, sur la demande d'un autre Conseil, donner l'ordre de distraire, pour une affectation différente, une partie du crédit imposé pour la construction d'un bâtiment. Ainsi, le 17 janvier 1716 (2), il est « arrêté sur une lettre du Conseil de Guerre que sur la somme imposée pour la construction des casernes de Dauphiné il en sera pris 31.000 livres pour meubler les casernes de Vienne ».

#### V. — *Rapports avec les communautés d'habitants*

Certains arrêts, confirment ou annulent les élections des officiers municipaux de diverses commu-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870. — Cf. aussi : Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870 (19 août 1718).

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 34.

nautés. Ainsi, un arrêt du 5 juillet 1718 (1) confirme l'élection des consuls faite à Tarbes le 20 mars dernier.

Le 10 décembre 1717 (2), un arrêt déclare nulles les élections des officiers municipaux qui auront été faites dans les assemblées convoquées à l'insu des intendants et dans lesquelles il aura été élu un plus grand nombre d'officiers qu'il n'y en avait avant la création de ceux qui sont supprimés. Le même arrêt ordonne qu'il sera procédé à une nouvelle élection.

Le 17 novembre 1715 (3), le maire et les échevins d'Amiens qui ont réuni au corps de ville l'office de maire et d'autres offices, se plaignent de ce que le lieutenant général les trouble dans leurs fonctions et veut convoquer les assemblées à leur préjudice. Le Conseil prend leur parti.

Divers arrêts accordent des indemnités aux villes pour certaines raisons. Ainsi, le 25 janvier 1718 (4), un arrêt accorde à la communauté de la Ciotat une somme de 20.000 livres pour la réparation de son

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 64.

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870. Cf. également : G<sup>7</sup> 1870 (1<sup>er</sup> avril 1718); indemnité accordée des habitants « qui ont souffert des logements de gens de guerre ».

port, cette somme sera payée aux consuls de la ville par le garde du Trésor royal.

Par contre, des communautés sont imposées par le Conseil, notamment pour l'établissement d'un curé ou la construction d'un presbytère. Le 12 novembre 1717 (1), un arrêt ordonne l'établissement d'un curé au village de Locquiniol, sous le nom duquel il sera fait emploi dans l'état des bois de Flandres de la somme de 300 livres pour lui servir de portion congrue.

L'arrêt du 15 décembre 1716 (2) décide que l'on imposera la somme de 21 livres sur tous les habitants de la paroisse de Saint-Hilaire, de la ville de Mirebeau, qui sera payée au curé pour lui tenir lieu de logement jusqu'à ce qu'ils lui aient fait construire un presbytère. Les communautés peuvent également être imposées pour payer les frais d'un procès (3), ou pour rembourser un créancier (4).

Lorsque les dettes et les charges qui pèsent sur une communauté sont trop lourdes à un moment donné, elle peut se faire autoriser à couper une partie de ses bois (5).

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 80.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 87 (11 septembre 1716).

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1870 (7 janvier 1718).

5. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868 (arrêt du 5 novembre 1717). — Les

Le Conseil de Finance, à plusieurs reprises, confère aux villes le droit d'établir des octrois. Ainsi, il accorde pour vingt ans (1) la jouissance d'un octroi à la ville de Lillers en Artois. Lorsque les habitants de Béziers demandent au Conseil une imposition (2) sur chaque espèce de denrées entrant dans la ville pour pouvoir acquitter leurs dettes, le Conseil la leur accorde.

Souvent, l'octroi est prorogé et certains droits sont augmentés pour réparer les murailles, les ponts et les chaussées des villes (3). Un droit peut recevoir d'après l'arrêt même, une affectation particulière. Tel est le cas à Dieppe. Le 20 octobre 1716 (4), un arrêt décide que les deniers provenant du droit de quayage de Dieppe seront employés à l'entretien des quais.

Les communautés peuvent enfin — c'est leur der-

---

communautés sont parfois autorisées à vendre une partie de leur domaine.

Cf. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868 (Arrêt du 10 décembre 1717). — Cf. également : Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869, Arrêt du 5 janvier 1717. D'après ce dernier arrêt, les habitants peuvent vendre *tous* leur domaines « en sorte néanmoins qu'il leur en reste suffisamment pour la nourriture des bestiaux nécessaires aux habitants pour la culture des terres ».

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 33.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 6 (25 septembre 1715).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868 (Arrêt du 6 mars 1717, relatif à Dinan).

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1867 (20 octobre 1716).

nière ressource — recourir à l'emprunt. Le 30 avril 1717 (1), un arrêt homologue la délibération du maire et des échevins d'Angers des 17 août 1715 et 28 avril 1716 et permet en conséquence au sieur de Pignerolle « d'emprunter jusqu'à concurrence des sommes nécessaires à la perfection des ouvrages adjugés en vertu de l'arrêt du 2. mars 1715 et pour la construction d'un second manège couvert dont le remboursement lui sera fait sur le produit de la ferme des octrois accordés par l'arrêt du Conseil du 12 mai 1716 dont le bail ne doit commencer qu'en 1722 (2). »

Le Conseil examine les dettes d'un certain nombre de communautés, notamment des communautés provençales. Le 24 avril 1716, par exemple, un arrêt « liquide les dettes de la communauté de Villevieille en Provence à 2.673 livres 10 sous 2 deniers (3) ».

Le Conseil est jaloux de cette prérogative. Le 10 juillet 1716 (4), le Parlement de Grenoble demande qu'on lui donne la commission de liquider les dettes des communautés de Dauphiné, et de juger les contestations qui peuvent naître au sujet de ces liquida-

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

2. Cf. une décision relative à Dijon, du 28 février 1716. L'emprunt est consenti par les Gènois ; l'intérêt est de 6 o/o (Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 11).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 52.

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 72-73.

tions au lieu des commissaires qui ont été nommés pour ladite liquidation. Le Conseil décide que l'intendant sera commis pour donner seulement son avis sur les dettes desdites communautés ; Sa Majesté statuera. Il faut comprendre ainsi : le Conseil statuera.

L'on sait que le roi avait utilisé, dès le xvi<sup>e</sup> siècle, le crédit de la Ville de Paris, en créant des rentes sur l'Hôtel de ville, en lui engageant comme garantie le produit de certains impôts. En 1715, on éprouve beaucoup d'embarras à payer les rentes. « A l'égard des rentes sur la Ville (1), pour en soutenir le paiement, on eut recours aux fermiers généraux, on leur demanda une avance de 4 millions, c'étaient 100.000 livres pour chacun d'eux.

« Ils représentèrent que peu de mois auparavant ils avaient fait une pareille avance et qu'ils étaient épuisés, ils alléguèrent la difficulté des temps, la perte de leur crédit, on les réduisit enfin ; mais il fallut pour cela leur accorder un nouveau bail par lequel on leur laissait le produit des 2 sous par livre qui avaient été augmentés sur les droits des fermes par la déclaration du mois de mai 1715 et qui étaient destinés au paiement des billets de la Caisse des emprunts, avec une diminution réelle du

---

1. Bibl. Nat. MS. fr. 7769, pp. 151-153 (Rapport du duc de Noailles).

prix de l'ancien bail qu'ils prétendaient avoir été poussé au delà de sa juste valeur et ne pouvoir soutenir. La circonstance du temps, le service actuel qu'on exigeait d'eux pour une cause si importante, firent acquiescer à leur demande. »

Le Conseil s'occupe encore d'un certain nombre de questions concernant les communautés d'habitants.

Le 20 octobre 1716, les habitants du village de la Champ, élection de Saint-Flour, demandent que leur village soit désuni de la commune de Celles (1).

Le Conseil ordonne que les portes de la ville de Marseille appelées portes des Capucins et porte des Bernardines seront murées. (2). Il écrit à l'intendant de Bernage (3) de rendre une ordonnance déclarant que les portes de Montdidier seront fermées pendant les six mois d'été à 10 heures du soir, et ouvertes à 4 heures du matin et pendant les six autres mois à 8 heures du soir et à 6 heures matin.

Le Conseil rend aussi certaines décisions au sujet de la police et des prisons. Le 3 novembre 1716, un arrêt commet Doujat pour « informer » contre les auteurs des violences exercées pendant la nuit du 17

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 28.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869 (9 avril 1717).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 87 (11 septembre 1716).

au 18 septembre dernier dans la maison du curé de Bavay (1).

Divers arrêts ordonnent des réparations à faire aux prisons (2), ou la démolition de ces bâtiments (3). Le Conseil contraint le geôlier et le greffier de la Conciergerie de Rennes de mettre en liberté des prisonniers (4). Les geôliers ne sont pas toujours bien choisis. Lescaplier mande qu'il serait nécessaire de choisir des sujets pour les geôles (5), attendu qu'on afferme les prisons à ceux qui en donnent le plus et que ces prisons tombant en de mauvaises mains, plusieurs prisonniers s'évadent.

Plusieurs décisions sont relatives à l'assistance et aux hôpitaux. Le 26 février 1717 (6), un arrêt ordonne l'établissement d'un fond annuel de 3.000 livres dans l'établissement des finances de La Rochelle pour la nourriture et l'entretien des enfants trouvés et l'imposition en trois ans de 10.000 livres qui sont dues pour pareille dépense aux administrateurs de l'hôpital.

Le 18 août 1716, l'hôpital Général de Lyon adresse un certain nombre de demandes au Conseil de

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1867.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868).

3. *Ibid.*, même date.

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 26 (21 juillet 1716).

5. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 15 (28 juillet 1716).

6. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1869.

Finance (1). Beaucoup d'hôpitaux obtiennent des francs-salés du Conseil.

Le 7 juillet de la même année (2), le Conseil décide que Ferrand et Amelot seront commis pour examiner les décomptes des différentes fournitures faites par les entrepreneurs pour « munir » les arsenaux, ports et hôpitaux.

Enfin, le Conseil ne néglige pas l'enseignement. Le 28 août 1716 (3), le Conseil apprend qu'il a été imposé dans la ville de Molière, généralité de Montauban, 210 livres pour l'entretien de trois demoiselles d'une congrégation particulière qui doivent instruire la jeunesse gratuitement, et ce en conséquence d'une délibération de la communauté. Une partie des habitants demandent aujourd'hui à être déchargés de cette imposition, nonobstant les ordonnances de Le Gendre et d'Imbercourt. Le Conseil décide que les ordonnances des intendants seront autorisées par un arrêt du Conseil tant pour le passé que pour l'avenir, aussi longtemps que « les conditions de la première délibération des habitants subsisteront ».

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 54-55.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 66.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 68.

## VI. — *Commerce et Industrie*

De nombreuses délibérations du Conseil de Finance concernent le commerce et l'industrie. C'est par exemple, le 6 mars 1717 (1), un arrêt, rendu à l'instigation de ce Conseil, permettant au maire, aux échevins et aux communautés de l'élection de Barsur-Aube de fabriquer des eaux-de-vie de marc de raisin, pendant deux ans, à charge de faire la déclaration au fermier avant la fabrication et de ne les pouvoir transporter hors de la Champagne. C'est un arrêt du 22 décembre 1716 (2) qui permet aux cabaretiers et « vendants vins » de donner à boire et à manger en leurs maisons les dimanches et fêtes, à l'exception des heures du service divin.

Il en est de même actuellement dans beaucoup de villages en Angleterre. C'est enfin une autorisation permettant au marquis de Gramont (3) d'établir des forges et un fourneau dans sa terre de Villers en Bourgogne.

Plusieurs décisions sont relatives aux communautés d'Arts et Métiers. Le Conseil arrête, le 10 novembre 1716 (4), que la communauté des maîtres tan-

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1868.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1867.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 80 (3 décembre 1715).

4. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 44.

neurs et celle des bourreliers de la ville et des faubourgs de Paris pourront vendre et débiter, suivant leurs offres les cuirs façon de Hongrie depuis 9 sols jusqu'à 12 sols la livre. Elles ne pourront dépasser les prix indiqués par leurs offres à peine de 500 livres d'amende.

Les communautés s'adressent souvent au Conseil de Finance pour obtenir une faveur. Ce sont, par exemple, les épiciers de Paris qui, le 25 septembre 1716, demandent une « surséance pendant cinq ans contre les poursuites de leurs créanciers » (1). Le Conseil déclare qu'ils devront payer 40.000 livres par an à leurs créanciers. Il est « sursis sur le surplus » jusqu'à ce que l'agon ait approfondi l'état des dettes et des facultés de la communauté.

Le 6 septembre 1718 (2), un arrêt évoque au Conseil de Finance « la procédure faite par les marchands de charbon par devant les officiers de l'hôtel de ville de Paris contre les communautés des officiers, mesureurs et porteurs de charbon, à peine de nullité et de 1.000 livres d'amende ».

Le Conseil fait examiner, le 21 janvier 1716 (3), les comptes des gardes et jurés des corps et communautés de Paris depuis 1689, afin de liquider les dettes

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 3-4.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1870.

3. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 38.

contractées avant et depuis. Le Conseil de Finance exerce un contrôle sur les taxes perçues par les communautés d'Arts et Métiers. Ainsi, le 26 août 1716(1), une longue discussion s'engage au sujet des droits dont jouissent les communautés de Paris sur les denrées qui y entrent et s'y consomment. Gilbert de Voysins est d'avis d'ôter la régie aux officiers des communautés ; de donner chaque droit à ferme ; de payer sur le produit des droits les créanciers des communautés sur le pied du denier 21 et les intérêts des finances des officiers au denier 25. Mais le procureur général, le duc de Noailles, Amelot, Bignon, Trudaine et le maréchal de Villeroy pensent qu'il vaut mieux laisser subsister la régie jusqu'au 1<sup>er</sup> avril et cependant viser les titres des officiers et des créanciers pour les liquider ensuite. De plus, on examinera le produit. Des commissaires seront nommés pour accomplir ces différentes tâches. La majorité du Conseil se rallie à ce dernier avis.

Le Conseil doit se prononcer au sujet des foires. Le 4 février 1716 (2), le maire et les échevins de Troyes demandent qu'on leur accorde à perpétuité les deux foires franches qui leur ont été accordées pendant neuf ans par un premier arrêt, continuées pendant neuf autres années par un second avec fran-

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 5<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 66-67.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 78-79.

chise des marchandises qui y sont débitées au sortir du royaume. L'avis de l'intendant est favorable. Le Conseil décide de suivre cet avis « et, ajoute le procès-verbal, il en sera parlé au Conseil de régence ».

Le 7 juillet 1716 (1), le maréchal de Villeroy, chef du Conseil, demande à établir dans le bourg de la Verpillière dont il est seigneur un marché tous les mardis de chaque semaine et quatre foires franches pendant le cours de l'année. Le Conseil ne se prononça pas sur le champ, bien que la demande émane de son chef. Il renvoie la requête aux intendants de Lyon et de Dauphiné pour avoir leur avis.

## VII. — *Affaires diverses.*

Elles sont extrêmement variées.

Ce sont par exemple des délibérations sur les juifs. Les négociants de Strasbourg demandent que les juifs d'Alsace soient réduits de 1.200 familles à 200 (2). Le Conseil décide que l'affaire « sera portée en régence », c'est-à-dire, soumise au Conseil de régence.

Une demande très curieuse est celle que le duc de Brancas adresse au régent (3), afin d'avoir pour lui

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 65.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1847, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> (20 octobre 1716).

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 69 (19 novembre 1715).

et ses hoirs « le droit de protection, habitation et tolérance » accordé aux juifs établis et à établir dans l'intendance de Metz pour en jouir pendant trente ans. Ces droits, explique-t-il, sont perçus sur tous les juifs par tous les princes chrétiens, même par le pape, comme une marque de leur infidélité. Il se lève en Alsace, mais l'on avait négligé de le lever à Metz.

La demande est communiquée au contrôleur général du Domaine qui est persuadé que c'est là un droit de souveraineté, un droit purement domanial qui ne peut être aliéné à perpétuité. Le Conseil déclare que Son Altesse Royale peut faire don de ce droit-là, après qu'elle l'aura établi sur le pied de 40 livres sur chaque famille et même sur un pied plus haut pour neuf années seulement, attendu que si cela excédait, on le regarderait comme une aliénation, et que la Chambre des comptes ne le « passerait » pas.

Le duc de Noailles, le 19 juin 1716 (1), fait lecture d'une ordonnance du roi qui réduit les deuils à la moitié du temps qu'ils doivent durer. Le Conseil approuve les termes de cette ordonnance.

Le sieur Aubray qui écrit une histoire de Bourgogne (2) demande une lettre de cachet afin d'avoir

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 4<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 39.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 60 (4 février 1716).

communication des titres qui se trouvent dans la Chambre des Comptes de Dijon. Le Conseil donne un avis favorable.

Le 5 mars 1717, un arrêt commet le sieur de Baudry (1), maître des requêtes et conseiller au Conseil des Finances, pour dresser procès-verbal des manuscrits, livres, tableaux, estampes et autres choses provenant du don fait à Sa Majesté par le sieur de Gaignières « étant en une maison place des Victoires et ensuite être procédé à la vente d'iceux en présence dudit sieur de Baudry par (nom en blanc) huissier du Conseil pour les deniers en provenant être portés au Trésor royal, déduction préalablement faite sur iceux des dépenses et frais qui ont été faits jusqu'à ce jour, et ceux qu'il conviendra faire pour la vente desdits effets ».

Le duc de Noailles lit, le 21 avril 1716 (2), un édit qui décide que les secrétaires du Conseil de Finance seront dépositaires des archives et des minutes des Conseils. Le Conseil de Finance approuve cet édit.

Le 28 février 1716 (3), le Conseil de Finance décide que le duc de Noailles écrira aux intendants pour faire payer aux maréchaussées une partie de ce qui leur est dû, afin qu'elles puissent faire leur service.

---

1. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1869.

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 47.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 13.

La « partisane » (1) qui a servi le roi pendant dix ans, dont cinq en habit de dragon, demande pour récompense permission de vendre du vin et de la bière dans le village de Flandre où elle est née, et où elle veut se retirer. Le Conseil décide que de Gaumont écrira à l'intendant pour savoir si ce droit appartient au roi, auquel cas l'exemption sera accordée à la partisane.

Le 3 mars 1716 (2), le maréchal de Villars, président du Conseil de Guerre, demande pour l'Hôtel royal des Invalides l'exemption de toutes impositions et de tous droits d'entrée sur le vin. Le Conseil fait droit à la requête.

Les religieux de la Trappe demandent au roi un secours pour vivre, n'ayant pas 3.000 livres de rente, toutes charges déduites, pour nourrir 150 religieux. Cette demande est repoussée par le Conseil (3).

Le 25 septembre 1715 (4), la Cour des Aides de Lyon demande le privilège de juger les membres de sa compagnie en matière criminelle. Le Conseil répond : « Néant sur la requête. »

Le Conseil, s'il communique certaines affaires au

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 6<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 45 (10 novembre 1716).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 3<sup>e</sup> registre, f<sup>os</sup> 18-19.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 47 (25 octobre 1715).

4. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 6.

Parlement de Paris (1) ou à d'autres Conseils, combat les tentatives d'empiètements de ces Conseils. Ainsi, le 29 septembre 1715, on lit les réponses (2) faites par d'Effiat, Rouillé et d'Ormesson au Mémoire du Conseil de l'Intérieur du royaume relatif aux demandes qu'il fait pour augmenter sa juridiction aux dépens du conseil de Finance. Ces réponses sont approuvées.

Citons en terminant la requête d'un marchand mercier (3), nommé de May, qui demande au Conseil un délai de six ans pour payer à ses créanciers environ 20.000 livres. Le conseil ne fait pas droit à cette requête.

Telles sont les affaires, excessivement variées, qui sont soumises au Conseil.

---

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 2<sup>e</sup> registre, f<sup>o</sup> 49 (3 février 1716).

2. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 11.

3. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1849, 1<sup>er</sup> registre, f<sup>o</sup> 30 (16 octobre 1715).

## CONCLUSION

Dans sa courte existence, le Conseil de Finance a fait, en somme, beaucoup de choses utiles.

En ce qui concerne les impôts, il presse le recouvrement, il accueille avec réserve les demandes de modération ou de décharge, même lorsqu'elles émanent de nobles ou de personnages influents. En ce temps de réaction aristocratique, il s'efforce de faire comprendre aux nobles leur devoir et, si la persécution échoue, il emploie la force. Aux humbles, au contraire, il sait se montrer à la fois ferme et secourable ; il s'offre à redresser les abus qui pourront bien être signalés ; bien plus, il prend l'initiative : des commissaires sont envoyés en premier lieu dans la Généralité de Paris, pour rechercher les injustices et les malversations. Il ne répugne pas à faire l'essai des nouveautés, la taille proportionnelle, par exemple, lorsqu'il pense que ces nouveautés pourront améliorer le sort du peuple.

Mais, en même temps, il agit prudemment, afin de ne pas compromettre son œuvre.

Si le Conseil vise constamment à répartir les impôts d'une façon plus équitable, il s'efforce, d'autre part, de diminuer le fardeau de la dette de l'Etat. Les moyens, il faut le reconnaître, ne sont pas toujours ceux qu'inspirerait la stricte justice. Mais, a-t-il le choix des moyens ? Il expose loyalement la situation dans le préambule de la Déclaration du 7 décembre 1715. Sans doute, il laisse faire la refonte des monnaies, mais d'autres personnes lui conseillaient d'agir plus simplement encore en niant toute dette. Les autres mesures, le visa, la réduction des rentes et des pensions ne sont pas, en somme, répréhensibles. Cette dernière mesure surtout se justifie très bien, si l'on songe aux abus du règne précédent. D'autre part, il faut louer sans réserve l'établissement de la Chambre de Justice : cette Chambre sait punir Gruet, taxer et embastiller les traitants qui, sous Louis XIV, avaient conclu ces traités, ces affaires extraordinaires qui n'avaient d'extraordinaire que le nom.

Mais le Conseil a beau gérer habilement nos finances, faire des actes très sensés en ce qui concerne le commerce, l'industrie, les communautés, il n'est pas assez courtisan et il s'est fait beaucoup d'ennemis.

Son œuvre est dénigrée dans certains écrits contemporains. N'avait-il pas eu la fermeté de repousser en 1715 la proposition de Law ? Tandis que Law était soutenu par le régent, le duc de Noailles, président du Conseil de Finance, n'a-t-il pas osé se mettre

en travers de son projet ? Si, comme nous l'avons vu, le Conseil veut bien faire l'essai de certaines nouveautés, celle proposée par Law lui paraît dangereuse. Il ne craint pas de le dire, c'est ce qui contribue à le perdre.

L'année 1717 est très favorable à Law, qui obtient ainsi la confiance du régent, au commencement de 1718, le duc de Noailles, qui a été pendant plus de deux ans un véritable ministre des Finances, se voit disgracié. Law est vengé, d'Argenson triomphe.

Le Conseil qui avait, en somme, géré nos finances sous le contrôle plutôt nominal qu'effectif du Conseil de Régence, ce Conseil, non modifié en apparence, voit son pouvoir extrêmement réduit en octobre 1718. La situation est redevenue ce qu'elle était avant la Polysynodie. Il y a toujours pluralité de Conseils, c'est indéniable. Les attributions sont toujours les mêmes. Mais, au lieu du Conseil de Régence, aux séances duquel son président même assiste, le Conseil de Finance a au-dessus de lui un homme, d'Argenson, ennemi de son ancien président, un homme à la fois garde des Sceaux et président du Conseil de Finance auquel l'Ordonnance du 13 octobre 1718 confère les pouvoirs suivants : « Le garde des Sceaux aura *la direction et principale administration des finances*, et pourra distribuer aux membres dudit Conseil, ainsi qu'il le jugera à propos, les affaires qui ne sont pas comprises dans les départements

ci-après spécifiés ». Deux ans après, Law sera contrôleur général. Le Conseil des Finances ne sera plus que l'ombre de ce qu'il était à l'époque de la Polysynodie et d'Argenson pourra dire, au cours du siècle, dans ses *Considérations* : « Les Conseils ne sont encore qu'un pouvoir de nom ; il n'y passe que les plus chétifs objets de délibération ».

# PIÈCES JUSTIFICATIVES

## I

ORDONNANCE DU ROI  
SERVANT DE RÈGLEMENT POUR LE CONSEIL DE FINANCE  
(14 novembre 1715)  
(Arch. Nat. A D \* 732)

De par le roi

Sa Majesté ayant par sa déclaration du 15 du mois de septembre dernier, ordonné des conseils particuliers pour l'examen de toutes les affaires qui peuvent concerner le dedans et dehors du royaume, et voulant de l'avis de son très cher et très aimé oncle le duc d'Orléans régent, former celui des Finances, sa Majesté l'a composé du régent comme ordonnateur, ainsi que l'était le feu roi, du s<sup>r</sup> maréchal duc de Villeroy, pair de France en qualité de chef dudit Conseil, du s<sup>r</sup> duc de Noailles pair de France, en qualité de président, du s<sup>r</sup> marquis d'Effiat, en qualité de vice-président, et pour conseillers, des s<sup>rs</sup> Le Pelletier Desforts, Rouillé du Coudray, directeur des finances et du Contrôle général, Le Pelletier de la Houssaye et Fagon, conseillers d'Etat, des sieurs d'Ormesson, Gilbert de Voysins, de Gaumont, de Baudry, maître des requêtes, et du s<sup>r</sup> Dodun,

président aux Enquêtes, et pour secrétaires, des sr<sup>s</sup> Le Febvre et de la Blinière. Et afin d'établir un ordre certain dans ledit Conseil et faciliter une plus prompte expédition des affaires qui y sont portées pour le bien de l'Etat, le soulagement du peuple et l'avantage des particuliers, Sa Majesté a ordonné et ordonne qu'elles y seront traitées de la manière suivante,

Savoir :

Ledit Conseil sera appelé le Conseil particulier de Finances, et s'assemblera deux jours de la semaine, qui seront le mardi et le vendredi depuis neuf heures du matin jusqu'à midi et demi, dans une des salles du palais de Louvre.

Le régent aura seul la signature de toutes les ordonnances, concernant les dépenses comptables et les comptants, tant pour dépenses secrètes, remises, intérêts, qu'autres de toute nature.

Il aura pareillement le Trésor royal et les Parties casuelles avec la faculté d'y commettre qui bon lui semblera pour lui en rendre compte.

Les états de distribution de finances, tant pour les recettes générales que pour les fermes, bois, domaines, et autres deniers de toute nature, seront remis par chacun des conseillers qui en aura le département au chef dudit Conseil de Finances, ou en cas d'absence à celui qui y présidera ; et après les décisions intervenues dans ledit Conseil et approuvées par ledit Conseil général de la Régence, lesdits Etats seront signés par le régent, le chancelier et le chef dudit Conseil, le président, le vice-président, et celui des conseillers qui en aura fait le rapport, ou par trois d'entre eux.

Le chef dudit Conseil de Finances aura la même entrée,

séance, fonction et autorité qu'il avait ci-devant au Conseil royal ; et de plus il référera au Conseil général de la régence, lorsqu'il sera nécessaire, les délibérations qui auront été prises audit Conseil particulier de Finances.

Le président et en son absence le vice-président seront chargés après le chef dudit Conseil de finances et en son absence, de distribuer à chacun des membres dudit Conseil les affaires qui auront rapport à leur département, et les avis et mémoires qui y auront relation ; de recueillir les voix ; de référer au Conseil général de la régence les résultats des opinions, de rendre compte au régent et de prendre ses ordres pour ce qui devra être proposé audit Conseil.

Le s<sup>r</sup> Le Pelletier Desforts  
aura les domaines, les états des domaines, la capitation, les impositions des provinces de Flandre, Franche-Comté, Alsace et Metz, les états des finances d'Artois et de Bretagne, les cahiers des Etats desdites provinces, le cahier de l'assemblée des communautés de Provence.

Le s<sup>r</sup> Rouillé du Coudray  
aura l'inspection du contrôle des quittances du Trésor royal, des parties casuelles et autres dépendances du Contrôle général des Finances, qui sera exercé par les préposés ci-après désignés. Les rentes, les grandes et petites gabelles, les états des fermes, les cinq grosses fermes et la ferme du tabac, les états de finances des généralités de Montpellier et de Toulouse, le cahier des Etats de Languedoc,

Le s<sup>r</sup> Le Pelletier de la Houssaye  
aura le Clergé, les monnaies, les fonds et états au vrai de l'Ex-

traordinaire des Guerres, pain de munition, vivres, artillerie, bâtiments et maisons royales, et de la marine du Levant et Ponant.

Le s<sup>r</sup> Fagon

aura les eaux et forêts, les états des bois, les Chambres des Comptes du royaume, les cahiers des états de Bourgogne, de Béarn, Bigorre et Navarre, les débets et toute autre nature de deniers et revenants bon à la poursuite et diligence du contrôleur des restes et autres.

Le s<sup>r</sup> d'Ormesson

aura le dixième, le domaine d'Occident et la ferme des poudres et salpêtres.

Le s<sup>r</sup> Gilbert de Voysins

aura les dix-huit généralités des pays d'élection pour la taille, le taillon, et les états de finances des généralités des pays d'élection.

Le s<sup>r</sup> de Gaumont

aura les aides et papier timbré, les octrois des villes et dettes des communautés.

Le s<sup>r</sup> de Baudry

aura tous les états de dépense de la maison de Sa Majesté les pensions, les états de dépenses des Maisons de M<sup>me</sup> la duchesse de Berry, de Madame, du régent et de M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans, les ponts et chaussées, turcies et levées, barrage et pavé de Paris, en ce qui est de finance, le grand Conseil, les petites chancelleries, les ligues suisses, les bureaux des Finances,

les états des finances de Provence, de Béarn et de Navarre.

Le sr Dodun

aura les Parlements et Cours supérieurs, les états des Finances de la généralité de Dijon, les fermes des greffes, amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts, la ferme du contrôle, insinuations, etc., la ferme des huiles, les étapes.

Pour ce qui est du commerce et des manufactures, il y sera pourvu par Sa Majesté. Et à l'égard des autres affaires extraordinaires dont les recouvrements ne sont point encore consommés, elles seront distribuées par le régent aux membres dudit Conseil des Finances.

Les secrétaires dudit Conseil y auront séance, ils dresseront tous les ordres et mémoires, feront les lettres qui auront été résolues audit Conseil lesquelles devront être signées par le régent, et ils les lui présenteront pour les signer ; ils feront aussi celles qui seront expédiées au nom dudit Conseil, et tiendront trois registres, l'un pour les délibérations faites audit Conseil, l'autre pour les décisions qui interviendront au Conseil général de la Régence pour les affaires de Finances, et le troisième pour les lettres portant décision, qui seront écrites par chacun des conseillers suivant les délibérations dudit Conseil.

Les minutes des arrêts et autres actes arrêtés audit Conseil, et au Conseil général de la Régence concernant les Finances, qui se remettaient ci-devant aux secrétaires ordinaires du Conseil d'Etat, Direction et Finances, leur seront envoyées pour en signer les expéditions en la manière ordinaire. Toutes les affaires qui étaient ci-devant traitées et décidées dans ledit Con-

seil royal de Finances, seront examinées et délibérées dans ledit Conseil particulier de Finances ; savoir les brevets de la taille, toutes les impositions ou décharges des impositions faites sur le peuple, toute espèce de changement à faire dans la perception et administration des revenus du Roi, tous les résultats pour des affaires extraordinaires, et les rôles du Trésor royal, tant des dépenses comptables que des comptants.

Il ne pourra être fait aucune diminution ou augmentation sur les fermes et recettes générales, ni sur les autres recouvrements de quelque nature que ce puisse être, si ce n'est après en avoir été délibéré dans ledit Conseil de Finances.

Toutes les demandes d'emplois de nouvelles charges dans les états seront rapportées dans ledit Conseil de Finances.

Chacun des conseillers dudit Conseil rapportera tous les états des fermes, recettes générales, bois, domaines et autres affaires qui seront de son département, pour être arrêtés audit Conseil et signés après les décisions du Conseil de régence.

Le Contrôle général sera désormais exercé par les grades des registres du contrôle général des Finances, présentement commis audit exercice sur les commissions plus amples qui leur en ont été expédiées et sur lesquelles il ont prêté serment à la Chambre des Comptes où ils fourniront leurs contrôles, et ce sous la direction du sieur Rouillé, auquel ils seront tenus de fournir tous les huit jours un bref état des signatures qu'ils auront faites et des droits qu'ils auront reçus, pour être à la fin de chaque année l'état général présenté et arrêté audit Conseil de Finances, et les deniers de la recette portés au Trésor royal.

La grande Direction se tiendra à l'ordinaire et s'assemblera tous les quinze jours, et le président dudit Conseil des finances y assistera toutes les fois qu'elle sera assemblée.

Les affiches, contenant les conditions des baux des fermes et marchés, seront examinées et résolues dans ledit Conseil et ensuite lesdites fermes et marchés publics, les enchères reçues, les adjudications en seront faites à la grande Direction.

Il sera établi un nombre convenable de bureaux, tant de communication, qu'avec faculté de juger, selon que les matières et les occurrences le requerront, lesquels seront composés de personnes qui seront à cet effet choisies par le régent.

Le procureur général du Parlement et le procureur général de la Chambre des comptes de Paris auront entrée au Conseil des Finances lorsqu'ils l'auront requis, pour y proposer ce qui peut concerner leur ministère, ou l'ordre public, et qu'ils y seront appelés.

Le lieutenant général de police et le prévôt des marchands seront appelés audit Conseil lorsqu'il sera jugé nécessaire, pour y représenter ce qui peut concerner leurs fonctions et l'utilité particulière de la ville de Paris.

Les gardes du Trésor royal et les trésoriers des parties casuelles seront mandés audit Conseil des Finances par rapport à leurs fonctions comme ils l'étaient ci-devant au conseil royal.

Les intendants des provinces et autres, chargés des affaires de Sa Majesté, adresseront leurs lettres et mémoires à chacun des conseillers dudit Conseil de Finances, suivant leurs départements, et on ne pourra leur faire réponse qui porte décision qu'après en avoir référé audit Conseil.

Les intendants des provinces feront deux tournées par chacun ou dans leurs généralités, l'une entre Pâques et la Pentecôte, l'autre dans les mois d'octobre et de novembre, et ils dresseront exactement des procès-verbaux sur tout ce qui regarde leur ministère, pour les envoyer à leur retour au chef dudit Conseil.

Les trésoriers de France seront pareillement tenus de faire des procès-verbaux exacts et circonstanciés de l'Etat où ils auront trouvé les paroisses et les élections, et ils les enverront à celui des conseillers dudit Conseil qui a le département de la taille.

Les propositions qui seront faites par chacun desdits conseillers pour faciliter le recouvrement et la diminution des impositions des frais de régies et dépenses pour le bien et le soulagement du peuple, seront délibérées dans ledit Conseil de Finances.

Il sera envoyé tous les deux ans dans les provinces, à commencer au 1<sup>er</sup> janvier prochain, des personnes de grande probité pour recevoir les plaintes et les mémoires qui leur seront présentés contre toutes sortes de personnes, sans aucune exception, et pour s'instruire de tout ce qui peut être utile et nécessaire au bien public, et à leur retour ils en rendront compte au régent, qui renverra lesdits mémoires et plaintes aux Conseils auxquels il conviendra d'en connaître.

Le régent aura la faculté de changer tous les ans le présent règlement et les départements des membres dudit Conseil de Finances, ainsi qu'il l'estimera à propos ; afin qu'étant instruits

à fond de toutes les parties de la Finance, ils puissent également remplir les fonctions les unes des autres.

Fait à Vincennes, le quatorzième jour de novembre mil sept cent quinze.

*Signé* LOUIS. Et plus bas, PHELIPEAUX.

## II

ORDONNANCE DU ROI  
PORTANT RÈGLEMENT AU SUJET DES DÉPARTEMENTS  
DU CONSEIL DES FINANCES  
(10 décembre 1717)

*Arch. du Ministère des Affaires étrangères. Mém. et doc. Vol. 1227  
(France), f<sup>o</sup> 17-19).*

Sa Majesté par l'article dernier de son ordonnance du 14 novembre 1715, servant de règlement pour le Conseil de Finances ayant ordonné que M. le duc d'Orléans son oncle régent aurait la faculté de changer tous les ans, ainsi qu'il jugerait à propos les départements des membres dudit Conseil ; étant d'ailleurs convenable de former des départements pour les personnes qui y ont été appelées depuis ledit jour 14 novembre 1715 et de faire une nouvelle attribution à ceux qui étaient chargés de différentes affaires qui ne subsistent plus, afin qu'ils puissent tous travailler pour le bien de l'Etat. Sa Majesté s'étant fait représenter ladite ordonnance et celle du 24 novembre dernier, de l'avis de M. le duc d'Orléans régent, a ordonné et ordonne que

les départements particuliers dudit Conseil seront réglés à l'avenir de la manière suivante.

Le régent en qualité d'ordonnateur aura seul la signature de toutes les ordonnances concernant les dépenses comptables et les comptants, tant pour dépenses secrètes, remises, intérêts, qu'autres de toute nature, ainsi et de la même manière que faisait le feu roi, conformément à la Déclaration du 23 septembre 1715.

Le régent aura pareillement le Trésor royal et les parties casuelles suivant qu'il est porté par l'ordonnance servant de règlement pour le Conseil de Finances du 14 novembre 1715. Et il a commis le Sr Le Cousturier pour tenir seul sous ses ordres les registres du roi, lui rendre compte directement des placets qui seront présentés pour demander des paiements, ensemble pour expédier les états de distributions et ordres nécessaires.

F<sup>o</sup> 8.— Ladite ordonnance du 14 novembre 1715 servant de règlement pour ledit Conseil de Finances sera exécutée suivant sa forme et teneur en ce qui concerne le chef dudit Conseil, le président et le vice-président.

A l'égard des départements :

Le sieur duc de la Force, vice-président, aura les états des finances des généralités de Toulouse et Montpellier, et ceux des provinces de Bretagne, Bourgogne, Artois, Béarn, Bigorre et Navarre, et les cahiers des états desdites provinces.

Le sieur Amelot aura entrée, séance et voix délibérative audit Conseil, tant par rapport aux affaires du commerce, qu'aux différents bureaux de finances dont il est chargé.

Le s<sup>r</sup> Le Pelletier Desforts aura les domaines, les états des

domaines, la capitation, les impositions des provinces de Flandre et de Franche-Comté, les états des finances de Provence et le cahier de l'assemblée des communautés dudit pays.

Le s<sup>r</sup> Rouillé du Coudray aura l'inspection du contrôle des quittances du Trésor royal, des parties casuelles, et autres dépendantes du contrôles général des Finances, les rentes, les grandes et petits gabelles, les états des fermes et les cinq grosses fermes.

Le s<sup>r</sup> Le Pelletier de la Houssaye aura le clergé, les Monnaies, les impositions d'Alsace et de Metz, les fonds et états au vrai de l'extraordinaire des guerres, pain de munition, vivres, artillerie, des bâtimens et maisons royales, et de la marine du Levant et du Ponant.

Le sieur Fagon aura les eaux et forêts, les états des bois, les Chambres des Comptes du royaume, les débets et toute autre nature de deniers et revenants bon à la poursuite et diligence du contrôleur des restes, et autres.

Le s<sup>r</sup> D'Ormesson aura la ferme du tabac, la ferme des poudres et salpêtres, les états au vrai des comptes à rendre du dixième.

Le s<sup>r</sup> Gilbert de Voysins aura la généralité des pays d'élections pour la taille, le taillon, et les états des finances desdites généralités.

Le s<sup>r</sup> de Gaumont aura les aides et papier timbré, les octrois des villes et dettes des communautés.

Le s<sup>r</sup> de Baudry aura tous les états de dépense de la maison de Sa Majesté, les pensions, les états de dépenses des maisons de M<sup>me</sup> la duchesse de Berry, de Madame, du régent, et de

M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans, les ponts et chaussées, turcies et levées, barrage et pavé de Paris. en ce qui est de finance, les petites chancelleries, les ligues suisses.

F<sup>o</sup> 19. — Le sieur Dodun aura les Parlements et Cours supérieurs, la ferme des greffes, amortissements, franc-fiefs et nouveaux acquêts, celle du contrôle et des insinuations, la ferme des huiles et les étapes.

Le sieur de Fourqueux aura le domaine d'Occident, le grand Conseil, les Bureaux des Finances.

Il sera établi un Bureau chez le s<sup>r</sup> Amelot, conseiller d'Etat, auquel assisteront les sieurs Le Pelletier Desforts, de la Houssaye, conseillers d'Etat, les sieurs d'Ormesson, Gilbert de Voysins et de Gaumont, maîtres des requêtes pour travailler à l'exécution de l'article IX de l'édit du mois d'août dernier concernant toutes les différentes parties employées dans tous les états qui s'arrêtent au Conseil.

Il sera pareillement tenu un Bureau chez le s<sup>r</sup> Rouillé du Coudray, auquel assisteront les s<sup>rs</sup> Fagon, conseiller d'Etat, de Baudry, Dodun, et de Fourqueux, pour travailler en exécution de l'article X dudit édit du mois d'août dernier, à dresser un état distingué par chapitres de toutes les finances, des offices et droits supprimés, afin de pourvoir au paiement des intérêts desdites finances, et au remboursement des capitaux.

Les traités ou négociations qui auront passé par les mains de ceux dudit Conseil qui ont des départements particuliers seront toujours proposés et rédigés de concert avec les chefs et président dudit Conseil qui recevront les ordres du régent sur ce qui devra être proposé audit Conseil. Et lorsqu'il s'agira d'é-

crire des lettres et de donner ou d'envoyer des ordres concernant les affaires générales, lesdites lettres seront écrites, et lesdits ordres signés et envoyés par le chef ou par le président dudit Conseil.

. . . . .  
Ordonne au surplus Sa Majesté que ladite ordonnance en forme de règlement du 14 novembre 1715 sera exécutée selon sa forme et teneur en tout ce qui n'est point contraire au présent règlement.

### III

ORDONNANCE DU ROI  
PORTANT RÈGLEMENT AU SUJET DES DÉPARTEMENTS  
DU CONSEIL DE FINANCES  
(13 octobre 1718)

(Bibl. Nat., MS. fr. 21751, f<sup>o</sup> 36-39.)

F<sup>o</sup> 37. — Sa Majesté par l'article dernier de son ordonnance du 14 novembre 1715 servant de règlement pour le Conseil de Finances, ayant ordonné que M. le duc d'Orléans son oncle régent aurait la faculté de changer, ainsi qu'il le jugerait à propos, les départements des membres dudit Conseil, Elle a, de l'avis de M. le duc d'Orléans régent, ordonné et ordonne que lesdits départements seront réglés à l'avenir de la manière suivante :

Le régent en qualité d'ordonnateur aura seul la signature de toutes les ordonnances concernant les dépenses comptables et

les comptants, tant pour dépenses secrètes, remises, intérêts, qu'autres de toute nature, ainsi et de la même manière que faisait le feu roi, conformément à la Déclaration du 23 septembre 1715.

Le régent aura pareillement le Trésor royal et les parties casuelles suivant qu'il est porté par l'ordonnance servant de règlement pour le Conseil du 14 novembre 1715. Et il a commis le s<sup>r</sup> Le Cousturier pour tenir seul sous ses ordres les registres du roi, lui rendre compte directement des placets qui seront présentés pour demander des paiements ensemble pour expédier les états de distribution et ordres nécessaires.

Le garde des sceaux aura la direction et principale administration des finances, et pourra distribuer aux membres dudit Conseil, ainsi qu'il le jugera à propos, les affaires qui ne sont pas comprises dans les départements ci-après spécifiés.

fo 38. — Ladite ordonnance du 14 novembre 1715 sera au surplus exécutée en ce qui concerne le chef et le président dudit Conseil.

#### A l'égard des départements

Le s<sup>r</sup> Amelot aura entrée, séance et voix délibérative dudit Conseil, tant par rapport aux affaires du commerce qu'aux différents bureaux de finances dont il est chargé.

Le s<sup>r</sup> Le Pelletier Desforts aura les domaines, les états des domaines, la capitation, les impositions des provinces de Flandre, et de Franche-Comté, les états de finances de Provence et le cahier de l'Assemblée des communautés dudit pays.

Le s<sup>r</sup> Le Pelletier de la Houssaye, conseiller au Conseil royal de Régence pour les Finances, présidera en cette qualité au

Bureau établi pour l'administration des recettes générales par l'arrêt du Conseil du 17 juin 1716 en conséquence de la Déclaration du 10 dudit mois de juin et il rapportera au Conseil de Régence les affaires qui concerneront ladite administration et celles dont il sera chargé. Il aura, en outre, le clergé, les monnaies, les impositions d'Alsace et de Metz, les fonds et états au vrai de l'extraordinaire des guerres, du pain de munition, des vivres, de l'artillerie, des bâtiments et maisons royales, et de la marine du Levant et du Ponant.

Le sr Fagon, conseiller au Conseil royal de Régence pour les finances, présidera en cette qualité au Bureau établi pour l'administration des fermes générales par arrêt du Conseil du 3 septembre 1718. Et il rapportera au Conseil de régence les affaires qui concerneront ladite administration et celles dont il sera chargé. Il aura en outre les Eaux et Forêts, les états des bois, les Chambres des Comptes du royaume, les débets et toute autre nature de deniers et revenants bons à la poursuite et diligence du contrôleur des restes et autres.

Le sr d'Ormesson aura la ferme du tabac, la ferme des poudres et salpêtres, les états au vrai des comptes à rendre au dixième.

Le sr Gilbert de Voysins aura les généralités des pays d'élections, pour la taille, le taillon et les états des finances des dites généralités.

F<sup>o</sup> 79. — Le sr de Gaumont aura les aides et papier timbré, les octrois des villes et dettes des communautés. •

Le sr de Baudry aura tous les états de dépense de la maison de Sa Majesté, les pensions, les états de dépense des maisons

de M<sup>me</sup> la duchesse de Berry, de Madame, du régent, et de M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans, les ponts et chaussées, turcies et levées, barrage et pavé de Paris en ce qui est de France, les petites chancelleries, les lignes suisses.

Le s<sup>r</sup> Dodun aura les Parlements et Cours supérieurs, la ferme des greffes, amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts, celles du contrôle et des insinuations, la ferme des huiles et les étapes.

Le s<sup>r</sup> de Fourqueux aura le domaine d'Occident, le Grand Conseil, les Bureaux des Finances.

Fait à Paris le treizième jour d'octobre, mil sept cent dix-huit. *Signé* : LOUIS. Et plus bas : PHELYPEAUX.

---

Vu : le Président de la thèse

EMILE CHÉNON

Vu : le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :  
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

BONARIC

## DOCUMENTS D'ARCHIVES ET OUVRAGES CONSULTÉS

### I. — Archives Nationales.

G<sup>r</sup> 1849 (six registres de délibérations du Conseil de Finance en 1715 et 1716).

G<sup>r</sup> 1867, *idem*.

» 1868, *idem*.

» 1869, *idem*.

» 1870, *idem*.

AD\* 731, *idem*.

» 732, *idem*.

» 733, *idem*.

» 736, *idem*,

» 750, *idem*.

E 879, *idem*.

II. — Archives du ministère des Affaires Etrangères. Mémoires et documents (France), vol. 1208, 1209, 1218, 1227, 1235.

III. — Bibliothèque Nationale (Départements des Manuscrits) MSS. français, 7765 (Projets de finances pour l'acquittement des dettes de l'Etat (1715-1717), 7769, 11152, 21751. MSS. Nouvelles acquisitions françaises, 1431 (Histoire des

finances pendant la Régence de 1715) 2518 et 2519. (Recueil par extrait et en forme de dictionnaire des édits, déclarations et principaux arrêts rendus sur les affaires de finances, etc. depuis le commencement de la Régence jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1721) 2560, 2722, MS. Joly de Fleury, 1467.

### Principaux ouvrages consultés

*Argenson* (d'). — Journal et Mémoires du Marquis d'Argenson, publiés par Bathery (Paris, 1863, in 8°).

*Clamageran* (J.-J.). — Histoire de l'impôt en France, t. III (Paris, 1876, in-8°).

*Esmein* (A.). — L'esprit de réforme et les réformes opérées ou tentées sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI avant la convocation des Etats généraux. (Cours de doctorat professé à la Faculté de Droit de Paris, 1902-1903.)

*Isambert*. — Anciennes lois françaises, t. XXI.

*Jouvencel* (de). — Le contrôleur général des finances sous l'ancien régime. (Thèse de Doctorat en droit. Paris, 1901, in-8°.)

*Lardé* (G.). — La capitation dans les pays de taille personnelle (Thèse de doctorat en droit, Paris, 1906, in-8°.)

*Marion* (M.). — L'impôt sur le revenu au XVIII<sup>e</sup> siècle principalement en Guyenne (Toulouse, 1901, in-8°).

*Marmontel*. — Œuvres posthumes de Marmontel, historiographe de France... imprimées sur le manuscrit auto-

graphe de l'auteur. Régence du duc d'Orléans, t. I.  
(Paris, 1805, in 12).

*Necker*. — Traité de l'administration des finances de la France,  
t. I. (1785).

*Paultre* (C.). — La taille « tarifée » de l'abbé de Saint-Pierre  
et l'administration de la taille (Thèse de doctorat au  
droit, Paris, 1903, in 8°).

*Saint-Simon*. — Mémoires. Edition Chéruel.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                              | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| PRÉFACE.....                                                                                                                                                                                 | 5     |
| CHAPITRE I. — Etablissement et organisation du Conseil<br>de finance.....                                                                                                                    | 7     |
| CHAPITRE II. — Etat des Finances en 1715. — Imposi-<br>tions et droits divers.....                                                                                                           | 42    |
| CHAPITRE III. — Réformes financières de la Régence...                                                                                                                                        | 106   |
| CHAPITRE IV. — Domaine. — Eaux et Forêts. — Ponts<br>et Chaussées. — Travaux publics. — Rapports<br>avec les communautés d'habitants. — Com-<br>merce et industrie. — Affaires diverses..... | 145   |
| CONCLUSION.....                                                                                                                                                                              | 179   |
| PIÈCES JUSTIFICATIVES.....                                                                                                                                                                   | 183   |
| DOCUMENTS D'ARCHIVES ET OUVRAGES CONSULTÉS.....                                                                                                                                              | 199   |





